La plurinationalité en Méditerranée

Politiques, pratiques et vécus

Textes édités par
Delphine Perrin

e nédits

Institut de recherches et d'études
sur le monde arabe et musulman
UMR7310 - AMU/CNRS
13094 Aix-en-Provence, France

La plurinationalité en Méditerranée occidentale

Politiques, pratiques et vécus

Delphine Perrin (dir.)

DOI : 10.4000/books.iremam.3540

Éditeur : Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, IREMAM

Lieu d'édition : Aix-en-Provence

Année d'édition : 2016

Date de mise en ligne : 12 janvier 2017

Collection : Livres de l'IREMAM

ISBN électronique : 9782821877467

<http://books.openedition.org>

Référence électronique

PERRIN, Delphine (dir.). *La plurinationalité en Méditerranée occidentale : Politiques, pratiques et vécus*. Nouvelle édition [en ligne]. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, 2016 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iremam/3540>>. ISBN : 9782821877467. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iremam.3540>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

© Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, 2016

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

La plurinationalité est un objet de polémiques récurrent, en particulier celle des citoyens « à cheval » sur la Méditerranée par leurs nationalités, à la fois européens et maghrébins. D'une rive à l'autre, on questionne leur loyauté, possiblement écornée par leur double appartenance ; une appartenance qui, à être plurielle, ne saurait être entière. Cet ouvrage intervient au cœur de la tourmente récemment suscitée par les réformes constitutionnelles concomitantes en France et en Algérie, l'une autour de la déchéance de nationalité des binationaux coupables d'actes de terrorisme, l'autre les privant d'accès aux hautes fonctions publiques. Il est issu d'une journée d'étude organisée le 26 mai 2015 à la Villa Méditerranée, à Marseille, au cours de laquelle nous avons décidé d'aborder la question de la « citoyenneté méditerranéenne » par le biais de la plurinationalité, qui nous semblait faire l'objet, aujourd'hui plus qu'hier, de tous les fantasmes. Ce recueil d'articles entend donner de la distance et de la profondeur à ce phénomène, en explorant diverses facettes et figures de la plurinationalité, aussi bien du point de vue des droits et des politiques que des pratiques et des vécus.

SOMMAIRE

Introduction

Delphine Perrin

L'utopie d'une citoyenneté méditerranéenne

Jean-Robert Henry

Une rhétorique foisonnante et ambiguë

La reconquête de l'espace transméditerranéen par les acteurs de base

La double nationalité, agency des populations migrantes et instrument de diplomatie des pays d'origine

Catherine Wihtol de Wenden

De la double absence à la double présence

La double nationalité, instrument de diplomatie des pays d'origine : un « soft power »

L'« agency » des migrants eux-mêmes

Conclusion

La binationalité dans les États européens de Méditerranée occidentale

Hocine Zeghib

La binationalité : un état de fait rétif au droit

La binationalité : une réalité partagée en Europe méridionale

La binationalité : ancrage fragile, traitement juridique complexe

Conclusion

Entre pragmatisme et suspicion : le droit face à la double nationalité au Maghreb

Delphine Perrin

L'allégeance perpétuelle : un socle spirituel à vocation utilitaire

Une famille, une nationalité : un principe érodé par les droits des femmes et des enfants

Double- ou sous-citoyens ? Limiter l'implication politique et sociale des binationaux

Conclusion

Une binationalité « à la carte » ?

Pour une sociologie des usages publics de la « ressource binationale » : le cas des Franco-Tunisiens

Vincent Geisser

La binationalité en procès ici et là-bas

Émulation patriotique et mouvements protestataires : le « réveil politique » des binationaux

La politique d'allégeance de l'État tunisien à l'égard des binationaux : un nouveau paradigme ?

De quoi la binationalité est-elle le nom : post-nationalisme, transnationalisme, nationalisme à distance...?

Entre remise en cause des appartenances nationales et attachement symbolique à la double nationalité : les descendants d'immigrés méditerranéens et d'exilés espagnols en France face à la double nationalité

Évelyne Ribert

Les jeunes nés en France de parents étrangers et l'appartenance nationale

Les descendants d'exilés espagnols et la récupération de la nationalité espagnole

Conclusion

Les enjeux sportifs, juridiques et politiques de la binationalité dans le sport

Hervé Andrès

Les enjeux sportifs de la binationalité vis-à-vis des sélections nationales

Les enjeux politiques de la binationalité vis-à-vis de la sélection nationale

L'articulation entre « nationalité sportive » et nationalité étatique

Les binationaux au regard des quotas d'étrangers dans les clubs

Introduction

Delphine Perrin

- 1 Cet ouvrage intervient à un moment où la minorité que constituent les binationaux dans le monde se trouve au cœur de débats de société dans de nombreux pays, en Europe, mais aussi en Algérie ou encore au Canada. Ici et là, on questionne leur loyauté, possiblement écornée par leur double appartenance, voire leur double allégeance. À être plurielle, l'appartenance ne saurait être pensée comme entière.
- 2 Les articles ont été rédigés au cours des polémiques qui ont accompagné la tentative du gouvernement français de constitutionnaliser la déchéance de nationalité pour les binationaux responsables d'actes de terrorisme, ainsi que la réforme de la Constitution algérienne empêchant les binationaux d'accéder aux hautes fonctions publiques. La concomitance, dans ces deux pays, de débats houleux centrés sur la pluri-appartenance illustre la force de cette problématique dont la Méditerranée est au cœur. Le choix, aussi, dans les deux pays, mais aussi en Tunisie en 2014, de recourir au plus haut niveau de la hiérarchie juridique, la constitution, pour aborder la conjugaison de nationalités, suscitant ainsi effets de manche et grandiloquence pour un nombre somme toute limité d'individus, confirme l'extrême politisation de la question nationale, interrogée par la plurinationalité, avec la Méditerranée pour point d'achoppement. Car en effet, dans ces deux pays comme lors des réformes belge et néerlandaise sur la déchéance de nationalité ou des débats sur le droit de vote au Maroc, il s'agit de parler avant tout des citoyens « à cheval » sur la Méditerranée par leurs nationalités, à la fois européens et maghrébins.
- 3 On pourrait défendre cependant que les débats en France n'ont affecté les binationaux que « par incidence », tel un dommage collatéral de la colère symbolique contre le terrorisme – puisque « symbolique » est le terme utilisé par le 1^{er} ministre lorsqu'il lui a été reproché l'absence prévisible d'efficacité, voire d'effectivité, de cette mesure de déchéance à l'encontre des terroristes. La législation française, comme d'autres législations en Europe et dans le monde, comprenait déjà la possibilité de déchoir des ressortissants de leur nationalité pour des actes de terrorisme, en la limitant aux double-nationaux et aux Français par acquisition¹. Le projet de loi constitutionnelle envisageait avant tout de supprimer la discrimination entre Français par acquisition et Français d'origine. Mais la plus grande part des débats a porté sur la circonscription de

la déchéance aux binationaux. Or, la discrimination entre mono- et binationaux réside en partie dans le fait que le droit international et européen encadre, voire prohibe, la création d'apatrides par la perte forcée de la nationalité. Quand bien même la France n'aurait pas ratifié ces conventions², comme il l'a été rappelé, la privation des droits découlant d'une privation de toute nationalité³ pourrait entraîner la violation de droits garantis à la fois par la Constitution française, le droit communautaire et le droit européen - ce qu'a indiqué le Conseil d'État dans son avis du 11 décembre 2015⁴. Ainsi, la discrimination affectant les binationaux trouve sa source dans le respect des droits fondamentaux et un État de droit ne saurait autoriser la déchéance de nationalité que d'une personne en possédant une autre. C'est d'ailleurs la solution adoptée par la majorité des pays occidentaux ayant récemment, dans un même élan réactif à la violence terroriste, légiféré pour associer déchéance de la nationalité et terrorisme.

- 4 Davantage que la stigmatisation des binationaux qui en a découlé, l'important réside dans le fait même d'associer à des actes terroristes islamistes une réforme constitutionnelle autour de la nationalité française, et de chercher en quelque sorte à extraire toute « francéité » à cette violence intégriste dont on suggère non seulement qu'elle exclut de la communauté nationale, mais aussi que la source n'en saurait être qu'externe. Il est d'ailleurs particulièrement éloquent que ces individus bannis de la France se voient expulsés vers des pays tiers, comme si ces derniers pouvaient, eux, les conserver dans la nation. Le Maroc a, pour sa part, introduit dès 2007 la possibilité de déchoir de leur nationalité les ressortissants s'étant rendu coupables d'actes terroristes, sans limiter cette sanction aux binationaux, avec ainsi la possibilité de les rendre apatrides. L'apatridie est sans doute la peine que souhaiteraient appliquer les dirigeants européens, sans pouvoir l'imposer pour des raisons juridiques.
- 5 Finalement, peu importe que les motifs soient juridiques, politiques ou symboliques, un lien s'établit dans la conscience publique entre terrorisme et appartenance, voire origine, étrangère. La double nationalité cristallise les peurs et les fantasmes autour des problèmes supposément associés à cette dimension étrangère, puisqu'elle exprime l'absence de rejet de cette identité étrangère, le fait que l'individu vive, souhaite, voire revendique, une double appartenance. Or, cette double appartenance est généralement considérée par les États concernés comme une sous-appartenance. Depuis dix ans, les Pays-Bas demandent au Maroc de déchoir de leur nationalité marocaine la troisième génération de Marocains aux Pays-Bas, afin de favoriser leur intégration. Le droit de la nationalité allemande requiert des aspirants à la naturalisation la renonciation à leur nationalité d'origine, à moins que cela ne soit impossible. Pour cette raison, les Marocains peuvent devenir binationaux sans renoncer à leur nationalité. En revanche, lorsque la Turquie a facilité la renonciation à la nationalité turque, le nombre de demandes de naturalisation de ses ressortissants en Allemagne a drastiquement baissé : le maintien de la nationalité turque constituait une source d'aspiration à l'intégration en Allemagne. L'épanouissement dans une société semble être davantage favorisé par la reconnaissance des origines que par leur négation, par la conjugaison des identités que par leur scission. Contrairement aux nombreuses attaques contre le droit du sol en Europe, et surtout en France, la plupart des binationaux le sont « d'origine », par le sang de leurs ascendants et par l'histoire.
- 6 C'est donc au cœur de cette tourmente que notre ouvrage entend donner de la distance et de la profondeur au phénomène de la binationalité. Il est issu d'une journée d'étude organisée le 26 mai 2015 à la Villa Méditerranée, à Marseille, dans le cadre de

l'Observatoire des relations euro-méditerranéennes de la MMSH. Cette journée d'étude s'inscrivait dans une démarche de la région PACA visant à questionner, voire soutenir, l'idée d'une citoyenneté méditerranéenne. Il nous a semblé pertinent d'aborder cette question sous le thème de la double nationalité en Méditerranée occidentale, dans la mesure où celle-ci semble faire l'objet, aujourd'hui plus qu'hier, de tous les fantasmes.

- 7 Au-delà de la stigmatisation récente des double-nationaux, les fantasmes autour de la double nationalité ne s'expliquent pas seulement par un regain d'insécurité ou de fermeture nationaliste mais aussi par le simple fait que la double appartenance est un phénomène récent qui ne fait que croître.
- 8 Elle est un phénomène récent, dans la mesure où la nationalité elle-même n'a été définie qu'au cours du XIX^{ème} siècle, lorsqu'apparaissent les premiers codes de la nationalité en Europe et les premières conventions et décrets l'organisant dans l'empire ottoman par exemple, en Algérie ou au Maroc. Elle est un fait récent, aussi, parce que la nationalité a longtemps été associée à l'idée d'allégeance, forcément exclusive, à une nation et ne souffrait donc pas de concurrence. Dans l'ensemble des pays méditerranéens, acquérir une autre nationalité entraînait la perte de la nationalité d'origine. Dès 1880, une disposition de la convention de Madrid sur les droits capitulaires des Européens au Maroc stipulait qu'un Marocain revenu au pays après sa naturalisation à l'étranger devait renoncer à cette nationalité ou quitter le Maroc. C'est aussi une disposition du droit français jusqu'en 1973 et du droit tunisien jusqu'en 1975. Après la première guerre mondiale, le principe des nationalités visait le développement d'État-nations sur la base d'entités nationalement homogènes ne pouvant tolérer qu'une seule et unique appartenance. Le traité de Lausanne conclu entre la Turquie kémaliste et les vainqueurs de la Grande guerre le 24 juillet 1923 pour fixer les principes de la succession à l'empire ottoman n'envisageait lui aussi l'attribution que d'une seule nationalité, fondée sur la « race » ou le lieu de résidence⁵.
- 9 À travers la nationalité, c'est la loyauté du citoyen vis-à-vis de sa communauté d'appartenance qui est en jeu, et en particulier dans des situations de tension diplomatique, voire de guerre, ou dans des États fragiles. Peut-on appartenir à deux nations ? Même entre amis, le principe de l'allégeance exclusive est prôné. Au sein de la Ligue des États arabes, l'accord sur la citoyenneté dans les États membres, adopté le 5 avril 1954⁶, énonçait deux principes : l'unité nationale de la famille sur une base patriarcale⁷; et l'allégeance exclusive à un État membre. Cet objectif d'éviter le rattachement parallèle à deux États d'un même ensemble régional trouve un écho en Europe à travers la convention de Strasbourg du 6 mai 1963. Adopté au sein du Conseil de l'Europe en vue de réduire les cas de plurinationalité, elle stipule qu'un ressortissant issu d'un pays signataire et acquérant volontairement la nationalité d'un autre État partie perd sa nationalité d'origine⁸.
- 10 Ainsi donc, l'hostilité à la pluri-appartenance a longtemps été de règle, mais elle s'est trouvée défiée par les parcours et les pratiques des individus, contraignant les États à adopter des positions plus pragmatiques. En effet, à exiger l'exclusivité, les États prennent tout simplement le risque de perdre leurs citoyens et, à défaut de souplesse et d'évolution, s'en trouveraient d'autant plus affaiblis.
- 11 L'Algérie et le Maroc l'ont bien compris, qui n'ont jamais exigé de leurs nationaux la renonciation à leur nationalité. Les conventions de 1954 et de 1963 précitées ne sont pas ou plus appliquées. Par ailleurs, le développement des droits des citoyens et des individus (les femmes, les enfants) à partir du dernier tiers du XX^{ème} siècle a mené à

un accroissement et une acceptation progressive de la double nationalité dans l'ensemble de la Méditerranée. Les réformes les plus récentes des codes de la nationalité, qu'il s'agisse de celles de la Mauritanie, de l'Algérie ou de l'Allemagne, favorisent et acceptent la double nationalité.

- 12 Celle-ci connaît depuis peu un essor exponentiel, du fait d'histoires individuelles et familiales au gré de la colonisation, des migrations, de la sédentarisation et des liens créés entre les individus et les territoires et entre les citoyens de divers territoires entre eux.
- 13 La double appartenance peut être une réalité à la naissance ou le résultat d'un choix individuel. Elle est vécue de manière extrêmement diverse d'une personne à l'autre, elle peut l'être comme un profond sentiment de double appartenance, allant jusqu'à la culture d'une double mémoire, ou bien comme un moyen de se simplifier la vie pour favoriser la mobilité ou d'autres droits. Même dans ce dernier cas, elle est le résultat d'une histoire personnelle et certains peuvent d'ailleurs avoir résisté longtemps avant de prendre cette seconde nationalité.
- 14 Au-delà du lien juridique et politique qu'elle établit entre un individu et deux États, la double nationalité relève souvent de l'intime, de ressentis personnels qui ne seront pas toujours partagés, de la représentation que chacun se fait de son appartenance.
- 15 Ce sont souvent des éléments extérieurs au double-national, telles que les politiques publiques, qui vont donner un sens plus aigu à une réalité identitaire subie ou choisie. Des deux côtés de la Méditerranée, la double nationalité peut être dénoncée ou crainte comme une menace au sentiment national. Régulièrement, en Algérie ou en France, des dirigeants politiques menacent de mettre fin à la double nationalité. En pratique, les binationaux usent déjà de diverses stratégies pour ménager la susceptibilité tant des États que de leurs compatriotes : présenter le passeport du pays dans lequel ils entrent, taire la seconde nationalité dans le pays dans lequel ils vivent... Ils cherchent souvent à prouver leur allégeance à chacun des États, conscients que leur double appartenance est parfois mal comprise, jalousée ou jugée suspecte, ce qui en révèle paradoxalement la richesse. Dans d'autres circonstances, comme un match de football, certains vont au contraire arborer fièrement une de leurs appartenances, voire l'ensemble d'entre elles⁹, et cette ostentation pourra être interprétée comme un manque de loyauté ou un défi. Des événements historiques, comme la révolution de jasmin en Tunisie, peuvent susciter de nouveaux comportements et éveiller la fierté d'une des appartenances autrefois tue.
- 16 Ce recueil d'articles permet d'explorer diverses facettes et figures de la plurinationalité, aussi bien du point de vue des droits et des politiques que des pratiques et des vécus. Il commence par une double mise en perspective. Jean-Robert Henry interroge « l'utopie d'une citoyenneté méditerranéenne » portée par les discours et les institutions, locales, nationales ou européennes, au regard des pratiques et des enjeux de la double nationalité, et place ainsi cette dernière au cœur de la question du lien en Méditerranée. Catherine Wihtol de Wenden aborde pour sa part la double nationalité sous l'angle de l'*agency* des migrants et de la diplomatie des États par un jeu comparatif historique et géographique.
- 17 Deux articles se font ensuite écho pour révéler une convergence juridique, voire politique, autour de la double nationalité en Méditerranée, où elle apparaît à la fois enracinée dans les pratiques des États de la région et source de difficultés et de suspicion. Hocine Zeghib pose les jalons juridiques permettant la double nationalité et

en décrit l'ancrage en Europe méridionale. Un ancrage qu'il définit comme fragile au regard du traitement juridique complexe des conflits suscités par la possession simultanée de deux nationalités, au nombre desquels la question de la déchéance de nationalité en France et dans d'autres pays européens. Delphine Perrin se concentre pour sa part sur la relation des États maghrébins à la double nationalité, dont l'évolution pragmatique du droit, en accord croissant avec les droits fondamentaux, favorise le développement, tout en cherchant à limiter l'implication des binationaux dans la société.

- 18 Constatant un même pragmatisme sur le plan politique, Vincent Geisser propose une analyse sociologique des usages publics de la « ressource binationale ». Partant des nouvelles logiques de mobilisation des Franco-Tunisiens sous l'effet de la « Révolution » de 2011, il explore l'évolution du rapport de l'État tunisien, mais aussi de la société, à ces double-nationaux tout en apportant un éclairage sur l'engagement parfois mal compris de ces derniers.
- 19 C'est ensuite par deux axes d'analyse spécifiques que se poursuit la mise en lumière et en perspective des pratiques et des vécus des binationaux. Evelyne Ribert interroge le sens de la double nationalité, et son lien si souvent questionné, avec le sentiment d'appartenance, auprès de deux populations différentes : les descendants d'immigrés méditerranéens et d'exilés espagnols. Enfin, à l'heure où l'origine des footballeurs de l'équipe de France est de nouveau source de débats, Hervé Andrès expose la spécificité insoupçonnée des règles de nationalité dans le sport et propose une réflexion riche d'enseignement sur les divers enjeux, tant sportifs, juridiques et politiques, du pluri-rattachement.

NOTES

1. Art.25 et art. 25-1 du Code civil.
2. Convention de New-York sur la réduction des cas d'apatridie, 1961 et Convention européenne sur la nationalité, 1997.
3. Un traitement inhumain et dégradant, comme l'avait jugé la Cour suprême américaine dans son arrêt *Trop v/ Dulles* le 31 mars 1958, évoquant « la destruction totale du statut de l'individu » et « une forme de sanction plus primitive que la torture » à propos d'un Américain déchu de sa nationalité pour désertion.
4. Avis sur le projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation.
5. Art.30-32.
6. Ratifié par seulement huit États sur les vingt-deux membres, il a été accepté par la Syrie, la Jordanie, l'Égypte, le Liban, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Yémen et la Libye mais n'est jamais entré en vigueur.
7. (art.2 à 4) L'homme transmet sa nationalité à ses enfants et à ses femmes, mais celles-ci peuvent recouvrer leur nationalité d'origine en cas de dissolution du mariage.
8. Liant initialement treize États, elle n'est plus en vigueur qu'entre quatre d'entre eux, comme l'indique Hocine Zeghibib dans ce même ouvrage.

9. Voir la photo et l'article d'Albrecht SOONTAG, « Euro 2016 : 'J'ai deux amours', les supporters déchirés entre deux nations », *Le Monde*, 28 juin 2016, http://www.lemonde.fr/euro-2016/article/2016/06/28/j-ai-deux-amours-par-albrecht-sonntag_4959909_4524739.html

AUTEUR

DELPHINE PERRIN

LabexMed-Aix Marseille Université

L'utopie d'une citoyenneté méditerranéenne

Jean-Robert Henry

- 1 L'appel d'offre de la région PACA intitulé « Soutien régional à la citoyenneté méditerranéenne », qui nous a donné l'occasion et les moyens d'organiser une rencontre sur la binationalité le 26 mai 2015 à la Villa Méditerranée à Marseille, appelle quelques réflexions sur la notion de citoyenneté méditerranéenne mise en avant par des acteurs politiques. Il porte aussi en lui une question implicite : comment le discours politique abstrait sur la citoyenneté méditerranéenne cohabite-t-il avec les pratiques et les enjeux de la double nationalité, qui constitue un des seuls moyens concrets dont disposent les individus pour tenter de construire à leur échelle un espace humain et social transméditerranéen ?
- 2 Alors que des milliers de réfugiés politiques et économiques ont perdu la vie en Méditerranée au cours des deux dernières années pour tenter de rejoindre l'Europe avec l'espoir d'y vivre, d'y travailler et d'en devenir un jour citoyens, il peut paraître paradoxal et indécent de discourir sur la citoyenneté méditerranéenne, une réalité qui n'existe pas aujourd'hui et n'est pas prêt d'exister, sauf comme un horizon d'attente lointain, comme la projection d'un modèle antique sur un avenir à inventer, comme une utopie au total, pour le meilleur et pour le pire.
- 3 C'est en réalité avec beaucoup de prudence que l'appel d'offres, rédigé avant qu'on reparle de la Méditerranée comme d'un cimetière marin, associe les termes citoyenneté et Méditerranée. Malgré son intitulé « Soutien régional à la citoyenneté méditerranéenne », il ne vise pas à favoriser l'émergence juridique d'une citoyenneté méditerranéenne, mais seulement à impliquer les citoyennes et citoyens de notre région et d'autres régions de la Méditerranée dans la mise en place d'une « communauté de destin » solidaire dans l'espace méditerranéen. L'appropriation par les individus d'un tel objectif n'est pas évidente. L'appel d'offre ne s'intéresse pas vraiment à la façon dont ils combinent en pratique le rêve de citoyenneté et la conscience d'intérêts partagés pour promouvoir concrètement à leur mesure et à leur usage ce que certains appellent une « citoyenneté des deux rives ».

Une rhétorique foisonnante et ambiguë

- 4 Le décalage entre la projection d'un rêve de citoyenneté commune sur l'espace méditerranéen et la formulation des moyens concrets susceptibles d'y contribuer n'est pas nouveau. Il se retrouve dans d'autres initiatives récentes, qui ont eu notre région pour théâtre.
- 5 En avril 2013, à quelques centaines de mètres d'ici au Pharo, la Fondation Anna Lindh (FAL), une des rares institutions du partenariat euro-méditerranéen à maintenir une activité significative, avait tenu son grand rendez-vous triennal – qui remplace plus ou moins le Forum civil euro-méditerranéen – sur le thème « Citoyens pour la Méditerranée ». Lors de la cérémonie d'ouverture du Forum de la FAL, son président, André Azoulay, avait déclaré : « Nous sommes en train d'assister à l'émergence historique d'une citoyenneté méditerranéenne, avec des aspirations pour la dignité, la démocratie ainsi qu'une meilleure qualité de vie partagée et reconnue par l'ensemble des citoyens de la région euro-méditerranéenne. Le millier de participants ici à Marseille prend acte de cette occasion historique et posera les jalons d'un nouveau mouvement consacré à défendre cette vision, celle des Citoyens pour la Méditerranée ».
- 6 En quatre lignes, l'orateur énumérait trois façons différentes d'accommoder la notion de citoyenneté à l'idée méditerranéenne : émergence d'une citoyenneté méditerranéenne, citoyens de la région euro-méditerranéenne, citoyens pour la Méditerranée. Pour être davantage éclairée, cette cohabitation des termes gagnait à être rapprochée d'une autre déclaration de André Azoulay, cosignée avec Martin Schultz, président du Parlement européen, à la veille de la réunion de la FAL. « Un vent de citoyenneté doit souffler sur la Méditerranée », affirmaient les auteurs ; le partenariat euro-méditerranéen doit être pensé par les citoyens pour les citoyens ; « il faut édifier l'union des citoyens de la Méditerranée ». Dans le contexte encore proche du printemps arabe, il était tentant de fonder les espoirs d'un renouveau du partenariat euro-méditerranéen sur la mobilisation des citoyens face à l'impuissance ou la mauvaise volonté des États.
- 7 En septembre 2014, Michel Vauzelle, alors Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, était élu Président de la Commission Inter-Méditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM). À cette occasion, il exprimait le souhait que les peuples méditerranéens, à travers leurs gouvernements régionaux, unissent leurs voix pour promouvoir une Méditerranée forte dans l'échiquier mondial par sa richesse humaine et son potentiel économique : « La Méditerranée est un espace géographique à la fois déchiré par les crises et les conflits, et cependant de plus en plus interdépendant. Les gouvernements régionaux et locaux ont la responsabilité de lutter contre les amalgames et d'éviter que l'occident ne considère la Méditerranée uniquement sous le spectre de la guerre, de la violence et du djihadisme, qui alimentent par ailleurs les discours de l'extrême droite. Il y a urgence à recréer du lien pour faire face aux conservatismes nationaux, aux phénomènes de xénophobie et de racisme qui favorisent le repli identitaire et portent atteinte à l'esprit de citoyenneté méditerranéenne qui nous anime ».
- 8 La « citoyenneté méditerranéenne » dont Michel Vauzelle entend alors favoriser l'émergence s'entend par rapport aux « bouleversements de 2011 », qui invitent à soutenir la volonté de démocratie et de liberté d'expression de la société civile. Et pour

lui c'est l'affirmation de cette citoyenneté méditerranéenne qui « favorisera l'identité méditerranéenne ».

- 9 Chez Vauzelle comme chez Azoulay, la notion de citoyenneté appliquée à la Méditerranée cesse donc d'être un statut juridique porteur de droits pour devenir une idée virtuelle, une Cité idéale (avec réminiscences romaines) un horizon d'attente, un esprit, voire même un vent...
- 10 Cependant le propos de Vauzelle ne s'arrête pas là et touche à la composante humaine de cette « citoyenneté méditerranéenne » : « Les Européens ne sont pas seulement les « voisins » du Maghreb ou de l'Est de la Méditerranée. Ils vivent en cohabitation avec eux. À l'image des familles dont la moitié vit sur la rive sud et l'autre sur la rive nord »
- 11 Michel Vauzelle est un des rares hommes politiques français de droite ou de gauche à soutenir explicitement l'existence d'une communauté humaine entre les deux rives de la Méditerranée et à admettre la légitimité d'une revendication de mobilité des personnes en Méditerranée. Par ailleurs, il entend remettre la « priorité méditerranéenne » au cœur de l'agenda européen et favoriser l'émergence d'une « stratégie macro-régionale en Méditerranée ». Mais son rapport sur « La Méditerranée des projets » remis en octobre 2013 au Président de la République, après avoir été sensiblement édulcoré par le Ministère des affaires étrangères, n'est pas toujours à la hauteur de cette vision des choses. La pensée méditerranéenne de Michel Vauzelle a néanmoins inspiré de façon évidente les projets de la région PACA à l'époque où il la présidait.
- 12 C'est une raison qui avait poussé l'Assemblée des citoyennes et citoyens de la Méditerranée, une structure informelle soutenue par la Fondation Léopold Meyer, à tenir à la Villa méditerranéenne, en novembre 2014, son Assemblée générale annuelle sur le thème « Citoyenneté et construction d'une communauté méditerranéenne des peuples ».
- 13 Ayant suivi les travaux de l'ACM pendant quatre ans, j'y participais pour la dernière fois, lassé par la rhétorique vaine tenue sur la citoyenneté méditerranéenne. Malgré la qualité intellectuelle, la bonne volonté et l'expérience de nombreux participants, nous n'avions pas réussi à faire avancer la réflexion et l'action sur l'espace humain et citoyen méditerranéen.
- 14 « Citoyens de la Méditerranée » était une formule volontariste, mais aussi une notion polysémique et faussement évidente : comme dans le « rêve méditerranéen », chacun y trouve ce qu'il y apporte. Dans un groupe relativement restreint de spécialistes de la Méditerranée, il n'y avait pas consensus en réalité sur ce que veut dire « Citoyens de la Méditerranée » : on pouvait y voir les membres d'une Cité méditerranéenne virtuelle, les citoyens d'un futur espace euro-méditerranéen, ou simplement des citoyens des divers pays ou régions périphériques de la Méditerranée... Il était plus facile de parler dans notre cénacle de cette « citoyenneté » imaginaire que de la mobilité concrète des hommes et des hommes qui cherchaient à la mettre en œuvre au péril de leur vie.
- 15 À travers ces quelques exemples, je cherche à montrer que la rhétorique actuelle sur l'idée de « citoyenneté méditerranéenne » donne l'impression de tourner en rond et peut même apparaître régressive par rapport à des débats moins timorés qui se tenaient vingt ans plus tôt.
- 16 Ainsi le colloque d'Aubagne, réuni en septembre 1993 puis en mai 1994 (avant donc la Conférence de Barcelone), à l'initiative de refondateurs du Parti communiste (comme

Philippe Herzog) se présentait déjà comme un « Forum des citoyens de la Méditerranée », ayant vocation à devenir une association internationale. L'objectif était sobrement formulé mais audacieux. Le Forum n'avait pas pour ambition de promouvoir une citoyenneté commune à l'échelle méditerranéenne mais de mettre en mouvement des citoyens de la Méditerranée pour changer les rapports économiques et politiques entre pays du nord et du sud et promouvoir la démocratie. En vue de promouvoir une « avenir partagé en Méditerranée » – qui sortirait les Européens du clivage culturel avec le monde musulman et de la psychose de « forteresse assiégée » –, il proposait d'agir dans deux directions : mener une ambitieuse politique de co-développement avec les pays du sud, et ouvrir largement la porte de l'Europe aux migrations du sud considérées comme un phénomène structurel et durable. Mettant sur un pied d'égalité l'ensemble des habitants du bassin méditerranéen, il plaidait pour une large reconnaissance du droit à la mobilité, pour la construction d'une société interculturelle en Europe et pour un accès progressif des immigrés à la citoyenneté des pays d'accueil¹.

- 17 À peu près à la même époque, en 1994, dans une perspective politique assez semblable, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens prenait le nom de Fédération des Tunisiens pour une « citoyenneté des deux rives », en cultivant délibérément la référence au pays de résidence (France) et au pays d'origine (Tunisie).

À la recherche d'une politique du possible

- 18 Face au foisonnement des discours sur la citoyenneté méditerranéenne, la tentation est grande d'envoyer cette rhétorique au musée des illusions méditerranéennes. Mais il convient de résister à cette tentation pour réfléchir davantage aux rapports de cette rhétorique avec la politique du possible.
- 19 À quelles conditions un rêve de citoyenneté commune peut-il se convertir en mythe opératoire, en utopie agissante : l'utopie est utile et nécessaire si elle ne masque pas la réalité souvent complexe et contradictoire du jeu des acteurs publics et civils, si elle prend en compte cette réalité pour la faire évoluer en lui donnant un cap. C'est ce qui s'est passé pour l'Europe dans un contexte assez différent il est vrai de celui que nous connaissons aujourd'hui pour l'espace méditerranéen.
- 20 À l'échelle macro-régionale, l'exemple européen de citoyenneté commune nous apprend beaucoup, et montre surtout qu'il est impossible de sauter les étapes. En Europe, l'espace humain commun est aujourd'hui reconnu (non sans résistances), et l'idée d'une société civile européenne a progressé doucement, grâce à des dispositifs comme ERASMUS, sans remettre en cause des solidarités plus anciennes relevant d'échelons nationaux ou régionaux. Il n'y a aujourd'hui qu'une citoyenneté européenne modeste, fragile, presque symbolique à travers le passeport. Elle est incarnée politiquement par un Parlement européen qui a du mal à s'imposer, et dans chaque pays elle peut être remise en cause par le premier démagogue venu à l'occasion d'une campagne électorale. Les *Roms* en ont fait les frais à plusieurs reprises malgré leur statut de citoyens européens. Même dans le champ des imaginaires, le sentiment d'une appartenance commune peine à se faire jour : il n'y a pas eu de commémoration commune de la première guerre mondiale, et on connaît la difficulté de réaliser des manuels communs d'histoire.
- 21 En Méditerranée, on est encore plus loin d'une « citoyenneté méditerranéenne », du moins au niveau du droit et des institutions politiques. Le système euro-méditerranéen,

dont l'activité est presque paralysée depuis 2009, entendait promouvoir un espace économique commun entre l'Europe et le sud de la Méditerranée, mais pas un espace humain commun sur le modèle européen et encore moins une société civile méditerranéenne, malgré les pétitions de principe sur le troisième volet du Processus de Barcelone. Reprenant la logique de Schengen, celui-ci considère la Méditerranée comme une frontière humaine de l'Europe et limite la mobilité des personnes du sud vers le nord dans un espace qui connaissait jusqu'au début des années 1980 une assez large liberté de circulation. En réalité, celle-ci est devenue de plus en plus dissymétrique puisqu'on observe au même moment un accroissement important des flux touristiques du nord vers le sud. Un autre effet pervers de l'invention de cette frontière discriminatoire de l'Europe en Méditerranée est qu'elle tranche dans des espaces humains et culturels très imbriqués, notamment en Méditerranée occidentale.

- 22 C'est un des rares aspects de la politique méditerranéenne de l'Europe qui continue aujourd'hui à s'appliquer, avec une rigueur dramatique : plus de quatre mille morts parmi les « migrants clandestins » en 2014, au moins autant en 2015, et plusieurs dizaines de milliers depuis vingt ans. Certes, des centaines de milliers de naufragés ont été sauvés par les Italiens notamment, qui réclament l'aide de leurs partenaires européens. Mais ceux-ci peinent à définir une politique commune et se contentent de rejeter la responsabilité des victimes sur les passeurs, « nouveaux négriers ». On se garde de mettre en cause les effets d'une politique de fermeture des frontières européennes qui a pourtant beaucoup contribué à générer ces victimes et à stimuler l'activité des passeurs.
- 23 Beaucoup de voix ont dénoncé cette politique mortifère de l'Europe, incarnée par Frontex, et qui institue en Méditerranée un apartheid tempéré par des considérations humanitaires. Elle ne tue pas seulement des hommes, mais aussi l'esprit du projet européen. Oubliant ses ressorts humanistes et universalistes de l'après-guerre, l'idée européenne cède aux logiques identitaires et à la peur de l'autre qui travaillent une opinion touchée par la crise, et surtout désorientée par les discours populistes ou nationalistes de dirigeants politiques prisonniers des préoccupations électorales. Le modèle européen de construction d'un espace de paix perd de plus en plus son sens et son exemplarité, alors que nombreux sont ceux qui, depuis la conférence euro-méditerranéenne de Valence en 2002, appellent à sa refondation sur d'autres bases que l'économie.
- 24 Cette refondation impliquerait de reconfigurer complètement les rapports euro-méditerranéens, en donnant priorité à leur dimension humaine, ou du moins en renforçant significativement cette dimension, devenue inhumaine. Il s'agirait de faire progressivement de la Méditerranée un espace de mobilité, de libertés et de citoyenneté comme l'Europe. C'est une idée qui avait été avancée par certains groupes de réflexion et reprise par quelques acteurs politiques, autour notamment de la notion d'Union euro-méditerranéenne, qui élargirait progressivement vers le sud l'espace humain européen. Il ne s'agirait pas d'européaniser la Méditerranée mais de « reméditerraniser » l'Europe.
- 25 Mais cette refondation du système euro-méditerranéen – qui ne subsiste depuis 2009 qu'à l'état végétatif – a peu de chances d'être entreprise actuellement « par le haut ». Le moment n'est pas propice à des initiatives institutionnelles fortes dans le champ euro-méditerranéen. Il n'y a pas de leader susceptible de porter une refondation du projet euro-méditerranéen. Les intentions du premier ministre italien sont restées sans

lendemain, victimes d'autres priorités. Et même la très chancelière allemande n'en fait pas un objectif prioritaire. Quant à l'action du Parlement européen, elle n'est pas à la hauteur de ce qu'on attendrait dans ce domaine. Au sud, le printemps arabe semble aujourd'hui bien loin de ses espoirs et beaucoup de gouvernants ne sont pas en mesure de formuler et de faire valoir leurs politiques internationales. Même l'exemplaire Tunisie est submergée par ses problèmes internes.

- 26 Face à la paralysie du système euro-méditerranéen, l'appel de la FAL aux « citoyens » est donc un peu celui du désespoir. Mais quelles initiatives collectives peuvent prendre les acteurs politiques de base dans une Europe où la peur des sociétés et des hommes du sud s'exprime désormais à visage découvert ? Même les hommes politiques de gauche se disent « tétanisés » par la question de la mobilité des personnes.
- 27 Dans ce contexte morose, le seul espoir de voir évoluer les choses semble se réfugier dans le jeu des acteurs civils.

La reconquête de l'espace transméditerranéen par les acteurs de base

- 28 Les acteurs civils organisés sont à la fois mobilisés et désorientés par l'enlisement des perspectives euro-méditerranéennes. Ceux qui demeurent actifs sur le terrain sont ceux qui ont un objet d'action concret, plus humanitaire et social que culturel, comme la CIMADE, comme Médecins sans frontière, qui équipe des navires pour recueillir les naufragés, ou comme le RESF (Réseau éducation sans frontières). Mais leurs préoccupations sont peu relayées dans les instances collectives, on l'a vu pour la grande réunion de la Fondation Anna Lindh en avril 2013. Que reste-t-il aujourd'hui de ce vaste rassemblement de « Citoyens pour la Méditerranée » sinon le repli sur une vision culturaliste de la dimension humaine des rapports euro-méditerranéens ?
- 29 Finalement, ce qui fait davantage prendre en considération aujourd'hui la dimension humaine des rapports transméditerranéens, ce sont les stratégies des individus.
- 30 Il y a d'abord bien sûr les stratégies dramatiques des « migrants irréguliers », la détermination désespérée de centaines de milliers d'hommes et de femmes à vouloir rejoindre l'Europe au péril de leur vie. Longtemps inexistantes dans les calculs diplomatiques, ils se sont désormais imposés à l'opinion, aux autorités religieuses et parfois aux décideurs politiques comme des acteurs de moins en moins passifs de leur destin et comme des porteurs potentiels de droits². Mais si la dramatisation de leur sort émeut beaucoup d'Européens, elle n'a pas fait bouger vraiment les lignes de la politique européenne, du moins jusque tout récemment avec les prises de positions de Madame Merkel en faveur de l'accueil des réfugiés en Allemagne et plus largement en Europe.
- 31 Un article très stimulant de Etienne Balibar, en date du 15 septembre 2015, soutient que le « crise migratoire » est en train de faire changer l'Europe, de provoquer un « élargissement » de la construction européenne, qui ne serait pas territorial mais démographique, humain et finalement citoyen : « ce qui entre dans l'Europe en ce moment », affirme l'auteur, « et qui devra y être 'intégré', ce ne sont pas de nouveaux États, ce sont des hommes, des femmes et des enfants. Ce sont des citoyens européens virtuels ». Le processus bouscule l'idée d'une citoyenneté européenne fondée seulement sur la nationalité des États membres, et pousse à inventer une sorte de citoyenneté fédérale. De même, selon cet auteur, la crise migratoire bouleverse le système

frontalier européen conçu à Schengen et remet en cause la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace européen. Plus globalement, le « défi migratoire » est une épreuve de vérité pour la construction européenne, ses valeurs, son mode de fonctionnement politique ; mais là encore, comment interpréter la passivité du Parlement européen sur cette question qui clive l'Europe entre les partisans de la solidarité et le front du refus des réfugiés³.

- 32 La politique européenne s'est montrée jusqu'à présent plus compréhensive à l'égard du développement des pratiques et stratégies légales de franchissement ou de négociation de la « frontière méditerranéenne » de l'Europe par les individus et les familles.
- 33 La plus significative de ces pratiques qui reflètent l'existence d'une société civile transméditerranéenne et la font vivre est la plurinationalité. Beaucoup moins visible médiatiquement que la migration « irrégulière », elle touche un nombre plus important d'individus. Pratiquée depuis longtemps par les Israéliens, la plurinationalité est un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur en Méditerranée occidentale ; on compterait plusieurs millions de binationaux effectifs ou potentiels dans l'espace franco-maghrébin⁴. Les États s'accommodent désormais de ce qu'ils ne peuvent empêcher (80 000 binationaux franco-algériens sont enregistrés au consulat d'Algérie de Marseille pour le département des Bouches du Rhône). Pour les individus, la possession de deux ou plusieurs nationalités est bien sûr instrumentale, puisqu'elle permet de contourner sans risque les effets de la fermeture des frontières humaines de l'Europe, mais c'est aussi un moyen d'inventer une « citoyenneté des deux rives » à leur mesure, de gérer des doubles appartenances symboliques, de construire un espace humain commun qui ruse avec les logiques étatiques.
- 34 Longtemps considérée avec suspicion au sud et au nord, la binationalité a progressivement été reconnue comme une réalité incontournable par les États, et parfois comme un atout par les décideurs économiques et politiques⁵. Dans des villes françaises où existe, comme à Marseille, une forte population française d'origine maghrébine, les hommes politiques – de droite comme de gauche – sont de plus en plus à l'écoute des attentes de cette population et savent valoriser le rôle d'interface assumé par les individus « franco-algériens » ou franco-maghrébins jouissant d'une double appartenance. Vue depuis le Maghreb, c'est une diaspora de plus en plus importante en quantité et en qualité, avec de très hauts responsables dont les avis sont recherchés. Mais elle commence à faire peur à certains détenteurs du pouvoir : la Constitution algérienne a récemment adopté une disposition qui limite l'accès des binationaux aux hautes fonctions politiques et administratives. Ce n'est pas le cas en France, puisque trois ministres importants du gouvernement français sont franco-marocains. Mais la suspicion potentielle à l'égard des binationaux reste présente comme le montre la polémique déclenchée après les attentats de novembre 2015 sur la déchéance de la nationalité française applicable aux binationaux de naissance condamnés pour terrorisme...
- 35 Cette citoyenneté pratique des deux rives – installée sur des espaces humains et culturels mixtes très actifs entre l'Europe du sud et le Maghreb – apparaît en fait comme la seule forme concrète à ce jour de « citoyenneté méditerranéenne ». Mais cette citoyenneté est en réalité beaucoup moins méditerranéenne que « transnationale », voire bilatérale. Elle ne s'édifie pas à l'échelle euro-méditerranéenne et n'est pas pensée par les acteurs comme méditerranéenne ou euro-méditerranéenne. Elle contribue davantage à refléter et institutionnaliser la *proximité*

humaine et culturelle entre certains pays du nord et du sud de la Méditerranée. En Méditerranée occidentale particulièrement, on peut considérer que les binationaux forgent à leur échelle – et non sans contradictions – un continuum franco-maghrébin qui relativise l'invention des frontières européennes dans cet espace.

- 36 Ce n'est pas un phénomène négligeable, puis qu'il oblige les acteurs publics du nord et du sud - États et en particulier les collectivités locales - à en tenir compte, et à tenter d'organiser des réseaux politiques et culturels susceptibles de le canaliser et d'en tirer parti.
- 37 Cette nouvelle réalité contribuera-t-elle à réveiller le système euro-méditerranéen, à lui donner la dimension humaine qui lui fait défaut aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr quand on sait que le Parlement européen a refusé en 2013 d'élargir à l'espace méditerranéen le système ERASMUS qui a tant contribué à humaniser l'espace européen.
- 38 Finalement, ce sont peut-être des préoccupations de réalisme politique et sécuritaire qui obligeront les Européens à tenir compte de la multitude des plurinationaux qui peuplent la frontière méditerranéenne de l'Europe et lui donnent une épaisseur humaine que les artisans de Barcelone avaient sous-estimée. Il faudra bien que les Européens en arrivent à gérer cette réalité, en l'acceptant plus qu'en la rejetant. On peut espérer que cela les amènera aussi à repenser leur vision de la frontière méditerranéenne de l'Europe et du rapport à la Méditerranée dans le projet européen.

BIBLIOGRAPHIE

BALIBAR Étienne, 2015, « Europe et réfugiés : l'élargissement par Etienne Balibar », Le blog de ebalibar, *Mediapart*, 15 septembre 2015, <https://blogs.mediapart.fr/ebalibar/blog/150915/europe-et-refugies-l-elargissement-par-etienne-balibar>

LABAT Séverine, 2012 « les binationaux franco-algériens : un nouveau rapport entre nationalité et citoyenneté », *Critique internationale*, Presses de sciences po, n° 56, 2012-3.

LE CERCLE DES ECONOMISTES ET VEDRINE Hubert, 2007, 5+5 = 32. *Feuille de route pour une Union méditerranéenne*, Paris : Librairie académique Perrin.

Le Lien, Bulletin de l'Association des Amis de Max marchand et de ses compagnons, 1994, n° 22, octobre.

NOTES

1. *Le Lien*, 1994.

2. Le premier de ces droits est celui de circuler dans un monde où la mobilité devrait être une règle du jeu valable pour tous, rappelle Bertrand Badie, « L'avenir appartient aux migrants », *La Croix*, 5 novembre 2013.

3. BALIBAR E., 2015.

4. Séverine Labat évalue les seuls Franco-Algériens à quatre millions d'individus, ce qui paraît un chiffre élevé. LABAT S., 2012.

5. Cf. la position exprimée par LE CERCLE DES ECONOMISTES ET VEDRINE H., 2007, p. 157. Ils appellent à favoriser le développement de populations binationales qui soient à même de servir d'interface économique entre l'Europe et les pays d'origine.

RÉSUMÉS

La référence à une citoyenneté méditerranéenne virtuelle est un thème récurrent des discours contemporains sur l'idée méditerranéenne. Mais il s'agit moins de promouvoir un horizon de citoyenneté commune sur le modèle européen que de chercher à impliquer les citoyennes et citoyens de l'espace régional dans la mise en place d'une « communauté de destin » imaginée qui jure avec la réalité du « cimetière marin » qu'est devenue la Méditerranée. Si une citoyenneté méditerranéenne a un sens aujourd'hui, ce ne peut être qu'en rapport avec un espace humain commun que s'approprient les individus.

À côté des stratégies dramatiques des « migrants clandestins » pour rejoindre au péril de leur vie une Europe dont ils refusent la frontière méditerranéenne, les stratégies légales de franchissement de la cette frontière par les individus et les familles se sont développées considérablement. La plus significative est la binationalité, beaucoup moins visible médiatiquement que la migration « irrégulière », mais qui touche plusieurs millions de d'individus, notamment dans l'espace franco-maghrébin. Considérée parfois avec suspicion, la possession de plusieurs nationalités contribue pourtant à inventer une « citoyenneté des deux rives », et à conforter un continuum transnational qui ruse avec les politiques nationales et européennes. C'est la seule forme concrète à ce jour de « citoyenneté méditerranéenne ».

The reference to a virtual Mediterranean citizenship is a recurring theme in contemporary discourses about the Mediterranean idea. It is less to promote a common citizenship horizon on the European model than to seek to involve the citizens of the regional space in the establishment of an imagined "community of destiny", which clashes with the reality of a Mediterranean turned into a "marine cemetery". If a Mediterranean citizenship has meaning today, it can only be in relation to a common human space that individuals take for their own. Besides the dramatic strategies of "illegal migrants" to join Europe and thereby to refuse its Mediterranean border, legal strategies of individuals and families to cross this border have considerably grown. The most significant one is binationality, much less visible in the medias than "irregular migration" but which concerns several millions of people, especially in the French-Maghrebian area. Sometimes regarded with suspicion, possessing several nationalities yet helps invent a "citizenship of the two banks" and consolidates a transnational continuum, which tricks with national and European policies. This is the only concrete form of "Mediterranean citizenship" today.

INDEX

Mots-clés : Citoyenneté méditerranéenne, mythe méditerranéen, espace humain méditerranéen, binationalité, citoyenneté transnationale.

Keywords : Mediterranean Citizenship, Mediterranean Myth, Mediterranean Human Space, Binationality, Transnational Citizenship.

AUTEUR

JEAN-ROBERT HENRY

Iremam, UMR7310, Aix Marseille Université, Cnrs, IEP, Aix-en-Provence, France, <http://iremam.cnrs.fr/spip.php?article35>

La double nationalité, *agency* des populations migrantes et instrument de diplomatie des pays d'origine

Catherine Wihtol de Wenden

- ¹ Avec la mondialisation, les migrants deviennent des acteurs dans un espace multidimensionnel. Hier considérés comme des traîtres à leur pays d'origine quand ils acquéraient la nationalité du pays d'accueil, surtout lorsque leur pays avait fraîchement acquis l'indépendance, aujourd'hui ils s'inscrivent, quand ils le peuvent, dans une dynamique de double présence, favorisée par l'acquisition de la double nationalité. Il convient de rappeler que, pendant les années 1960 à 1980, seuls les réfugiés, qui considéraient leur situation comme sans espoir de retour dans un contexte notamment de guerre froide, ou les installés de longue date acquéraient la nationalité du pays d'accueil, faisant de la nationalité de leur pays d'origine une sorte de *nationalité dormante* car le nombre des pays de départ qui acceptaient ou toléraient la double nationalité était restreint. La plupart des migrants préféraient se définir dans une perspective de retour imaginé ou imaginaire dans leur pays d'origine et surtout n'avaient pas besoin de la double nationalité pour accéder plus facilement au marché du travail ni pour traverser les frontières : les frontières extérieures de l'Europe n'étaient pas encore fermées par le système de Schengen et ils faisaient des allers-retours librement. Facilitée par la proximité géographique, la double nationalité est alors devenue progressivement à la fois une réponse à la fermeture des frontières et une stratégie d'influence des pays d'origine, une sorte d'outil supplémentaire du « savoir migrer » et d'une diplomatie des migrations.

De la double absence à la double présence

- ² À la différence de la citoyenneté, notion philosophique, la nationalité est une notion juridique, fondée sur le droit du sol ou le droit du sang ou sur une combinaison des

deux, une tendance qui se développe dans nombre de pays d'immigration, tandis que les pays de départ renforcent leur droit du sang pour entretenir des liens plus forts avec leurs nationaux partis à l'étranger. Les pays de droit du sol, comme le Royaume Uni, l'Irlande, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la plupart des pays d'Amérique latine ont fait de cette caractéristique un outil de leur politique de peuplement ou d'incorporation de leurs anciennes colonies, alors que les pays de droit du sang, comme la plupart des pays européens avant les années 1990-2000 étaient des pays de droit du sang, comme les pays d'islam, la Chine et le Japon, pour se protéger d'une immigration d'installation ou maintenir des liens avec leurs migrants restés leurs nationaux. Cette configuration a changé au tournant des années 1990-2000, beaucoup de pays européens adoptant un droit de la nationalité fondé sur le droit du sol et le droit du sol/droit du sang et tolérant davantage la double nationalité de leurs migrants dans une perspective de plus grande incorporation de ceux-ci aux pays d'accueil.

- 3 La notion d'appartenance (le *membership*) est au centre de la double nationalité. Pour les générations issues de l'immigration, les cas de double nationalité sont de plus en plus nombreux, sous l'effet du droit du sol, plus fréquemment introduit que dans le passé dans les codes de la nationalité des pays d'accueil, notamment européens, car il est considéré comme un instrument d'intégration (Allemagne, Europe du Nord). Ces pays ont ainsi depuis cette date un droit de la nationalité mixte, comme en France depuis 1973, fondé sur un équilibre du droit du sol et du droit du sang, dans une convergence de fait qui respecte la souveraineté des Etats, en vertu de la règle de la subsidiarité dont relève en Europe le droit de la nationalité. Seul le Royaume Uni est resté historiquement un pays de droit du sol, où des considérations liées au statut du territoire où sont nés les ressortissants du Commonwealth peuvent parfois restreindre celui-ci. Le droit du sang continue en revanche à régir la nationalité dans les pays de départ, de culture musulmane (Saidi., 1998) notamment. Ces pays commencent à comprendre le bénéfice qu'ils peuvent tirer de leurs quasi-diasporas à l'étranger, qui ont acquis la nationalité des pays d'accueil et développent une politique diasporique à leur égard, grâce à l'acceptation de la double nationalité. Un pays comme la Turquie, hier hostile à la double nationalité, s'est ouvert à celle-ci en même temps que l'Allemagne, autre pays de droit du sang, a de son côté accepté que des Turcs acquièrent la nationalité allemande au cours des années 2000. 5
- 4 La mobilité, un enjeu central du XXI^e siècle, interroge la citoyenneté et la nationalité : quel statut pour les populations mobiles, installées dans la mobilité comme mode de vie et la double présence ici et là-bas ? La double présence, entraîne des conséquences sur la nationalité (double nationalité, allégeances multiples, citoyenneté plurielle) et se substitue à la double absence des premiers travailleurs immigrés décrite par Abdelmalek Sayad dans les années 1970 : rasant les murs dans les pays d'immigration et tout aussi discrets dans leurs pays d'origine, le temps des vacances (Sayad., 1999).
- 5 La plupart des pays européens ont été confrontés, dans les années 1990, à de grands débats sur la réforme de la nationalité et ont introduit des éléments de droit du sol dans le droit du sang constitutif de leur droit de la nationalité. Rogers Brubaker a théorisé les relations entre immigration et citoyenneté, montrant que le droit de la nationalité et la politique de la naturalisation affectaient le degré d'incorporation politique des nouveaux venus (Brubaker, 1992). Mais les pays les plus ouverts, à l'accès plus aisé à la nationalité, ne sont pas les plus hostiles à la reconnaissance des droits politiques et inversement. Les pays d'immigration les plus récalcitrants à ouvrir leur

droit de la nationalité, initialement fondé sur le droit du sang, offrent en même temps peu de possibilités pour inclure les étrangers comme nouveaux citoyens à travers l'accès au droit de vote local. Le Japon, où l'accès à la nationalité est très difficile, qui s'intéresse depuis longtemps aux expériences de droit de vote local des étrangers tout en n'ayant pas fait de réforme (Tarumoto, 2005), a un droit de la nationalité très fermé mais il ouvre maintenant son droit de la nationalité à diverses catégories de migrants hiérarchisés. Jusqu'en 2000, l'Allemagne avait à la fois un droit de la nationalité fondé sur le droit du sang et aucune expérience de droit de vote local des étrangers. À l'inverse, le Royaume-Uni, pays de droit du sol, a toujours reconnu, à ses ressortissants du Commonwealth établis sur son territoire, la participation à toutes les élections britanniques. Nombre de pays latino-américains de droit du sol sont aussi ouverts au vote de leurs ressortissants dans les pays d'accueil et dans le pays d'origine, un autre droit émergent.⁰

- 6 Le caractère transnational de la migration a conduit à des situations de double nationalité, par combinaison du droit du sang dans les pays d'origine des parents, et du droit du sol dans le pays de naissance pour les générations issues de l'immigration. Cette situation, appelée à s'étendre dans le monde à cause de l'augmentation des migrations, a introduit de nouvelles notions : les allégeances plurielles à l'égard de sphères politiques variées pour les individus ; l'influence politique des pays d'origine utilisant leurs nationaux devenus citoyens dans les pays d'accueil comme une force collective potentielle, comme diplomatie d'influence pour les États diasporiques. Ces nouveaux citoyens, Chicanos aux États-Unis, Allemands d'origine turque en Allemagne, Français issus de la « diversité » en France, citoyens du Commonwealth au Royaume-Uni sont maintenant courtisés par la plupart des partis politiques à la recherche de nouveaux électeurs, sans pour autant former un vote ethnique ni communautaire. La plupart de ces nouveaux citoyens se considèrent simplement comme des citoyens (Brouard et Tiberj, 2005, p. 29). Ils peuvent circuler librement grâce à la nationalité des pays d'installation où ils sont nés, y devenir acteurs politiques ou accéder à la fonction publique tout en ayant la liberté de s'installer dans le pays de naissance de leurs parents en y devenant acteurs économiques. Ainsi la Turquie, qui a un solde migratoire négatif (plus de retours que de départs), connaît aujourd'hui le retour des enfants des *gastarbeiter*, mais dans d'autres postes que ceux, peu qualifiés, occupés par les parents partis travailler en Allemagne. Le Maroc, par une politique active à l'égard des Marocains de l'étranger, cherche à s'engager dans cette voie.

La double nationalité, instrument de diplomatie des pays d'origine : un « soft power »

- 7 Parmi les instruments utilisés par les politiques diasporiques, l'acceptation de la double nationalité, assortie ou non de la mise en œuvre du droit de vote pour les nationaux de l'étranger, est centrale. En 2001, quatre-vingt-treize États autorisaient la nationalité multiple.³
- 8 Certains États de départ n'ont pas de politique explicite en la matière : tel est le cas de l'Égypte, où le relâchement de l'encadrement de l'État qui empêchait les gens d'émigrer a permis la sortie du pays depuis les années 1970-1980, mais ne semble pas vouloir s'attacher ses émigrants par une politique spécifique. La Chine donne le même exemple d'une émigration d'abord interdite, où les émigrants étaient considérés comme des

traîtres, puis elle l'a encouragée comme productrice de richesse et de réseaux à travers le monde. Dès la fin du XIX^e siècle, les lois punissant l'émigration et le retour sont abolies (1893). Les Chinois d'outre-mer (commerçants notamment) sont considérés comme un élément de modernisation du pays. Le droit du sang, établi au début du XX^e siècle, s'applique à tous les Chinois d'outre-mer, même s'ils ont une autre nationalité, ce qui est source de conflits. La Chine est également l'un des pays les plus restrictifs quand il s'agit d'octroyer la nationalité à des étrangers : on compte 1 500 naturalisés pour plus d'un milliard trois cent mille habitants (Breville, 2014). Les années 1970 consacrent la mise en place d'une politique de retour pour la modernisation économique et un droit au départ est établi pour les étudiants boursiers, puis les hommes d'affaires, les touristes, dans une vision utilitariste de la relation État-immigrés. La Chine soutient ses Chinois d'outre-mer par le droit de la nationalité, le financement d'associations, des facilités de transferts de fonds, de vote. Ce transnationalisme est aussi l'occasion de manifester des liens d'allégeance, et contribue paradoxalement à renforcer le nationalisme (Guerassimoff, 2010, p. 61-78).⁴

- 9 De même, le Royaume-Uni interdit d'abord d'émigrer, puis lève l'interdiction en 1824 pour les artisans. Il encourage l'émigration vers les colonies, avec achats de terres en Australie et voyages payés au tournant du XX^e siècle. La double nationalité y est reconnue depuis 1949, avant la France (1973) et le Canada (1976). Comme en Italie, l'émigration est facilitée au milieu du XIX^e siècle comme solution à la détresse. C'est aussi une façon d'éloigner la classe ouvrière du communisme dans les années 1920. La politique de nationalité et de participation politique des ressortissants de l'étranger est aussi menée par le Maroc (en 1984, neuf sièges sont attribués aux députés des émigrés marocains, une mesure suspendue ensuite), la Tunisie (acceptation de la double nationalité en 1975 et droit de vote aux élections présidentielles en 1988), la Jordanie, le Mali, où auparavant dans ce pays les émigrés étaient considérés comme des fuyards. La Russie a aussi autorisé la double nationalité depuis 1993. Des préoccupations démographiques peuvent présider à ces politiques (Russie, Allemagne, Italie, Hongrie). Le vote est aussi un instrument très utilisé. On compte quelque 857 000 Chiliens de l'étranger (Argentine, États-Unis, Suède) recensés par le pays, gage de lien destiné à entretenir la communauté nationale, une « quatorzième région » au territoire virtuel, fondée sur le droit du sang (réforme du droit de la nationalité en 2005), et la possibilité offerte à ceux qui sont revenus de recouvrer la nationalité chilienne. Le droit de vote est encore en suspens.
- 10 Une autre politique diasporique consiste à faire de sa diaspora double nationale une tête de pont dans les pays d'accueil. Ainsi, l'Inde, qui a manifesté un intérêt récent (1998) à l'égard de sa diaspora occidentale, masculine, hautement qualifiée et riche, cherche à en faire des interlocuteurs privilégiés susceptibles de rencontrer une oreille attentive à Washington ou à Londres. Les Indiens d'outre-mer, riches et qualifiés, installés dans les pays riches, se sont vus ainsi reconnaître la double nationalité depuis 2003. La Hongrie, qui doit l'existence de sa diaspora non pas à l'émigration, mais essentiellement au changement du tracé de ses frontières aux termes du traité de Trianon de 1920, utilise le droit du sang et l'institutionnalisation d'une politique à l'égard des minorités hongroises depuis 1996. Un statut des Hongrois hors des frontières, assorti de la double nationalité, a été établi en 2001, et permet à la Hongrie de délivrer des passeports hongrois à des non Européens comme les Ukrainiens. La Roumanie a fait de même avec les Moldaves d'origine roumaine jusqu'en 2002, délivrant passeports et cartes d'identité roumains, mais l'entrée dans l'Union

européenne l'a conduite à établir de nouvelles règles plus strictes. L'État mexicain pratique à l'égard de ses expatriés l'extension des droits politiques au Mexique. Cette demande, vieille de plus d'un siècle, n'a été accordée qu'en 2005 : on a parlé de démocratie « au compte-gouttes ». Mais, par le jeu du droit du sol aux États-Unis, le vote mexicain aux États-Unis concourt à la défense des droits des immigrés et aux négociations interétatiques pour la réforme de l'immigration, soutenues par le gouvernement mexicain dans sa diplomatie d'influence avec les États-Unis. Stéphane Dufoix développe à cet égard la notion d'« États outre-étatiques », de nation à distance.

- 11 L'Italie (Tintori, 2010 ; Douki., 2008) a très tôt considéré l'émigration comme un enjeu de souveraineté, de façon à « faire des Italiens¹ » avec son émigration, en manifestant une attention forte à l'égard de ses ressortissants de l'étranger, notamment grâce à son droit du sang, qui perdure aujourd'hui et constitue une sorte d'anomalie en Europe de l'ouest. Dès la loi de 1901, l'émigrant devient un citoyen comme les autres. Avec le droit du sang qui pose le fondement de la nationalité (loi de 1912), l'objectif est de protéger les émigrants et de profiter du nombre d'expatriés italiens pour en faire des têtes de pont pour de futures relations économiques et commerciales dont l'Italie serait le centre (la Banque de Naples est l'intermédiaire officiel). Cette politique a été poursuivie jusqu'aujourd'hui, avec la parenthèse du fascisme où Mussolini a cherché à rapatrier les Italiens de l'étranger. Aujourd'hui, par le jeu du droit du sang pour lequel elle fait exception en Europe par son droit de la nationalité 786 000 Italiens de l'étranger se sont vus accorder la nationalité italienne, s'ajoutant aux 3,5 millions d'Italiens à l'étranger possédant la nationalité italienne actuellement. Le droit de la nationalité est ainsi utilisé à des fins de politique étrangère dans des pays comme l'Argentine et le Brésil où les Italiens sont venus nombreux (31 millions d'Italiens ont émigré dans le monde depuis 1860). Plus récemment, le gouvernement Berlusconi a réactivé le vote aux élections législatives, avec voyage payé et possibilité de réintégration dans la nationalité d'origine par le droit du sang, grâce à une loi de 2001. Aux élections d'avril 2006, les Italiens de l'étranger ont ainsi dû élire six sénateurs et douze députés pour représenter les circonscriptions mondiales, l'occasion de transformer les expatriés en instrument politique. Mais leur vote, contrairement aux attentes de Silvio Berlusconi, a favorisé le centre gauche de Stefano Prodi, du fait que la majorité des Italiens de l'étranger sont aujourd'hui installés dans d'autres pays européens, socialisés majoritairement par le monde ouvrier et ses structures italiennes, et non en Argentine où la sympathie à l'égard du fascisme est demeurée forte. Le vote des Italiens de l'étranger a ainsi fait l'effet d'une bombe (Pugliese, 2007). Une institution, le Commissariat général à l'émigration, soutient le processus avec les consulats.

L' « agency » des migrants eux-mêmes

- 12 De nombreux contournements ont été introduits par les migrants pour appuyer leur stratégie de double présence. Tout d'abord, la nationalité du pays d'origine a perdu une partie de sa dimension contraignante du fait de la suppression du service militaire dans beaucoup de pays d'accueil européens, dont la France depuis 1995. Ensuite, les pays de départ se sont ouverts à cette nouvelle donne. Rappelons que, jusqu'aux années 1990, l'Algérie manifestait une forte méfiance à l'égard des double nationaux, suspects de manque de loyauté à l'égard du nouvel Etat avant d'admettre que les double nationaux devaient se servir de leur nationalité française par le vote. C'est la convergence de la

prise de conscience de l'influence qu'elle pourrait jouer en France à travers le vote des double-nationaux qui a lui permis de changer d'approche. Chez les ressortissants algériens, face aux menaces apportées sous l'influence de l'extrême droite à l'accès à la nationalité en France à partir de 1986 par la remise en question du droit du sol (loi Pasqua-Méhaignerie de 1993) et de la crise algérienne de 1995, 100 000 demandes de réintégration dans la nationalité française ont été effectuées cette même année. De leur côté, les jeunes issus de l'immigration, hier tièdes à l'idée de devenir Français, optaient pour la nationalité française dès les années 1990 car ils se sentaient menacés quant à leur statut en France. En Turquie, les jeunes ayant acquis la nationalité du pays d'accueil en informaient rarement leur pays d'origine ou demandaient, en France, à ce que leur naturalisation ne figure pas au Journal Officiel, de peur de perdre leur passeport turc, avant que la double nationalité ne soit acceptée à partir des années 2000. Même si les pays du Maghreb voient dans la double nationalité une donnée sensible, ils ont toujours laissé faire, du fait du grand nombre de binationaux parmi leurs élites. Par ces stratégies, les migrants, puis leurs pays d'origine anticipent les obstacles apportés à la liberté de circulation par la fermeture des frontières.

Conclusion

- 13 La double nationalité, « une absurdité évidente » selon Théodore Roosevelt (Breville, 2014) est une conséquence de l'entrée dans la mobilité de catégories de plus en plus diversifiées de migrants qui y voient avant tout une facilité de circuler, une plus grande légitimité de leur présence dans les pays d'installation et la possibilité de retourner dans les pays de départ avec tous les droits des nationaux. Source de désordre pour ceux qui y voient une entorse à la définition classique des Etats-nations fondée sur un territoire, une population et une loi commune, elle est le fruit du dépassement de celui-ci du fait de la plus grande fluidité du monde. Elle constitue à cet égard une réponse à la difficulté pour ceux qui sont mobiles de bénéficier des mêmes droits que ceux qui sont sédentaires et à l'aspiration des pays de départ de peser sur les décisions des pays d'accueil.
- 14 Elle est une réponse à l'une des plus grandes inégalités face à la migration que l'on rencontre aujourd'hui : le pays où l'on est né, dont dépend la nécessité d'obtenir un visa pour voyager dans un pays du nord, notamment ; selon que l'on est, Britannique, Finlandais ou Danois, on pourra ainsi voyager librement sans visa pendant moins de trois mois dans 172 pays, Russe dans 94 pays et Soudanais ou Afghan dans à peine une trentaine de pays car on représente un « risque migratoire ».
- 15 Le débat français sur la déchéance de nationalité vise à supprimer la nationalité française aux djihadistes partis se former au Proche Orient, ayant la double nationalité pour pouvoir les reconduire dans leur autre pays de nationalité sans accès au territoire français, en réponse aux attentats du 13 Novembre 2015. On peut douter que cette mesure qui pénalise les double nationaux à la différence de ceux qui ont une seule nationalité (afin de ne pas faire des apatrides) puisse dissuader un terroriste.

BIBLIOGRAPHIE

- BREVILLE Benoît, 2014, « L'acquisition de la nationalité à travers le monde », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2014.
- BROUARD Sylvain et TIBERJ Vincent, 2005, *Français comme les autres*, Paris : Presses de Sciences Po.
- BRUBAKER Rogers, 1992, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- BRUBAKER Rogers, 1997, *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, Paris : Belin.
- CHATTOU Zoubir, BELBAH Mustapha, 2002, *La double nationalité en question*, Paris : Khartala.
- DOUKI Caroline, 2008, « L'État libéral italien face à l'émigration de masse (1860-1914) », dans Nancy Green et François Weil (sous la dir.), *Citoyenneté et émigration*, Paris : Editions MSH.
- GUERASSIMOFF Carine, 2010, « Limites floues, frontières vives. La Chine et les Chinois d'outre-mer », dans Stéphane Dufoix, Carine Gherassimoff, Anne de Tinguy (sous la dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs émigrés*. Paris : Presses de Sciences-Po.
- JAULT-SESEKE Fabienne, CORNELOUP Sabine, BARBOU DES PLACES Ségolène, 2015, *Droit de la nationalité et des étrangers*, Paris : PUF.
- LAGARDE Paul, 1997, *La nationalité française*, Paris : Dalloz.
- PUGLIESE Enrico, 2007, « Le vote des Italiens à l'étranger : la surprise de 2006 », conférence donnée au CERI, 26 février 2007.
- SAÏDI Ali, 1998, *Le Droit de la nationalité en France et dans les pays arabes. Vision comparative et historique*, thèse, Lyon, Université Jean-Monnet.
- SAYAD Abdelmalek, 1999, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Le Seuil.
- TARUMOTO Hideki, 2005, « Un nouveau modèle de politique d'immigration et de société ? Approche comparative à partir de l'expérience japonaise », dossier « L'Europe, de l'émigration à l'immigration », *Migrations Société*, 17 (102).
- TINTORI Guido, 2010, « L'Italie et ses expatriés. Une perspective historique », dans Stéphane Dufoix, Carine Gherassimoff, Anne de Tinguy (sous la dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs émigrés*, Paris : Presses de Sciences-Po.
- WEIL Patrick, 2002, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la révolution*, Paris : Grasset.

NOTES

1. Selon l'expression de Massimo d'Azeglio au lendemain du Risorgimento : « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire les Italiens. »

RÉSUMÉS

Pendant longtemps, la double nationalité a évoqué une trahison, un défaut d'allégeance et les Etats-nations n'ont pas encouragé celle-ci. Aujourd'hui, près de la moitié des pays de la planète la reconnaissent, la tolèrent ou en font un instrument de diplomatie d'influence. Le mouvement a gagné l'Afrique depuis les années 1990 où les pays qui l'acceptent sont plus nombreux que ceux qui la prohibent. Cette évolution, liée à un monde de plus en plus fluide et à une approche plus instrumentale de la nationalité, semble inéluctable et concourt à la conquête de nouveaux droits pour les migrants.

For a long time, double citizenship has been seen as a lack of allegiance and nation States did not support it. Today, quite half of countries on the planet have recognized it, tolerated it or use it as a tool of diplomacy of influence through migration. This trend has gained Africa since 1990's where more countries are accepting it than refusing it. This evolution, linked to a more fluid world and to a more pragmatic approach of citizenship, seems to be unavoidable. It contributes to the conquest of new rights for immigrants.

INDEX

Mots-clés : droit de la nationalité, double nationalité, allégeances, politique diasporique, double présence

Keywords : Right of nationality, dual nationality, allegiances, diasporic politics, double presence

AUTEUR

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN

CNRS, CERI Sciences-Po

La binationalité dans les États européens de Méditerranée occidentale

Hocine Zeghib

NOTE DE L'AUTEUR

Le cas de Malte n'est pas étudié, la double nationalité n'y posant pas de problème particulier depuis les lois n° III et IV du 31 janvier 2000 : tout ressortissant maltais peut posséder deux ou plusieurs nationalités. On signalera juste le Programme pour les Particuliers Investisseurs à Malte (PPI) mis en place en 2014 permettant l'obtention de la nationalité maltaise par investissement (achat ou location d'un bien immobilier de grand standing + investissement économique direct + donation à l'État) sans abandon de la nationalité d'origine. Le programme entend limiter le nombre de bénéficiaires à 1 800 personnes (800 en ont bénéficié à fin novembre 2016). Pratique développée par d'autres États membres de l'UE, elle met en place une sorte de « citoyenneté économique européenne » réservée aux migrants riches.

- 1 La nationalité, notion éminemment politique, trace la frontière entre le « dedans » et le « dehors » de la communauté politique que forme la nation, frontière sans laquelle le concept de souveraineté au fondement de l'État westphalien perdrait de sa force. La nationalité est, par suite, un attribut de l'État qui peut, seul et à travers elle, définir les critères pour distinguer le national de l'étranger. Notion avant tout porteuse d'une dimension politique forte, la nationalité, dans ses conditions de réalisation, relève d'une construction socio-historique propre à chaque État. Aussi, le droit de reconnaître ou de ne pas reconnaître la qualité de national à une personne fait-il partie des compétences souveraines de l'État, compétences que viendront cependant tempérer les engagements internationaux librement contractés. Lien juridique de rattachement à l'État pour le droit, la nationalité implique, idéalement, qu'une personne ne puisse être liée qu'envers un seul État et que l'identité-même d'une telle personne se trouve

conditionnée par son appartenance nationale. Nationalité et identité, tant individuelle que collective, se trouveraient ainsi intrinsèquement liées et ne pourraient se concevoir l'une séparée de l'autre. Une telle logique, qui se nourrit de l'idéal de l'unicité de la nationalité, a longtemps inscrit l'idée qu'une personne puisse se revendiquer de plusieurs appartenances nationales dans le chapitre de l'impensé - l'insensé - politique et, plus radicalement, dans le silence assourdissant du droit. Et en effet, la plurinationalité, phénomène aujourd'hui amplifié par la mondialisation, reste-elle encore un thème à haute toxicité politique et, en tous cas, un sujet tenu hors de la sphère du droit stricto-sensu qui ne lui ménage, à titre principal, aucun statut propre aussi bien en droit international qu'en droit interne. C'est seulement par combinaison de situations de fait qu'une personne se trouvera porteuse d'une plurinationalité, souvent d'une binationalité celle-ci étant le cas le plus probable et, de fait, le plus répandu aujourd'hui à travers le monde. Situations de fait et recherche de solutions pratiques conduiront dès lors les États à composer, au fur et à mesure de la multiplication de leur nombre, de la globalisation des échanges de toutes sortes, de l'égalité des sexes dans la transmission de la nationalité et des migrations à grande échelle, avec l'idéal de l'exclusivité de l'appartenance nationale largement partagé jusqu'au milieu du XX^e siècle. Pragmatique, la démarche a semblé produire un renversement de perspective faisant de cette donnée historique et culturelle¹ qu'est la binationalité une sorte d'impératif existentiel que les États ont majoritairement intégré dans leurs pratiques en matière de nationalité (I). Ce renversement de perspective a semblé ancré durablement dans la pratique de nombreux États parmi lesquels figurent les États d'Europe méridionale (II). Pour autant, ce renversement demeure encore fragile tout comme restent complexes les différentes pratiques de résolution des conflits de nationalités qu'il génère (III).

La binationalité : un état de fait rétif au droit

- 2 Le préambule de la convention de La Haye du 12 avril 1930² affiche expressément l'idéal d'un droit à la nationalité mais aussi de son unicité. Il y est en effet affirmé « qu'il est de l'intérêt général de la communauté internationale de faire admettre par tous ses membres que tout individu devrait avoir une nationalité et n'en posséder qu'une seule ». L'article 1^{er}, qui stipule qu'« il appartient à chaque État de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux (...) », fait de l'État le titulaire exclusif et souverain du pouvoir de dire qui est son national et comment il le devient. D'ailleurs, son article 2 précise bien que « toute question relative au point de savoir si un individu possède la nationalité d'un État doit être résolue conformément à la législation de cet État ». Prérogative de l'État souverain qui seul peut en déterminer les conditions, la nationalité confère à son titulaire un statut juridique et doit, pour cette raison, être un droit garanti à chacun. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'est rédigé l'article 15 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, texte certes sans valeur positive, disposant que « 1. Tout individu a droit à une nationalité » et ajoutant que « 2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité ni du droit de changer de nationalité » condamnant, à la fois, l'apatridie et l'allégeance perpétuelle devenue aujourd'hui un épiphénomène (en Méditerranée, seul le Maroc semble encore la pratiquer pleinement). Alors que les textes juridiques internationaux poussaient les États à accentuer le caractère unique de la nationalité, la réalité allait les pousser, dans un

mouvement contraire, à prendre en compte de manière grandissante de nombreuses situations de plurinationalité.

- 3 **1. Les obligations militaires** et les difficultés qu'elles engendrent pour les binationaux avaient donné lieu à l'élaboration d'un protocole visant à les résoudre³ et resté sans grandes conséquences sur la pratique des États. En effet, la solution longtemps privilégiée par les États et soutenue par la doctrine dominante consistait à ne reconnaître qu'une seule nationalité par individu, ce qui compliquait la résolution des cas de double-obligation militaire pesant sur le binational lorsque ses deux pays de rattachement pratiquaient la conscription obligatoire. Un constitutionnaliste a pu ainsi affirmer que « cet amour pour une patrie, qui est le fondement de la nationalité, ne saurait admettre de partage. L'homme qui aurait plusieurs patries n'en aurait, en réalité, aucune puisqu'il ne pourrait pas s'acquitter dans chacun des pays dont il serait le national des devoirs si absorbants qui s'imposent à tout citoyen »⁴. Parmi les premières difficultés qui ont surgi figurent celles liées aux obligations militaires. En effet, dans la mesure où chaque État pouvait imposer souverainement un service militaire ou civique à ses ressortissants, le plurinational pouvait être contraint à effectuer les périodes de service militaire imposées par chacun des États qui le tenait pour son national alors que selon la logique de l'allégeance, il ne devrait s'en acquitter qu'auprès d'un seul. Pour contourner la difficulté sans renier pour autant la logique de l'exclusivité de l'appartenance nationale, les États se sont par suite engagés dans la voie de la négociation de conventions bilatérales pour régler la question du double service militaire, sachant qu'au regard du droit international de telles conventions ne pouvaient aboutir à la reconnaissance de la nationalité pour leurs bénéficiaires mais seulement à éviter la double conscription. L'une de ces premières conventions permit à la France et la Belgique de tirer les conséquences de l'affaire Carlier, un Franco-Belge obligé de satisfaire doublement aux obligations militaires⁵. On observera que cette voie de contournement portait déjà en elle les prémices de l'acceptation progressive, sous la pression d'éléments de fait combinés au droit interne des États sur la nationalité, de l'idée, plus tard féconde, suivant laquelle les problèmes pratiques découlant d'une situation de double nationalité peuvent trouver leur résolution dans la coopération entre les États.
- 4 **2. La convergence de la pratique des États et des Nations Unies** comme facteur d'acceptation pratique de la binationalité a favorisé, par la suite, durablement son ancrage. En effet, un certain nombre d'États abandonneront progressivement l'une des conditions jusque-là préalable à leurs yeux à la naturalisation de leurs ressortissants émigrés : la perte de leur nationalité d'origine. De fait, ces États admettaient, par toute une série de conventions bilatérales, que le ressortissant fixé à l'étranger puisse être porteur de la nationalité de son pays d'accueil sans pour autant renoncer à sa nationalité d'origine. L'ONU, quant à elle, s'est d'abord intéressée, de manière timorée d'abord en 1957⁶, à la nationalité de la femme mariée avant d'y revenir de manière plus radicale en 1979⁷, sous l'angle, cette fois, de l'égalité homme/femme pour reconnaître le droit à la femme de transmettre sa nationalité aux enfants au même titre que l'homme. Cette avancée aura, sans conteste, produit des conséquences considérables sur la multiplication des cas de binationalité et atteste, explicitement, de l'éloignement de la conception originelle de l'unicité de la nationalité.
- 5 **3. La prise en compte des migrants** au regard des impératifs d'intégration est à compter parmi les facteurs cristallisants de la binationalité. Sans qu'il soit nécessaire de

revenir ici plus en détail sur les conséquences des migrations internationales sur la nationalité et la binationalité⁸, on observera simplement que, dès lors que les États d'accueil ont commencé à développer des politiques publiques d'intégration en direction de l'immigration, a surgi la question, hautement chargée de tensions politiques, de la nationalité. Par rapport, d'abord, à l'immigration de première génération : naturaliser ces immigrés, est-ce un facteur d'intégration et, si oui, faut-il exiger d'eux de renoncer à leur nationalité antérieure ? La même question se posait avec plus d'acuité s'agissant des descendants de deuxième génération et plus encore de troisième génération. L'application du critère du droit du sol et, dans certains cas, du double droit du sol allait produire, sur un certain nombre d'États en Europe et dans le monde, des pressions difficilement résistibles dès lors que l'intégration de leurs populations étrangères était politiquement analysée comme un facteur fort de cohésion nationale. L'irruption de la question de la double nationalité dans le débat public en aura été le prix à payer. Aux États-Unis, pays d'immigration dont la législation en vigueur prévoit toujours la perte de la nationalité (citoyenneté) en cas d'accomplissement de certains actes volontairement et avec l'intention de renoncer à la citoyenneté américaine comme par exemple obtenir la nationalité d'un autre État étranger⁹, connaît, en pratique, un infléchissement certain ces deux dernières décennies faisant place à une plus grande tolérance et la binationalité concernerait aujourd'hui « plusieurs millions d'Américains »¹⁰. En Europe, un pays comme l'Allemagne, présenté comme l'archétype de l'État pratiquant le critère du droit du sang, a pris acte de l'évolution et a adopté, en 2014, une nouvelle loi facilitant l'obtention de la double nationalité par les enfants nés en Allemagne de parents qui ne sont ni citoyens de l'Union européenne ni ressortissants suisses¹¹ : essentiellement les « Deutsch türken »¹². L'Allemagne avait déjà donné des signes avant-coureurs d'acceptation de la binationalité en dénonçant, tout comme la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg, le chapitre 1 sur la nationalité de la convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités¹³. Pour clore la discussion sur les facteurs favorisant la binationalité liée aux migrations internationales, rappelons que, d'une part, un certain nombre de pays d'émigration, aujourd'hui devenus pays d'immigration, autorisaient depuis longtemps déjà leurs nationaux à conserver leur nationalité d'origine tout en devenant national du pays d'accueil¹⁴ et que, d'autre part, un certain nombre de pays émetteurs de migrants rendent quasi-impossible la renonciation à leur nationalité par leurs émigrés, obligeant les pays d'accueil à y adapter leurs pratiques en matière de nationalité.

- 6 Cet ensemble d'éléments, dans lequel les situations de fait constituent les sources les plus nombreuses des cas de binationalité, se retrouve dans la pratique d'États d'Europe du Sud dont certains sont devenus récemment des pays d'immigration après avoir été longtemps des pays d'émigration défendant une conception plutôt fermée de la nationalité.

La binationalité : une réalité partagée en Europe méridionale

- 7 L'évolution du traitement pratique de la binationalité à travers l'Europe est partagée par les États européens de Méditerranée occidentale. On rappellera simplement

l'actualité, pour les États méridionaux et même maintenant au-delà, du constat fait il y a plus de seize ans¹⁵ selon lequel les conditions d'accès à la nationalité ont tendance à être plus restrictives exigeant, par exemple, des durées de présence plus longues sur le territoire de l'État d'accueil ou encore un certain niveau de maîtrise de la langue du pays et autres signes d'allégeance à la communauté nationale rejointe.

- 8 La problématique de la binationalité se pose ici comme partout ailleurs dans les mêmes termes : par rapport à la nationalité de naissance et par rapport à la nationalité acquise. De la nationalité de naissance peut résulter la binationalité par filiation paternelle et maternelle mais aussi par effet cumulé du droit du sang et du droit du sol (un État utilise le droit du sang, l'autre le droit du sol, l'enfant de parents ayant la nationalité du premier État mais naissant sur le territoire du deuxième État aura la double nationalité). La nationalité peut s'acquérir volontairement par naturalisation ou par déclaration en cas de mariage mixte, par exemple, ou involontairement par adoption. La binationalité peut être consécutive à l'une ou l'autre de ces différentes situations.
- 9 Lorsqu'on examine les législations en vigueur en matière de nationalité principalement en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, on s'aperçoit que ces quatre pays admettent tous, avec quelques différences somme toute mineures, la binationalité. Plusieurs cas de figure conduisant à la binationalité peuvent, en effet, y être repérés.
- 10 **1. Un national qui acquiert volontairement une nationalité étrangère** est potentiellement binational en France, en Italie et au Portugal. En effet, dans ces pays, l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère par un national n'implique pas l'obligation de renoncer à la nationalité d'origine. Rappelons que dans le cas français, ce n'est que depuis 1951 que le ressortissant de sexe masculin acquérant volontairement une nationalité autre ne perdait plus sa nationalité d'origine¹⁶. Pour le Portugal et l'Italie, la perte de la nationalité n'est plus automatique depuis seulement et respectivement 1981 et 1992. Auparavant, ces deux pays, à l'instar de l'Espagne mais c'est moins connu, avaient conclu avec différents États d'Amérique latine des conventions bilatérales permettant à leurs ressortissants de conserver leur nationalité d'origine quand ils acquéraient la nationalité de l'un de ces États. Avec, cependant, une nuance importante, la suspension des droits inhérents à la première nationalité tant que le binational n'était pas revenu dans son pays d'origine. C'est également le cas des accords bilatéraux conclus par l'Espagne avec des pays d'Amérique latine¹⁷ avant la Constitution de 1978. Désormais, ces accords n'ont plus qu'un intérêt historique dans la mesure où la binationalité est devenue, sous certaines conditions, un droit non soumis au principe de réciprocité au titre de l'article 11-3 de ladite constitution qui dispose que « l'État pourra conclure des traités de double nationalité avec les pays ibéro-américains ou avec ceux qui ont maintenu ou qui maintiennent des liens particuliers avec l'Espagne. Les Espagnols pourront se faire naturaliser, sans perdre leur nationalité d'origine, dans ces pays, même si ceux-ci ne reconnaissent pas à leurs citoyens un droit réciproque. » Les accords intervenus depuis avec Andorre, les Philippines, la Guinée équatoriale et le Portugal entrent dans cette nouvelle catégorie. S'agissant du traitement de la question au regard des États membres de l'Union Européenne, il convient de signaler que l'Espagne n'a signé aucun accord de double nationalité avec aucun de ces pays, privilégiant plutôt les conséquences pratiques de la citoyenneté européenne. Concernant plus particulièrement l'Espagne et le Portugal, on ne manquera pas de relever plusieurs éléments intéressants. Tout d'abord, signalons que l'article 24 du code civil espagnol modifié en 2002 (entré en vigueur en 2003) permet de

conserver la nationalité espagnole en cas de naturalisation à l'étranger sous réserve d'une déclaration faite devant officier d'état civil dans les trois ans qui suivent (cette possibilité existe également au Portugal) ; ensuite, on observera qu'une loi de 2007, dite « loi sur la mémoire historique » (entrée en vigueur le 28 décembre 2008), permet aux enfants et petits-enfants d'exilés de la guerre civile d'Espagne d'obtenir la nationalité d'origine sans renoncer à leur nationalité actuelle ; enfin, depuis un texte de février 2014, les descendants des Sépharades chassés d'Andalousie peuvent obtenir la nationalité espagnole d'origine sans renoncer à leur nationalité actuelle (liste de 5200 patronymes dont les porteurs peuvent prétendre au bénéfice des nouvelles dispositions). Le Portugal a, lui aussi, adopté un texte similaire entré en vigueur début 2015 offrant la possibilité aux descendants des Sépharades chassés du pays par l'Édit du roi Manuel I^{er} en 1496 d'obtenir la nationalité portugaise sans renoncer à leur nationalité actuelle. Cet ensemble d'exceptions montre la transformation progressive de la pratique juridique notamment de l'Espagne qui passe, étape après étape, à une plus grande acceptation de la binationalité.

- 11 **2. Un étranger résidant régulièrement** sur les territoires français, italien ou portugais peut acquérir la nationalité de l'un de ces pays sans être obligé de renoncer à sa nationalité d'origine. Cet étranger, en devenant Français, Italien ou Portugais, sera dès lors binational. Pour ce qui est de l'Espagne, cette possibilité n'est ouverte juridiquement qu'aux ressortissants des pays qui ont signé des « traités de double nationalité » avec l'Espagne. Dans les autres cas, l'acquisition de la nationalité espagnole suppose juridiquement la renonciation à la nationalité précédemment détenue. Toutefois, dans la pratique, les autorités ont tendance à ne pas procéder à la vérification nécessaire pour constater l'abandon de sa nationalité par le naturalisé ou encore en s'adaptant comme c'est le cas pour les Marocains pour lesquels la renonciation à la nationalité est impossible et quasi-impossible pour les Algériens. En effet, Marocains et, à une moindre mesure, Algériens ont obtenu en assez grand nombre, par le critère de la résidence, la nationalité espagnole sans que les autorités n'appliquent strictement la condition de renonciation préalable à leur nationalité antérieure. La question est résolue de la même manière s'agissant de l'acquisition de la nationalité espagnole par naissance sur le territoire espagnol des immigrés de deuxième génération.
- 12 **3. Le mariage** produit actuellement, aussi bien en France qu'en Italie, au Portugal et en Espagne, les mêmes effets que l'acquisition volontaire de la nationalité par un étranger. En France, depuis le code civil de 1804 et jusqu'à la loi du 10 août 1927 sur la nationalité, le mariage d'une Française avec un étranger faisait perdre automatiquement à cette dernière la nationalité française au bénéfice de celle de son mari. Après cette date et jusqu'en 1938, elle perdait sa nationalité seulement si elle s'établissait dès son mariage à l'étranger. Puis, de 1945 à 1973, elle ne perdait la nationalité française que si elle souscrivait auprès du tribunal d'instance, avant la célébration du mariage, à une déclaration de répudiation de la nationalité française. À compter de la loi de 1973¹⁸, la Française mariée à un étranger conservait de plein droit sa nationalité et pouvait acquérir cumulativement celle de son mari. Cette loi ouvrit donc la possibilité de la double nationalité à l'épouse française d'un étranger mais aussi la possibilité de transmettre elle-même la nationalité aux enfants issus du mariage et donc ouvrait aussi la possibilité de la double nationalité à ces enfants. Dans les autres pays dont il est question ici et à l'instar de nombreuses législations européennes notamment, la tendance est allée à l'élimination des éléments discriminants entre

hommes et femmes comme les dispositions visant à accorder automatiquement la nationalité du mari à l'épouse étrangère. Actuellement, aussi bien en France qu'en Italie, au Portugal et en Espagne, le mariage ne produit pas d'effet automatique sur la perte ou l'acquisition de la nationalité et ne fait que soumettre la naturalisation à une procédure simplifiée. Du point de vue de la double nationalité, on observera donc que le mariage dit mixte produit les mêmes effets que l'acquisition volontaire de la nationalité par un étranger.

- 13 **4. L'adoption** d'un national par un étranger constitue une source potentielle de double- nationalité en France, en Italie, au Portugal et en Espagne. En effet, dans chacun de ces pays, l'adoption d'un national par un étranger ne modifie pas sa situation juridique au regard du droit interne de la nationalité dans la mesure où elle n'impose pas la perte de sa nationalité première. L'adoption peut donc se traduire par la double nationalité si la législation du pays de l'adoptant prévoit que l'adoption confère à l'adopté la nationalité de l'adoptant. On observera donc que l'adoption d'un mineur étranger peut conduire à des cas de double nationalité puisque dans les quatre pays cités, l'adoption d'un mineur étranger se traduit par l'attribution de la nationalité de l'adoptant à l'adopté. Toutefois, la loi française tout comme la loi portugaise prévoient des restrictions à cette règle générale : seule l'adoption plénière confère la nationalité de l'adoptant à l'adopté. L'adoption est donc source de double nationalité pour autant que la législation du pays de l'adopté ne prévoit pas la perte automatique de la nationalité d'origine en cas d'adoption par un étranger. Outre l'adoption, il existe en France d'autres cas que l'on peut considérer comme autant de causes potentielles de double nationalité : cas du mineur recueilli par un ressortissant français depuis au moins cinq ans et cas du mineur isolé étranger couvert par l'aide sociale à l'enfance et pris en charge par un des services dédiés, avant l'âge de 16 ans, pour une durée d'au moins trois ans. Ces mineurs peuvent, à leur majorité, réclamer la nationalité française sans être obligés de répudier préalablement leur nationalité d'origine.
- 14 Ancrage donc manifeste de la double nationalité dans les pratiques juridiques des principaux États d'Europe méridionale mais ancrage fragile car globalement dépendant des législations internes qui peuvent évoluer au gré des rapports de force politiques. Cet ancrage, aussi fragile reste-t-il, s'accompagne, comme partout ailleurs, de règles de résolution des conflits de nationalités dont la complexité n'a d'égal que celle des problèmes pratiques qu'engendre la situation de binationalité.

La binationalité : ancrage fragile, traitement juridique complexe

- 15 Le traitement juridique de la nationalité en vue de déterminer le rattachement d'une personne à un État vise à résoudre deux types de conflits : les conflits négatifs et les conflits positifs de nationalités. Les conflits négatifs se présentent lorsqu'aucun lien de rattachement ne peut être établi entre une personne et un quelconque État. Les conflits positifs se présentent lorsqu'au contraire le lien de rattachement peut être établi cumulativement et simultanément à l'égard de deux ou plusieurs États. Dans le premier cas, on est en présence de l'apatridie et dans le second en présence de la bi- ou plurinationalité. L'idéal énoncé dès le préambule de la convention de La Haye de 1930 précitée était de « supprimer tout ensemble » les deux types de conflits de sorte à réaliser à la fois le droit à la nationalité et son caractère unique. Apatridie et

plurinationalité connaissent des traitements juridiques différents et des développements qu'accompagnent ou contrarient des solutions fortement surdéterminées par l'actualité politique nationale ou internationale.

- 16 **1. L'apatridie**, situation dans laquelle se trouve une « personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation »¹⁹, a fini par être majoritairement considérée comme une anomalie juridique qu'il convenait d'éliminer au plus vite. Dans cette perspective, deux instruments internationaux ont été élaborés et ratifiés par un certain nombre d'États à travers le monde : la convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, ratifiée à ce jour par 78 États (dont 37 européens parmi lesquels, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal) et la convention du 30 août 1961 relative à la réduction des cas d'apatridie, ratifiée à ce jour par 53 États (dont 28 européens mais ni par la France qui l'a seulement signée, ni par l'Espagne qui ne l'a ni signée ni ratifiée ; le Portugal y a adhéré en 2012 et l'Italie en 2015). Les conséquences de la succession d'États sur la multiplication des cas d'apatridie ont fait, elles, l'objet d'une attention plus récente. Au plan international, elles ont donné lieu à un instrument sans valeur contraignante, le projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États adopté par la CDI le 20 juillet 1999 et reproduit en annexe à la Résolution 55/153 AGNU du 12 décembre 2000. Au plan régional européen, elles ont fait l'objet d'un instrument contraignant du Conseil de l'Europe, la convention du 19 mai 2006 sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, signée par 8 pays et ratifiée par 6 pays à ce jour (la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal n'ont ni signé ni ratifié ce texte). Bien sûr, considérer l'apatridie comme une anomalie juridique à éliminer ne suffit pas en soi à éradiquer le phénomène qui toucherait aujourd'hui encore, selon les dernières estimations de l'UNHCR, au moins 10 millions de personnes à travers le monde. Mais cela y contribue grandement par l'inversion de perspective que cet objectif a opéré dans les représentations : l'apatride n'est plus ce danger potentiel pour l'ordre public et la société tel qu'on le présentait encore au début du XX^e siècle, mais au contraire une personne qui nécessite protection impliquant, idéalement, l'attribution d'une nationalité sinon à lui, du moins à ses enfants nés sur le territoire de l'État d'accueil si le conjoint ne peut leur transmettre sa nationalité, point que les législations des États en matière d'octroi de la nationalité prennent généralement en considération. Ainsi, l'ambition affichée par la convention de 1930 de mettre fin aux conflits négatifs de nationalités, même si elle est assez largement partagée, reste-t-elle encore dans les faits un objectif relativement lointain dont il convient de poursuivre et d'accompagner l'entière réalisation. Pour autant, tous les risques d'apatridie n'ont pas disparu, parmi eux la déchéance de nationalité qui refait surface.

- 17 **2. La déchéance de nationalité** et son usage inconsidéré par les États ont été freinés jusqu'à ces dernières années par le risque de création de situations d'apatridie condamnées par le droit international largement accepté en la matière. Aujourd'hui, la thématique de la déchéance de nationalité en tant que réponse au terrorisme prend de nouveau place dans le débat politique parfois traversé de propositions inédites. La déchéance de nationalité, plus particulièrement dans les États qui ont ratifié la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, vise traditionnellement les seuls nationaux naturalisés et encore sous la condition qu'ils aient conservé leur nationalité d'origine. Les propositions qui se font jour, dont certaines ont été entièrement ou partiellement prises en compte par différentes législations en Europe,

voudraient étendre le champ d'application de la déchéance de nationalité à tout binational, voire à tout « mono-national ». La législation en vigueur dans nombre de pays européens²⁰ connaît déjà la déchéance de nationalité mais seules certaines d'entre elles en étendent l'application à toutes les catégories de ressortissants binationaux. La législation du Royaume-Uni²¹, déjà sévère puisqu'elle sanctionne de déchéance à l'initiative du ministre de l'intérieur le « comportement non conforme à l'intérêt public », s'est encore durcie sur la question passant de la déchéance visant les seuls binationaux nés britanniques à tout Britannique dont il y a « des raisons de penser qu'il peut acquérir une autre nationalité », jouant ici « au chat et à la souris » avec la lettre et l'esprit de la convention de 1961 que le pays a pourtant ratifiée. Les Pays-Bas s'inscrivent également dans cette démarche de raidissement et ont introduit dans leur législation en 2010 une disposition étendant la déchéance de nationalité à tout Néerlandais dès lors qu'il est binational et qu'il est condamné à au moins 8 ans d'emprisonnement pour « avoir nui aux intérêts essentiels de l'État ». La Belgique a, quant à elle, procédé à la révision de son code pénal et de son code de la nationalité en 2012 puis en 2015²² pour, d'une part, autoriser la déchéance de nationalité à l'égard des Belges qui ne sont pas nés d'un parent belge et de tous les autres binationaux. D'autre part, la Belgique considère désormais le fait de quitter ou d'entrer sur le territoire belge en vue de préparer ou de commettre des actes liés au terrorisme comme cause de déchéance sous réserve, cependant, de l'intervention d'une décision judiciaire. En Europe méridionale, ni le Portugal, ni l'Espagne, ni l'Italie ne connaissent la déchéance de nationalité dans leurs législations sur la nationalité et, a fortiori, la déchéance des binationaux : seule la perte de nationalité, qui s'applique à tout citoyen, y est prévue qui obéit à un régime juridique différent dans lequel les conditions de perte sont strictement énumérées par la loi. Seule la France connaît à la fois le régime de perte de nationalité et le régime de déchéance de nationalité et se trouve plongée, depuis au moins l'année 2010, dans un débat politico-juridique, empruntant désormais la voie de la révision constitutionnelle, focalisé sur la déchéance de nationalité des binationaux nés Français.

- 18 **3. Double nationalité et déchéance** de nationalité, thématique longtemps portée par l'extrême-droite, a commencé à se transformer en sujet de débat majeur en France à l'occasion d'une proposition de loi, portée par l'opposition de droite, visant à « déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces armées françaises et de police »²³. Le rapport présenté à l'Assemblée Nationale²⁴ sur ladite proposition introduisait et défendait deux amendements, le premier d'entre eux visait précisément « à substituer à la procédure de déchéance de nationalité une procédure de perte de nationalité qui concernerait tous les Français binationaux, qu'ils soient nés français ou qu'ils aient acquis la nationalité française a posteriori ». Par cette substitution, il s'agissait en fait de rendre applicable la procédure de déchéance, jusque-là réservée aux seuls Français par acquisition, aux binationaux Français par naissance. Remanié pour inclure « le crime d'indignité nationale » autorisant à étendre à tous les Français la sanction de la perte de nationalité, le nouveau texte²⁵ a été finalement rejeté par l'Assemblée Nationale le 2 avril 2015. Entre temps, le Conseil Constitutionnel, saisi d'une QPC²⁶, avait réaffirmé que seuls les Français d'acquisition binationaux peuvent, au maximum quinze ans à compter de la date d'acquisition, être déchus de la nationalité française. On pensait l'affaire stabilisée, du moins sur le plan juridique, jusqu'aux attentats de Paris du 13 novembre 2015. Devant le Parlement réuni en congrès, le Président de la République annonce, en même temps que la

constitutionnalisation de l'état d'urgence, l'inscription dans la loi fondamentale de la déchéance de nationalité pour tous les Français binationaux définitivement condamnés pour actes de terrorisme y compris ceux nés Français. Peu commentée au moment de son annonce, celle-ci donnera lieu, au moment de passer à l'acte, à un débat politique passionné divisant aussi bien la majorité présidentielle que l'opposition parlementaire poussant même certains, des deux camps, à envisager d'étendre la déchéance à tous les Français, binationaux ou non, condamnés pour terrorisme sans risque juridique selon eux au regard des engagements internationaux sous prétexte que la France n'a ratifié ni la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie ni la convention européenne de 1997 sur la nationalité²⁷. Dans sa version originale, le projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation déposé à l'Assemblée Nationale le 23 décembre 2015 maintenait la proposition initiale de la déchéance de nationalité pour les seuls Français binationaux. La déchéance devait être prononcée par décret. Ce projet de loi constitutionnelle visait essentiellement à remplacer, dans l'article 34 de la Constitution qui dispose que « la loi fixe les conditions dans lesquelles : », le 3^e alinéa par le libellé suivant : « – la nationalité, y compris les conditions dans lesquelles une personne née française qui détient une autre nationalité peut être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation ; ». Saisi préalablement, le Conseil d'Etat avait pris soin de rappeler dans son avis²⁸ qu'« il appartiendrait au législateur de préciser quelles sont les infractions qui entrent dans ce champ, étant entendu qu'il ne pourrait s'agir que de crimes en matière de terrorisme et, éventuellement, des crimes les plus graves en matière d'atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ». Mesure de portée pratique limitée au regard de l'expérience en la matière – l'avis rappelle par ailleurs que la Convention européenne des droits de l'homme est également susceptible de s'appliquer dans ses articles 8 et 3 et rendrait impossible l'expulsion d'un binational déchu de la nationalité française ; on ne manquera pas d'observer également que la jurisprudence de la Cour de Luxembourg²⁹ pourrait, elle aussi, rendre l'opération peu aisée –, la déchéance de nationalité répondrait pourtant selon le Conseil d'État « à un objectif légitime... » alors-même que, comme l'exposé des motifs du projet de loi constitutionnelle le rappelait, « pour des personnes nées françaises, les lois républicaines n'ont jamais retenu la possibilité d'une déchéance de nationalité mais seulement d'une perte de nationalité... ». Dans ce projet, la symbolique de la déchéance, sanction visant à exclure de la communauté nationale et rendant théoriquement possible l'expulsion de la personne concernée puisque devenue juridiquement étrangère, sorte de bannissement réinventé, l'emporterait donc sur la symbolique de l'indivisibilité de la Nation que préserverait pourtant une sanction déjà existante, prononcée elle par le juge, la peine d'indignité nationale³⁰. Devant la vigueur des protestations, le pouvoir exécutif a dû revoir son projet qui, désormais, ne fait plus référence à la double nationalité laissant croire que la déchéance pourra frapper tous les auteurs des crimes de terrorisme ainsi que les auteurs des délits les plus graves indépendamment de leur situation au regard de la nationalité dès lors qu'ils auront été condamnés pour de tels actes par les tribunaux. Dans le même temps, le chef de l'exécutif s'engage à ratifier la convention de 1961 prohibant la création de cas d'apatridie³¹ rendant du même coup inopérante la déchéance pour les Français « mononationaux ». Seuls les binationaux restent donc concernés par la déchéance. Puis, l'exécutif amende encore son texte faisant de la déchéance une simple peine complémentaire prononcée par le juge judiciaire et non plus par décret comme

précédemment projeté. Parallèlement, le champ de la sanction est élargi aux délits les plus graves et non plus seulement aux crimes. Au fond, si la forme a évolué pour ne pas faire figurer expressément dans la constitution la référence à la binationalité, le fond reste inchangé : la déchéance ne pourra frapper que les nationaux disposant d'une deuxième nationalité et seulement eux. Quoi qu'il en soit, pour aboutir à la révision constitutionnelle souhaitée, le projet devra être adopté par les deux assemblées en termes exactement identiques et présenté ensuite au Congrès pour obtenir la majorité des 3/5^e. Si tel était le cas, le Parlement ne craindra plus l'obstacle de l'inconstitutionnalité et pourra, s'il le souhaite, légiférer sur la nationalité et définir les conditions dans lesquelles la déchéance pourra être prononcée en tant que peine complémentaire à l'encontre des Français binationaux condamnés pour « crime ou délit constituant une atteinte grave à la vie de la Nation ». C'est également au Parlement qu'il reviendra de définir précisément ces crimes et délits. À l'aune de ce débat, la binationalité apparaît pour ce qu'elle est : une situation de fait ne conférant à son titulaire aucun droit supranational particulier qui ne puisse être remis en cause par l'un ou l'autre État d'appartenance.

- 19 **4. Le traitement juridique des conflits** positifs de nationalités en fournit l'illustration la plus parlante. Comment, en effet, résoudre les problèmes juridiques soulevés par la possession simultanée de deux nationalités par une même personne ? Différentes situations de fait peuvent être à l'origine de ces problèmes, et différentes approches ont été suivies pour les résoudre. De manière synthétique, deux hypothèses se présentent³². La première est celle dans laquelle les deux nationalités portées sont étrangères au juge du for. La deuxième hypothèse se présente lorsque l'une des nationalités portées est celle du juge du for. Lorsque le conflit oppose des nationalités étrangères, soit devant une juridiction internationale soit devant une juridiction nationale, différentes approches de résolution ont été envisagées allant de l'application de la loi de la nationalité la plus proche de la *lex fori* à la nationalité la plus récente de l'intéressé en passant par la préférence donnée à sa nationalité la plus ancienne. Aujourd'hui, ces approches semblent éclipsées par deux traitements plus efficaces : référence nécessaire à la loi étrangère, d'une part, et prééminence donnée à la nationalité effective, d'autre part³³. Le premier traitement est imposé par le droit international tant coutumier que conventionnel reconnaissant à l'État le droit exclusif de déterminer les conditions juridiques d'octroi de sa nationalité. Le second traitement consiste, lorsque deux États ont accordé leur nationalité à une même personne, à prendre en considération la nationalité la plus effective. En effet, le droit international public a fait, notamment à travers la célèbre affaire *Nottebohm*³⁴, du critère de l'effectivité l'élément central du choix que doit opérer le juge entre les nationalités en présence considérant que la nationalité ne peut être opposée à un autre État que si elle est effective. L'application de ce critère conduit le juge à prendre en considération deux séries d'éléments, les uns objectifs comme le lieu de résidence, la durée des séjours dans chacun des deux pays ou encore les liens conservés avec ces pays, etc. ; les autres éléments, subjectifs comme l'intention du binational de se rattacher plutôt à l'un ou l'autre pays, sont obtenus par déduction à partir des premiers. L'opérationnalité du critère d'effectivité s'en trouve, par suite, limitée et, en tous cas, source d'incertitudes. Lorsque le conflit oppose deux nationalités dont l'une est celle du juge saisi, le principe est d'accorder la prééminence à la nationalité du for au regard de l'article 3 de la convention de la Haye de 1930 précitée qui dispose que « un individu possédant deux ou plusieurs nationalités pourra être considéré par chacun des États dont il a la nationalité comme son ressortissant ».

Un binational ne saurait ainsi se retrancher derrière son autre nationalité pour rejeter l'application de la loi du pays dont il a aussi la nationalité et où il a établi sa résidence principale. La protection diplomatique ne saurait pas plus être invoquée au profit du binational par l'un des États dont il porte la nationalité contre l'autre comme l'avait établi une sentence de la Cour Permanente d'Arbitrage au début du XX^e siècle³⁵. Pour autant, le principe de la primauté de la loi du for sur lequel repose cette approche ne peut être considéré comme exclusif de solutions davantage pragmatiques considérant la nationalité étrangère du binational comme un élément de fait dont il convient de tenir compte dans la solution du conflit. Une approche dite fonctionnelle des conflits de nationalités³⁶ a même parfois été envisagée qui plaide en faveur de l'application non pas de la loi du juge du for mais de celle de l'autre nationalité en conflit. Toujours est-il que, de manière principale, la loi du juge du for continue à commander les solutions des conflits entre nationalité du for et nationalité étrangère du binational.

Conclusion

- 20 Le débat franco-français sur la déchéance de nationalité met en évidence le lien négatif, pourtant largement injustifié³⁷, vite établi entre binationalité et fragilité du sentiment d'appartenance nationale. C'est qu'en effet, la binationalité traverse, dans nombre de pays d'Europe et du reste du monde, une période de reflux chargée du désir de faire des binationaux de perpétuels « citoyens en probation », des sortes de « citoyens stagiaires » à vie. Transparaît ainsi derrière l'arbre que constitue la double nationalité, la forêt qu'est la nationalité : « celle-ci doit-elle être attribuée en fonction des liens objectifs rattachant un individu à un État ou en fonction de l'attachement que l'individu manifeste envers cet État ? »³⁸. Selon la réponse privilégiée, le curseur se trouvera placé soit du côté de ceux qui reconnaissent peu d'inconvénients et beaucoup d'avantages à la binationalité au regard des transformations du monde, soit du côté de ceux, plus présents aujourd'hui dans le débat public, qui n'y voient que source de forfaiture et de danger pour la cohésion nationale. Au demeurant, être porteur de deux nationalités ne confère aucun statut juridique particulier sinon l'insigne avantage de n'être pas certain d'être irréversiblement traité, en toutes circonstances, comme un citoyen à part entière dans aucun des États d'appartenance. Serions-nous finalement en train de caresser à nouveau l'illusion de l'unicité de la nationalité et de la fin des conflits de lois et de juridictions auxquels donne naissance la plurinationalité ? Le croire serait méconnaître la force entraînant des bouleversements positifs profonds que connaît le monde malgré les crispations identitaires du moment et la force des situations de fait, à la lisière du droit positif certes, mais dont les États ne peuvent pas ne pas tenir compte comme en atteste leur pratique sur le long terme en matière de double nationalité.

BIBLIOGRAPHIE

LAGARDE Paul, 1988, « Vers une approche fonctionnelle du conflit de nationalité », *Revue critique de droit international privé*, 1988, 77 (1), p. 29-54.

LAGARDE Paul, 2011, *La nationalité française*, 4^e édition, Paris : Dalloz, p. 34-51.

LAGARDE Paul, 2012, « La double nationalité », *Commentaire* 2012/2 (Numéro 138), p. 441-448.

MEUNIER Philippe, 24 novembre 2014, Rapport sur la proposition de loi visant à déchoir de la nationalité française tout individu portant les armes contre les forces armées françaises et de police, Assemblée Nationale n° 2403.

URVOAS Jean-Jacques, 25 mars 2015, Rapport d'information sur la peine d'indignité nationale, Assemblée Nationale, n° 2677.

VALERY Jules, 1914, *Manuel de droit international privé*, Paris.

VERWILGUEN Michel, 2000, « Conflits de nationalités : plurinationalité et apatridie », *Académie de droit international de la Haye*.

WEIL Patrick et HANSEN Randall, 1999, *Nationalité et citoyenneté en Europe*, Paris : La Découverte.

NOTES

1. LAGARDE P., 1988.

2. Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité, signée mais non ratifiée à ce jour par la France, l'Espagne, l'Italie, et le Portugal.

3. Protocole de la Haye du 12 avril 1930 relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité.

4. VALERY J., 1914, p. 134 ; VERWILGUEN M., 2000, p. 311.

5. Né en Belgique de parents français, Carlier était devenu belge au titre de l'article 9 du code civil belge tout en étant français de naissance au titre de l'article 10 du code civil français.

6. Convention de New York du 20 février 1957 sur la nationalité de la femme mariée.

7. Convention de New York du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

8. WEIL P., et HANSEN R., 1999.

9. Article 349 de la Loi de l'immigration et de la nationalité (section 8 USC 1481).

10. RENSHON S., professeur à la City University de New York et expert du Center for immigration studies. La double nationalité s'obtient parfois « automatiquement » lorsqu'un enfant naît à l'étranger de parents américains, mais peut s'acquérir aussi par mariage, interview réalisée par MILLOT L., *Libération* du 22 juin 2011.

11. La loi de 2000 avait déjà ouvert cette possibilité à cette catégorie de personnes.

12. Un enfant de parents turcs peut désormais obtenir deux passeports, s'il a vécu huit ans dans le pays, ou y a étudié au moins six ans.

13. Les dispositions de cette convention concernant la nationalité ne sont plus en vigueur qu'entre quatre des 13 Etats l'ayant initialement ratifiée : Autriche, Danemark, Norvège, Pays-Bas.

14. On rappellera que même un pays comme l'Allemagne, pour des raisons liées à l'Histoire, avait promulgué la loi Delbrück du 22 juillet 1913 permettant à un Allemand souhaitant acquérir une

nationalité étrangère de demander à être autorisé à conserver la nationalité allemande et donc d'être double national.

15. WEIL P., et HANSEN R., 1999.

16. Jusqu'en 1939 si la naturalisation intervenait après l'âge de 31 ans elle faisait perdre la nationalité française. Puis, jusqu'en 1951, la naturalisation après l'âge de 50 ans faisait perdre la nationalité française.

17. Argentine (1969), Bolivie (1961), Chili (1958), Colombie (1980), Costa Rica (1964), Equateur (1964), Honduras (1966), Nicaragua (1961), Paraguay (1959), Pérou (1959) et République Dominicaine (1968). Ces accords permettaient l'acquisition de la nationalité du pays concerné sans entraîner la perte automatique de la nationalité espagnole.

18. Loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 complétant et modifiant le code de la nationalité française et relative à certaines dispositions concernant la nationalité française.

19. Cf. art. 1^{er} de la convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides.

20. Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, France, Grèce, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays-Bas, Roumanie, Slovaquie, Suisse, Royaume-Uni. Le cas de la Slovaquie est un peu différent dans la mesure où la déchéance de nationalité, tombée en désuétude après « la révolution de velours », a été réactivée en 2010 pour permettre de déchoir de sa nationalité slovaque tout citoyen qui viendrait à en acquérir une autre, notamment la nationalité hongroise.

21. Immigration, Asylum and Nationality Act 2006, <http://www.legislation.gov.uk>

22. Loi du 20 juillet 2015 visant à renforcer la lutte contre le terrorisme, publiée le 5 août 2015.

23. Proposition de loi sur la déchéance de la nationalité française enregistrée le 24 avril 2013.

24. MEUNIER Ph., 2014, Assemblée nationale.

25. Proposition de loi visant à faire perdre la nationalité française ou à condamner à une peine « d'indignité nationale » tout individu portant les armes contre les forces françaises ou contre tout civil français.

26. Décision n°2014-439 QPC du 23 janvier 2015, M. Ahmed S. (déchéance de nationalité).

27. Conseil de l'Europe, traité n°166, Convention européenne sur la nationalité du 6 novembre 1997, signée par la France en 2000.

28. CE Ass. 11 décembre 2015, Avis sur le projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation, n° 390867.

29. CJUE 2 mars 2010, aff. C-135/08, Rottmann c/Freistaat Bayern, Rev. Crit. DIP 2010. 540, note P. Lagarde : obligation de respect du droit de l'Union en matière de nationalité, particulièrement lorsqu'il s'agit du retrait (on ne vise pas expressément la déchéance) de la nationalité à une personne naturalisée si celle-ci ne possède pas par ailleurs la nationalité d'un autre Etat membre.

30. URVOAS J.-J, 2015, Assemblée Nationale.

31. L'article 8 de la convention dispose que « les Etats contractants ne priveront de leur nationalité aucun individu si cette privation doit le rendre apatride ».

32. LAGARDE P., 2012, p. 441-448.

33. LAGARDE P., 2011, p. 34-51.

34. CIJ, 6 avr. 1955, Nottebohm, Rec. 1955, p. 4 ; « La nationalité est un lien juridique ayant à sa base un fait social de rattachement, une solidarité effective d'existence, d'intérêts, de sentiments joints à une réciprocité de droits et de devoirs. Elle est, peut-on dire, l'expression juridique du fait que l'individu auquel elle est conférée, soit directement par la loi, soit par un acte d'autorité, est, en fait, plus étroitement attaché à la population de l'Etat qui la lui confère qu'à celle de tout autre Etat » Cf. Rec. p. 23.

35. CPA, 3 mai 1912, Canevaro, RGDIP 1913, p.328.

36. LAGARDE P., 1988.

37. Une récente enquête établit que « Les immigrés doubles-nationaux se sentent autant Français que ceux qui ont abandonné leur ancienne nationalité (82 % dans les deux cas) » et que « avoir

une double nationalité est une marque d'attachement à ses origines, mais cela n'est pas contradictoire avec une forte identité nationale française ». INED, Trajectoires et Origines, Enquête sur la diversité des populations en France, p. 545-554.

38. LAGARDE P., 1988.

RÉSUMÉS

La binationalité ne saurait se comprendre en dehors de la nationalité : elle est, avant tout, le résultat de la combinaison d'un ensemble d'éléments de fait qui trouvent leur origine dans les données historiques, sociologiques et politiques permettant à l'État de déterminer les conditions d'appartenance à la nation. Par conséquent, contrairement à la nationalité, la binationalité ne constitue pas par elle-même un statut juridique porteur de droits et d'obligations spécifiques dont pourrait se prévaloir le binational. Elle s'est pourtant affirmée dans la pratique de nombre d'États, parmi lesquels les États d'Europe méridionale, alors-même que l'idéal initialement revendiqué s'attachait au caractère unique de « l'allégeance nationale », c'est-à-dire à l'idéal « d'une nationalité par personne ». Ce renversement de perspective ne va pourtant pas sans difficultés d'ordre juridique pour la résolution des conflits négatifs et positifs de nationalités induits et d'ordre politique pour la (re)définition des critères d'appartenance à la nation.

The dual-nationality cannot be understood outside of nationality: it is above all the result of the combination of a set of facts which are rooted in the historical, sociological and political allowing the State to determine the conditions of belonging to the nation. Therefore, unlike nationality, dual nationality is not in itself an enabling legal status of specific rights and obligations that may be available a binational. It is nevertheless asserted in the practice of many States, including the States of southern Europe, so even that initially claimed ideal clung to the uniqueness of "national allegiance", that is to say to the ideal of "one nationality per person". This reversal of perspective is however not without legal difficulties for the resolution of negative and positive conflicts of nationalities and political order for the (re) definition of the criteria for belonging to the nation.

INDEX

Keywords : nationality, binationality, conflicts of nationality, statelessness, deprivation of nationality

Mots-clés : nationalité, binationalité, conflits de nationalités, apatridie, déchéance de nationalité

AUTEUR

HOCINE ZEGHBIB

CREAM – Université de Montpellier

Entre pragmatisme et suspicion : le droit face à la double nationalité au Maghreb

Delphine Perrin

- 1 Le penchant croissant de responsables politiques européens, en France, en Belgique ou encore aux Pays-Bas, à associer à la double nationalité une bonne partie des problèmes sociétaux, qu'il s'agisse de la violence terroriste ou de l'intégration plus générale des citoyens, est souvent assortie à l'idée que les gouvernants maghrébins seraient, eux, favorables ou tout au moins indifférents à la double appartenance. Or, ces derniers ne sont pas plus à l'aise vis-à-vis de la plurinationalité que ne le sont leurs homologues européens et considèrent généralement d'un mauvais œil ceux parmi leurs nationaux qui détiennent également une nationalité étrangère. Pourtant, l'ensemble des réformes adoptées au Maghreb au cours des dix dernières années a amené à faciliter et développer la double nationalité ou, plus justement, à faciliter la vie des binationaux de fait ou de droit. Davantage que dans une volonté politique, ces réformes ont trouvé leurs sources principales dans les pratiques et les revendications des citoyens et dans les avancées de l'État de droit. La reconnaissance récente, en Algérie et au Maroc, du droit des femmes à transmettre leur nationalité à leurs enfants nés d'un père étranger, voire à leur époux, constitue un progrès considérable pour l'égalité entre hommes et femmes et les droits des enfants, qui porte en elle une croissance notable de la double nationalité dans l'espace euro-maghrébin. De même, l'interdiction de déchoir un citoyen de sa nationalité, introduite dans la Constitution tunisienne de 2014, découlait d'une vision humaniste et d'un combat pour le droit et la démocratie¹.
- 2 Affectés par les débats en Europe, qui les renvoient à leurs propres sensibilités, les États maghrébins se trouvent légitimés à rester ou revenir en arrière sur le plan des droits. Déjà les appels répétés des Pays-Bas au Maroc, depuis dix ans, pour que la troisième génération de citoyens marocains également néerlandais perde la nationalité marocaine contribuent à justifier le maintien d'une discrimination de genre dans le code de la nationalité marocaine réformé en 2007. Aujourd'hui effrayés et vexés à l'idée de se voir remettre des nationaux parias nés et grandis dans des pays européens qui

n'en veulent plus², des représentants maghrébins envisagent à leur tour les possibilités de les exclure du groupe national, élargissant parfois le débat à leurs nationaux également israéliens (au Maroc), aux moyens de contourner la Constitution (en Tunisie) ou de nourrir l'apatridie (en Algérie)³. En filigrane, l'hostilité épidermique suscitée par des binationaux souvent défiés pour leurs privilèges ou leurs différences resurgit, notamment à l'occasion de la réforme de la Constitution algérienne en 2016. Le mouvement d'ouverture qui avait précédé et accompagné les événements de 2011 s'infléchit pour rejoindre une tendance méditerranéenne à la suspicion et finalement un « état de nature » qui prévalait avant les grandes avancées juridiques en matière de nationalité.

- 3 Les États sont naturellement réticents à la double appartenance et ont longtemps et souvent tenté de la limiter, voire de la prohiber. Or, ces hostilités naturelles des États au dédoublement d'appartenances sont sans cesse défiées par les parcours et les pratiques des individus qui franchissent les frontières réelles ou supposées, multiplient les liens transnationaux et amènent ainsi les États à s'adapter. L'hostilité de ces derniers n'est alors jamais radicale, forcément tempérée par le réalisme présidant à la construction et à la préservation de la nation. Au-delà d'une rhétorique souvent réactive en ce domaine, droit et pratique convergent vers le développement de la plurinationalité dans le Maghreb et des Maghrébins en dehors du Maghreb.
- 4 Les législations maghrébines sur la nationalité, adoptées peu après les indépendances, ont été peu modifiées au cours des décennies suivantes. Cette stabilité législative est à mettre en parallèle de la stabilité des régimes et élites politiques au Maghreb, qui reflète à la fois un déficit démocratique et l'absence de questionnement sur les contours et la substance de la communauté nationale⁴. Cependant, lorsqu'ils ont été modifiés - en deux vagues principales, dans les années 1970 et dans les années 2000 -, ces textes ont marqué des progrès en termes de droits (égalité hommes-femmes, égalité entre citoyens d'origine et naturalisés, lutte contre l'apatridie notamment) qui ont directement ou indirectement affecté la binationalité.

Textes sur la nationalité	Textes initiaux	Réformes	Dernière vague de réformes
Algérie	Code du 27/03/1963.	Décret 70-86 du 15/12/1970.	Décret 05-01 du 27/02/2005.
Maroc	Dahir 1-58-250 du 12/09/1958.		Dahir 1-07 du 3/03/2007.
Mauritanie	Loi 1961-112 du 13/06/1961, Loi 1962-157 du 15/08/1962.	Loi 1976-207 du 25/08/1976.	Loi 2010-023 du 11/02/2010.
Tunisie	Loi 63-7 du 22/04/1963 remplaçant le décret du 26/01/1956.	Lois 71-12 du 9/03/1971, 75-79 du 14/11/1975, 84-81 du 30/11/1984, 93-62 of 23/06/1993.	Loi 2002-4 du 21/01/2002, Loi 2010-55 du 01/12/2010.

- 5 D'autres textes - la constitution, le code électoral, le code de la fonction publique ou encore le code du travail - traduisent la bonne acceptation ou, au contraire, la suspicion vis-à-vis des binationaux.
- 6 En dépit de problématiques historiques, démographiques et sociales communes et d'une certaine concomitance de leurs réformes législatives et constitutionnelles, les pays maghrébins font montre d'une diversité dans leurs approches nationales, qui délégitime d'éventuelles conceptions essentialistes associant le cadre juridique de la nationalité au Maghreb à une culture arabe et/ou musulmane⁵. Sans vouloir à l'inverse procéder à un lissage universaliste, il ressort des tâtonnements du droit vis-à-vis de la (double) nationalité que les États maghrébins font désormais face à des tensions et des questionnements semblables à de nombreuses nations dans le monde, et notamment des nations méditerranéennes à la fois de nature patriarcale, jalouses de leur souveraineté et de leur équilibre politique, et progressivement amenées à se soucier de la règle de droit et à concilier les revendications de leurs citoyens. Partant de cette idée, ce papier compare l'évolution du droit affectant la plurinationalité dans les quatre pays maghrébins (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie) qui ont connu à cet égard des changements significatifs au cours des dix dernières années⁶. La première évolution marquante résulte de l'érosion du principe associant la famille à une nationalité unique, sous le coup de l'amélioration du droit des femmes et des enfants (II). Déjà entamé de diverses brèches depuis les indépendances, ce principe a reçu le coup de grâce avec la vague de réformes des années 2000 qui, à l'exception de la réforme mauritanienne, avait pour impulsion et pour objet l'amélioration des droits des femmes et de leurs enfants dans la mixité. Cette petite révolution, associée à d'autres - telles que les réformes constitutionnelles marocaine et tunisienne - annonce un développement quantitatif et qualitatif de la binationalité dans l'espace euro-maghrébin. Quelque peu méfiants vis-à-vis d'une mixité qu'ils craignent de ne pas maîtriser, les États maghrébins tentent de limiter l'implication politique et sociale de ressortissants dont la double allégeance peut alors s'apparenter à une sous-citoyenneté (III), alors même que la plurinationalité⁷ en tant que telle est désormais bien ancrée dans les législations (I).

L'allégeance perpétuelle : un socle spirituel à vocation utilitaire

- 7 Il est notable que depuis l'indépendance, l'Algérie et le Maroc ont toujours accepté l'idée que leurs citoyens acquièrent une autre nationalité tout en conservant leur nationalité d'origine, adhérant tous deux à une conception de la nationalité considérée comme un lien perpétuel. Cette constance du lien national résiderait cependant dans des motivations distinctes. Au Maroc, la nationalité est considérée comme l'appartenance à une communauté de foi et l'allégeance au Sultan, tandis que l'Algérie y verrait l'adhésion à une communauté nationale homogène⁸. Néanmoins, qu'il s'agisse du Maroc, de l'Algérie ou de la Tunisie, la notion d'allégeance perpétuelle est souvent associée à la religion musulmane⁹, la permanence du lien national étant sacralisée au même titre que l'appartenance religieuse. Cette sacralisation porte en elle une hostilité¹⁰ vis-à-vis de la plurinationalité, mais elle en assure aussi les fondements puisque la pluri-allégeance découle justement de la constance de l'appartenance d'origine en dépit d'autres appartenances. Au-delà de l'assimilation symbolique entre

nationalité et religion, le maintien de la nationalité d'origine se justifie par la volonté de conserver le lien avec, voire la maîtrise sur les nationaux expatriés, dans la visée pragmatique de leur contribution potentielle au développement et à l'influence de la nation.

- 8 La Tunisie avait, à l'indépendance, adopté le principe de l'incompatibilité entre deux allégeances¹¹, qui s'accompagnait d'une hostilité à l'émigration de ses nationaux. Cette incompatibilité fut abandonnée lors de la réforme de 1975. Il n'est pas anodin de noter que c'est dans un contexte de fermeture de la France et d'autres pays européens à l'immigration de main d'œuvre, entraînant l'installation des travailleurs tunisiens dans leur pays d'accueil que la Tunisie accepta d'autoriser la double nationalité de ses citoyens partis nombreux en Europe. C'est également la voie qu'a tardivement prise la Mauritanie, en autorisant formellement, en 2010, une plurinationalité déjà largement pratiquée.
- 9 La double nationalité est donc acceptée en ce qui concerne les nationaux d'origine, selon une formule commune *a contrario* stipulant que les ressortissants dotés d'une autre nationalité peuvent être autorisés à perdre leur nationalité¹². Elle l'est aussi pour les étrangers qui souhaiteraient acquérir une des nationalités maghrébines, même si ce n'est le cas en Algérie que depuis la réforme de 2005. L'Algérie avait en effet introduit en 1970 l'obligation pour les étrangers souhaitant acquérir la nationalité algérienne de renoncer à leur appartenance d'origine. Dans un contexte d'attraction des cerveaux et des investisseurs, elle a finalement abandonné cette exigence.
- 10 En dépit de cette tolérance, la double nationalité au Maghreb et à l'extérieur du Maghreb était relativement limitée du fait que les femmes marocaines et algériennes ne transmettaient pas leur nationalité, et les femmes tunisiennes et mauritaniennes ne la transmettaient que dans leur pays d'origine. Ces limites ont été partiellement mais substantiellement levées au cours des années 2000.

Une famille, une nationalité : un principe érodé par les droits des femmes et des enfants

- 11 Historiquement, la plupart des États, en Méditerranée et ailleurs, ont adopté le régime patriarcal qui voulait que la femme acquiert son statut juridique par sa relation avec un homme – d'abord son père, ensuite son mari ; et un principe largement admis du droit de la majorité des pays au début du XX^e siècle était celui de la dépendance de la nationalité ou l'unité de nationalité des conjoints. Le résultat de l'application de ce principe était que la femme mariée à un étranger acquérait *ipso facto* la nationalité de son mari par le mariage, acquisition qui entraînait d'ordinaire la perte de sa propre nationalité. Les enfants du couple étaient dotés à la naissance d'une seule nationalité, celle de leur père. Par ailleurs, la naturalisation du mari entraînait généralement celle de sa femme, comme la perte entraînait celle de la femme, voire des enfants, sans consultation de la femme¹³. L'ensemble de la famille était donc uni par une seule nationalité.
- 12 Progressivement, mariage et nationalité seront dissociés, permettant la coexistence de nationalités au sein du couple, sans que sa descendance n'en soit pour autant binationale. Avec l'acquisition, par les femmes, du droit de transmettre leur nationalité,

la binationalité des enfants de couples mixtes connaîtra en revanche un essor conséquent.

1. Les prémisses : la coexistence de nationalités dans le couple

- 13 Conformément, notamment, à la Convention sur la nationalité de la femme mariée qui prohibe l'acquisition ou la perte automatique de la nationalité par le mariage ¹⁴, une première brèche dans le principe unitaire a été ouverte par le maintien de la nationalité de la femme nationale se mariant à un étranger. Dès les indépendances, les premiers codes de la nationalité maghrébins ont consacré cette indépendance de nationalité pour le mariage avec des étrangers : la femme nationale acquérant la nationalité de son mari étranger ne perdait sa nationalité d'origine qu'à sa demande¹⁵. Les cas de double nationalité pourront donc se multiplier dans la mesure où les femmes maghrébines se mariant avec un étranger ne demanderont la perte de leur nationalité d'origine que lorsque elles y seront contraintes par la législation du pays de leur mari. Néanmoins, le couple demeurerait uni autour de la nationalité du mari qui était le seul à transmettre sa nationalité.
- 14 Une seconde brèche au principe unitaire a consisté à supprimer l'effet automatique du mariage sur l'acquisition de la nationalité par une femme étrangère. Seule la Mauritanie fut tardive à cet égard, dotée jusqu'en 2010 d'une législation calquée sur le modèle français. Jusqu'alors, la femme étrangère épousant un homme mauritanien acquérait automatiquement et immédiatement la nationalité de ce dernier, à moins que, conservant sa nationalité d'origine, elle décline l'acquisition de la nationalité mauritanienne (art.16 de la loi de 1961). Le premier code algérien, en 1963 (art.12), prévoyait également la possibilité d'une acquisition de la nationalité par l'effet du mariage, assortie d'une répudiation de la nationalité d'origine, mais dès 1970, l'Algérie dissocia mariage et nationalité, celle-ci ne pouvant être obtenue qu'après une demande de naturalisation et la renonciation à la nationalité d'origine.
- 15 Ailleurs, au Maroc et en Tunisie, la femme étrangère épousant un citoyen avait le droit de réclamer la nationalité de son mari après deux ans de mariage et de résidence, tout en conservant sa nationalité d'origine. Ainsi, dès les indépendances, les couples mixtes, comprenant deux nationalités et parfois la binationalité de l'un ou des deux époux, ont pu se développer dans ces deux pays comme à l'extérieur. L'approche dualiste algérienne, à partir de 1970, favorisait elle aussi la coexistence de nationalités dans le couple.
- 16 Il va de soi, dans ces systèmes patriarcaux, que l'homme étranger se mariant à une citoyenne n'obtenait alors aucun droit d'accès à la nationalité de cette dernière. Tout au plus, avait-il des facilités de naturalisation. Or, si la femme conservait sa nationalité d'origine, celle-ci n'était pas toujours transmise à ses enfants, quand bien même ils étaient nés dans le pays de leur mère, à moins que leur père ne soit inconnu ou apatride. Issu d'un couple mixte avec une mère marocaine ou algérienne, l'enfant grandissait avec la nationalité étrangère de son père, renouvelant chaque année son titre de séjour, ne bénéficiant pas du même accès que ses camarades à l'université, à la formation, au travail, voire à la santé et à l'éducation. Arrivé à la majorité, il pouvait enfin demander la nationalité de sa mère, s'il résidait dans le pays et cette démarche pouvait durer des années.

2. L'aboutissement des droits dans la mixité : les enfants binationaux

- 17 La Mauritanie et la Tunisie furent les premières, à l'indépendance, à reconnaître le droit des femmes à transmettre leur nationalité à leurs enfants nés sur le territoire, d'un père étranger. Le sang maternel ne se suffisait pas à lui même et devait être assorti du droit du sol pour être transmis. Entretemps, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes avait été adoptée, le 18 décembre 1979, réclamant notamment des droits égaux entre hommes et femmes en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants¹⁶.
- 18 Les États maghrébins y ont progressivement adhéré, avec réserves¹⁷. Or, au début des années 2000, une campagne internationale pour le « droit à la nationalité des femmes arabes » fut lancée¹⁸ et relayée à l'échelle nationale par des associations de femmes militant pour obtenir et orienter la réforme des codes de la famille et de la nationalité (notamment le collectif « 20 ans barakat » en Algérie initié en 2003). Le débat politique qui en a résulté a amené le gouvernement égyptien à modifier sa législation sur la nationalité en 2004, suivi par l'Algérie en 2005, le Maroc en 2007, la Tunisie et la Mauritanie en 2010¹⁹.
- 19 Concomitant des réformes des codes de la famille, le résultat est surprenant. Tout d'abord, parce que les précurseurs mauritanien et tunisien se sont alors retrouvés en queue de peloton de l'égalité, avant que la Tunisie ne redresse la barre. Ensuite, parce que l'Algérie s'est mue en chef de file de l'égalité, et ce à divers égards. Enfin, parce que les législations marocaine et mauritanienne ont connu un rapprochement inédit.
- 20 La nationalité est désormais un droit reconnu aux enfants de couples mixtes nés d'un père ou d'une mère nationale et d'un(e) étranger(e). Néanmoins, quelques discriminations demeurent.
- 21 Les réformes en Algérie et au Maroc s'ajoutant aux dispositions préexistantes en Tunisie et en Mauritanie, tout enfant né sur le territoire d'une mère nationale est un citoyen de ce pays à la naissance. La mère transmettant sa nationalité à ses enfants, ceux-ci sont alors binationaux si leur père est étranger. Néanmoins, à la différence de ses voisins, la Mauritanie modifia en 2010 son code de la nationalité sans aucune considération pour l'égalité entre hommes et femmes. Or, si elle reconnaissait depuis 1961 aux femmes la possibilité de transmettre leur nationalité à leurs enfants nés, sur le territoire, d'un père étranger, elle avait introduit une discrimination qui consistait à permettre à ces enfants de répudier la nationalité de leur mère dans l'année précédant leur majorité (art.8-3) – une faculté qui ne concernait pas les enfants de père mauritanien. Cette discrimination a été maintenue dans la réforme de 2010.
- 22 La Mauritanie ne se retrouve pas seule en queue de peloton, dans la mesure où le Maroc a jugé bon, en réformant son code en 2007, d'introduire une disposition similaire (art. 19-5), ouvrant une brèche dans le principe d'allégeance perpétuelle, circonscrite aux enfants issus de couples mixtes de mère marocaine, qui peuvent exprimer, entre leur 18^e et 21^e anniversaires, leur volonté de ne conserver la nationalité que de l'un de leurs parents. Les binationaux par descendance paternelle, dont le Maroc estime sans doute le rattachement à la nation plus essentiel, peuvent toujours demander à perdre leur nationalité sur la base de l'article 19-1 ou -2, mais on sait à quel point cette perte, décidée en conseil de gouvernement, est réputée improbable²⁰. Or, la facilité de

répudiation offerte aux descendants de mère marocaine peut affecter de manière particulière les personnes nées à l'étranger de mères émigrées. Si le Maroc invoque d'autres motifs²¹, cette discrimination est à mettre en lumière de la demande des Pays-Bas, récurrente depuis 2005, afin que la troisième génération de Marocains y vivant soit déchue de la nationalité marocaine, demande à laquelle le Maroc oppose une position ferme de refus. Or, une pression pourra désormais s'exercer sur les enfants binationaux de mère marocaine pour qu'ils renoncent à leur nationalité et limitent ainsi l'impact de l'égalité homme-femme en matière de transmission de la nationalité sur le développement de la double nationalité. De même, ces enfants pourraient se voir contraints de répudier leur nationalité marocaine pour acquérir une autre citoyenneté²², tandis que les enfants de pères émigrés ne le seront pas.

- 23 La Mauritanie partageait par ailleurs avec la Tunisie une discrimination pesant sur les enfants de couples mixtes nés à l'étranger d'une mère nationale. Les enfants nés à l'étranger d'une mère mauritanienne ne naissent pas mauritaniens, mais peuvent le devenir par option dans l'année précédant leur majorité. La réforme de 2010 n'a pas changé cet état de fait. Pour sa part, la Tunisie avait donné en 1993 la possibilité aux parents d'un enfant né à l'étranger d'une mère tunisienne de déclarer en commun la nationalité tunisienne de leur enfant. En 2002, la mère veuve eut le droit de le faire seule. A défaut d'action de ses parents pendant sa minorité, l'enfant pouvait demander la nationalité tunisienne un an avant sa majorité (art. 12). Ce n'est que depuis la réforme de 2010 que l'enfant né à l'étranger d'une mère tunisienne et d'un père étranger est tunisien – et binational – à la naissance, au même titre que l'enfant né d'un père tunisien.
- 24 Avec sa réforme de 2005, l'Algérie fut la première à prévoir une stricte égalité entre enfants de père ou de mère algérien(ne), de la naissance à la majorité et quel que soit leur lieu de naissance. Cette réforme suivait de deux jours celle du code de la famille²³ qui, bien que dénoncée pour son insuffisance et située en deçà de la réforme marocaine, intervenue peu auparavant (qui facilite notamment les mariages à l'étranger)²⁴, marquait des avancées en matière de mariage et de filiation (en confiant notamment à la femme divorcée la garde des enfants).
- 25 Du fait de la généralisation de la reconnaissance du droit des femmes nord africaines à transmettre, au même titre que les hommes, leur nationalité à leurs enfants, la double nationalité a vocation à s'accroître considérablement. Ces réformes auront d'autant plus d'impact que la pratique du mariage mixte s'est considérablement développée dans ces pays et à l'extérieur²⁵. Or, à cet égard, les réformes des années 2000 ont reflété une certaine inquiétude vis-à-vis de la mixité et une volonté de tester la sincérité de l'attachement de l'épouse étrangère – puisqu'il s'agit essentiellement d'elle – tant à son époux qu'à son pays d'adoption avant d'en faire une nationale/binationale.

3. La crispation : tester les mariages mixtes

- 26 Les réformes des codes de la nationalité des années 2000 sont intervenues, non seulement en lien avec celles des codes de la famille, mais aussi avec celles des lois relatives à l'entrée et au séjour des étrangers. Dans un contexte régional focalisé sur la question des migrations irrégulières, y compris sur les territoires maghrébins, la suspicion vis-à-vis des étrangers et de leurs intentions, ainsi que l'influence de standards européens, investissent les nouveaux codes de la nationalité.

- 27 A l'exception de la Tunisie, où l'exigence d'une résidence préalable du couple dans le pays pendant deux ans reste inchangée (art.14)²⁶, les États maghrébins ont allongé le délai devant précéder la demande d'acquisition de la nationalité, faisant émerger le thème des « mariages de complaisance »²⁷. Le changement le plus radical surgit en Mauritanie, où la nationalité pouvait être obtenue automatiquement du seul fait du mariage avec un homme mauritanien. La réforme de 2010 exige désormais au préalable cinq ans de mariage et de résidence ininterrompue dans le pays (art.16) pour octroyer la nationalité à l'épouse étrangère. De manière similaire, la réforme marocaine de 2007 a porté de deux à cinq ans la période requise de résidence habituelle et régulière dans le pays pour la femme étrangère ayant épousé un ressortissant national et souhaitant obtenir la nationalité (art.10). Si l'acquisition est de droit dans ces deux pays, ainsi qu'en Tunisie, elle n'est qu'une possibilité en Algérie, qui a néanmoins réduit le délai de « stage » en réclamant désormais que la naturalisation soit demandée après trois années de mariage et deux années de résidence régulière et habituelle dans le pays, s'ajoutant au fait que le requérant doit être de bonne moralité et justifier de moyens d'existence suffisants (art.9 bis). Dans l'ensemble de ces pays, l'acquisition n'est pas subordonnée à la répudiation de la nationalité d'origine.
- 28 Fait unique dans la région, l'Algérie reconnaît une faculté égale, à l'homme et à la femme, de transmettre leur nationalité par le mariage. Dans la mesure où il n'est pas demandé au nouveau citoyen de renoncer à sa nationalité d'origine, cette disposition peut tout autant être facteur d'unité de la famille autour d'une nationalité que de double nationalité. Le fait que l'homme étranger puisse désormais accéder plus facilement à la nationalité algérienne par son mariage avec une Algérienne a suscité des craintes accrues de « mariages de complaisance », remettant en mémoire l'idée patriarcale d'une vulnérabilité inhérente à la femme²⁸. La Tunisie et le Maroc, pour leur part, ont manqué l'occasion d'atteindre, au moins sur le papier, une stricte égalité entre hommes et femmes, puisqu'ils déniaient toujours la possibilité aux femmes nationales de transmettre leur nationalité à leur conjoint. Il est vrai, en revanche, que le conjoint étranger d'une Tunisienne, peut demander sa naturalisation sans être soumis à l'obligation de résidence préalable (art.21). En Mauritanie, de manière intéressante, les statuts des hommes et des femmes se suivent sans s'apparenter. Ainsi, sous le régime de la loi de 1961, l'homme étranger épousant une Mauritanienne pouvait, comme en Tunisie, être naturalisé sans condition de stage – soit immédiatement, au même titre qu'une femme étrangère épousant un homme mauritanien. Avec la réforme de 2010, il doit désormais patienter cinq ans (art.18²⁹) – soit la même durée que la femme étrangère épousant un Mauritanien (art.16). La différence réside dans le fait qu'il s'agit d'un droit pour la femme et d'une possibilité pour l'homme.
- 29 Les évolutions législatives, passées et à venir, au Maghreb ne peuvent que favoriser le développement de la double nationalité au Maghreb et à l'extérieur, parce qu'elles trouvent leur source dans les pratiques de mobilité et de mixité de leurs ressortissants et dans l'amélioration de leurs droits : conservation de la nationalité d'origine, transmission de la nationalité aux enfants et aux conjoints. Face à cette inexorable évolution, les États maghrébins s'évertuent à poser des limites à la création d'autres binationaux par le droit du sol et à tester leur allégeance.

Double- ou sous-citoyens ? Limiter l'implication politique et sociale des binationaux

- 30 On peut constater, au travers des développements ci-dessus, qu'il n'existe pas au Maghreb d'obstacles juridiques à l'accès à la plurinationalité, qu'il s'agisse des nationaux d'origine ou des nationaux par acquisition. Cette acceptation, formalisée en droit, ne signifie néanmoins aucunement une approbation, et encore moins un encouragement, de la double allégeance. Au contraire, elle suscite réticence et suspicion, justifiant l'adoption ou le maintien de mécanismes de protection de la nation considérée dans son essence. Vis-à-vis des étrangers susceptibles de devenir binationaux par adoption, ceci se caractérisera par des empêchements, d'abord à devenir des nationaux, ensuite à être reconnus pleinement citoyens. Vis-à-vis des ressortissants d'origine, la suspicion suscitée par leur binationalité pourra justifier des obstacles à l'exercice de leurs droits, allant jusqu'à les contraindre à choisir une seule et unique allégeance.

1. Des binationaux d'adoption empêchés

- 31 S'il est vrai qu'une grande partie des binationaux maghrébins en Europe le sont initialement devenus par le droit du sol, on ne peut en dire autant au Maghreb dont les États ont depuis l'origine drastiquement limité les possibilités d'acquisition de la nationalité par le sol – à l'exception de la Mauritanie qui, en 2010, a opéré un revirement radical à cet égard. Comme le notait Ahmed Mahiou concernant l'Algérie – un constat relativement valable pour ses voisins tunisien et marocain : par un étrange « retournement de l'histoire », « les autorités qui redoutaient, au moment de l'indépendance, d'avoir à gérer une forte minorité à la fois française et algérienne se retrouvent, quelques décennies plus tard, dans une situation inverse avec une forte minorité algérienne ou algéro-française établie en France »³⁰.
- 32 Ces trois pays ont en effet d'abord tenté de restreindre l'accès des colons et de leurs descendants à la nationalité. En Algérie, une circulaire du 9 mai 1963 définissait les « Algériens d'origine » comme des personnes ayant au moins deux ascendants dans la lignée paternelle nés en Algérie avec le statut musulman. Cette disposition était basée sur la discrimination établie par les colons français entre le statut d'indigène et les Français et permettait d'exclure les non-musulmans de la nouvelle nation. Ces « externalités » pouvaient néanmoins demander la nationalité algérienne sur la base de leur participation à la guerre de libération. Cependant, beaucoup refusèrent de le faire, vexés d'être ainsi exclus³¹ et seule la nationalité française leur fut offerte puisque les Accords d'Evian donnaient trois ans aux Européens en Algérie pour opter pour l'une ou l'autre nationalité. La réforme de 1970 supprima les quelques formes d'acquisition de la nationalité par le double droit du sol et/ou une résidence longue sur le territoire³². Il reste néanmoins toujours possible de revendiquer la nationalité d'origine en prouvant la filiation de deux ascendants en ligne paternelle ou maternelle nés en Algérie avec le statut musulman (art.32). S'ajoute la possibilité de naturalisation, soumise d'abord à cinq puis à sept années de résidence préalable. L'acquisition de la nationalité algérienne était alors associée à la répudiation de la nationalité d'origine. Si cette dernière obligation a été supprimée en 2005, il demeure difficile de devenir Algérien – et ainsi binationnel par acquisition de la nationalité algérienne. Les naturalisations sont

accordées au compte-goutte, apparaissant comme de véritables « *actes de gouvernements, en raison de la pusillanimité du juge* » administratif en la matière³³.

33 C'est encore davantage le cas au Maroc où la naturalisation est considérée comme une possibilité extrêmement résiduelle d'accéder à la nationalité marocaine. Or, la réforme de 2007 y a ajouté de nouveaux obstacles, notamment les actes contraires aux lois de la résidence légale au Maroc et l'infraction de terrorisme (art.11). En revanche, le Maroc offre deux formes d'acquisition de la nationalité par le double droit du sol³⁴, introduit sous le protectorat français, et conservé dans le code de 1958. Pour empêcher les descendants de colons d'en bénéficier, une limite temporelle a été introduite : les enfants nés au Maroc de parents étrangers également nés dans le pays ne pouvaient devenir Marocains (dans les deux ans précédant la majorité) que si leurs parents y étaient nés après l'indépendance du pays. L'autre forme de double droit du sol ne présentait pas de limite temporelle : la personne née au Maroc d'un père également né dans le pays pouvait opter pour la nationalité marocaine lorsque son père se rattachait à un pays dont la fraction majoritaire de la population avait pour religion l'islam et pour langue l'arabe et qu'il appartenait à cette majorité. A l'indépendance, cette disposition visait notamment à incorporer les personnes d'origine algérienne, nombreuses à vivre et travailler au Maroc. Combinée à la disposition précédente, elle permettait également d'empêcher l'accès à la nationalité des colons et de leurs descendants. Ces deux dispositions ont été conservées dans la réforme de 2007 et offrent ainsi le droit à la troisième génération d'étrangers d'acquérir la nationalité marocaine (art.9) – et de devenir binationaux à l'âge adulte. De manière notable, il a été ajouté en 2007 à ces deux formes de double droit du sol un critère de résidence (habituelle et régulière) au Maroc, mettant ainsi l'accent sur le lien, devant nécessairement être réel, entre l'individu et le territoire marocain, plutôt que sur la seule descendance. En Tunisie, en dehors de la possibilité de naturalisation, seule la quatrième génération, en descendance paternelle, peut bénéficier du droit du sol mais, à la différence des options marocaines, l'enfant est tunisien d'origine à la naissance – et possiblement binationnel (art.7)³⁵.

34 Jusqu'à son revirement radical de 2010, seule la Mauritanie, particulièrement inspirée par le système français, présentait un droit du sol extrêmement ouvert. En outre, tandis que les Mauritaniens n'étaient pas autorisés à conserver leur nationalité en cas d'acquisition d'une autre nationalité, l'acquisition de la nationalité mauritanienne n'était, elle, pas soumise à la renonciation à la nationalité d'origine. Cependant, dans un mouvement, en quelque sorte, de décolonisation de son droit de la nationalité, suscité par d'autres considérations (recensement et « mise à plat » de la composition de la population), la réforme de 2010 supprima deux formes majeures de droit du sol et réduisit le champ d'une troisième. La disposition permettant aux enfants nés dans le pays de parents étrangers d'opter pour la nationalité mauritanienne à la majorité en prouvant cinq années de résidence dans le pays a été supprimée, comme l'a été l'acquisition de la nationalité d'origine par double droit du sol. Par ailleurs, l'étranger né dans le pays, qui pouvait requérir la naturalisation sans condition de stage, est maintenant soumis à une résidence préalable de cinq ans (art.18). Le délai préalable à une demande de naturalisation a pour sa part été doublé, fixé désormais à dix années de résidence.

35 Ainsi, si l'Algérie et la Tunisie, dont le droit du sol est résiduel, n'ont pas fait de modification sur ce point, la Mauritanie est passée du pays le plus ouvert à celui le plus

fermé de la région, tandis que le Maroc présente un profil relativement ouvert, auquel il a cependant ajouté des garde-fous en 2007 (critère de résidence, obstacles à la naturalisation susmentionnés).

- 36 Ce filtrage initial des candidats à l'acquisition d'une nationalité maghrébine, du fait de l'absence d'options juridiques et d'une politique administrative restrictive, s'assortit, pour les naturalisés, d'une période de probation. Comme ce fut d'ailleurs le cas en France jusqu'en 1984, les personnes naturalisées mauritaniennes (art.23), marocaines (art.17) ou tunisiennes (art.26) ne deviendront des citoyens à part entière que passées cinq années. Pendant ce délai, elles ne pourront être investies de fonctions ou de mandats électifs. Au Maroc et en Tunisie, elles ne pourront non plus être électrices. Enfin, en Tunisie, elles seront exclues des emplois vacants de cadres tunisiens, une disposition rare et atypique. Les réformes de la Constitution tunisienne et du code électoral en 2014 entrent néanmoins en contradiction avec ces dispositions et justifieraient une révision du code de la nationalité : il n'y est plus prévu de délai d'attente pour devenir électeur, mais celui permettant d'être éligible a été doublé, passant à dix ans pour la députation (art.53 de la constitution et art.19 de la loi électorale).
- 37 Dans le mouvement égalitaire qui a sous-tendu la réforme de 2005, l'Algérie s'est distinguée en supprimant purement et simplement l'article 16 de la loi précédente qui contenait les incapacités pour les naturalisés, permettant ainsi à ces derniers de devenir immédiatement citoyens à part entière – un geste d'autant plus notable qu'était en même temps supprimée l'obligation pour le naturalisé de renoncer à sa nationalité d'origine. Nous verrons plus bas que cette ouverture ne signifiait pas la fin de l'hostilité vis-à-vis des binationaux.
- 38 Reste que, toute personne ayant acquis la nationalité d'un de ces quatre pays – ce qui inclut non seulement les naturalisés, mais aussi les acquisitions par mariage et droit du sol –, peut en être déchue pour un certain nombre de raisons. Ce risque, durant dix ans en Algérie (art.22), au Maroc (art.22) et en Tunisie (art.33), est maintenu pendant vingt ans en Mauritanie (art.33) – la réforme de 2010 ayant doublé cette période de probation.
- 39 La déchéance est donc exclue pour les nationaux d'origine, renforçant la différence de traitement entre nationaux d'origine et nationaux par acquisition. Patrick Weil rappelait récemment que la possibilité de déchéance avait été introduite en France³⁶ après que la loi de 1927 ait fait passer le délai de naturalisation de dix à trois ans et supprimé « l'admission à domicile »³⁷. Il s'agissait donc de se protéger d'intégrations parfois trop facilement acquises. On mesure alors à quel point la barre de l'intégration a été relevée au cours du dernier siècle, lorsqu'une personne doit d'abord prouver sept (Algérie) à dix (Mauritanie) ans de résidence – ou moins par le mariage –, une assimilation dans le pays, et risque encore pendant dix, voire vingt années (en Mauritanie), de voir cette nationalité retirée. Par ailleurs, les motifs particulièrement larges pouvant justifier une déchéance rendent ce pouvoir des autorités légèrement excessif. En effet, la déchéance peut découler de trois cas : si la personne est condamnée pour un acte qualifié de délit ou crime portant atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État (Algérie), ou contre la sûreté intérieure ou extérieure (Tunisie, Mauritanie, Maroc) ; si elle a accompli, au profit d'une partie étrangère, des actes incompatibles avec la qualité de national ou préjudiciable aux intérêts de l'État ; et enfin – motif particulièrement large –, si elle est condamnée à l'étranger ou dans son

pays, pour un acte qualifié de crime, à une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement. La Tunisie et le Maroc joignent aux motifs de déchéance la condamnation pour s'être soustrait aux obligations militaires – cas supprimé du code algérien en 2005. Rabat prévoit également la déchéance pour attentat ou offense contre le Souverain ou les membres de la famille royale, et la réforme de 2007 a ajouté le motif d'infraction de terrorisme.

- 40 Il est notable que la déchéance n'est pas conditionnée au fait que la personne concernée dispose d'une autre nationalité, elle n'est donc pas limitée aux binationaux et peut entraîner l'apatridie³⁸. Au Maroc (art.24), en Tunisie (art.35) et en Mauritanie (art.34), elle peut s'étendre à la femme et aux enfants mineurs à la condition que ces derniers aient conservé une nationalité étrangère. En effet, il s'agit ici, non de sanctionner la famille du déchu, mais de suivre le principe unitaire (une famille, une nationalité). En Algérie, en revanche, où la réforme égalitaire de 2005 a supprimé l'effet collectif de la déchéance (elle « ne peut être étendue au conjoint et aux enfants mineurs »), il se peut qu'elle affecte les enfants mineurs si les deux parents sont déchus (art. 24) – et sans la condition de disposer d'une nationalité étrangère.
- 41 Le désaveu que reflète la déchéance n'a pas d'équivalent pour les nationaux d'origine et c'est pourtant vis-à-vis d'eux, ces binationaux d'origine, que l'hostilité et la suspicion s'expriment de la manière la plus forte.

2. Tester et questionner l'allégeance des binationaux d'origine

- 42 En 2005, en même temps qu'était adoptée la réforme du code de la nationalité, le président algérien Bouteflika proclamait que les double-nationaux seraient traités comme des étrangers en Algérie - allant à l'encontre du principe selon lequel, au contraire, les double-nationaux sont considérés comme des nationaux dans chacun de leur pays d'appartenance - et il menaçait d'adopter la réglementation mauritanienne d'alors, fondée sur l'allégeance unique. Bouteflika réagissait ainsi à l'annonce du Consul général de France à Alger qui évaluait à 100 000 les demandes algériennes de réintégration dans la nationalité française en 2005³⁹. Dans un pays gouverné depuis son indépendance par des personnes revendiquant leur légitimité par la guerre de libération, c'est évidemment face à la double nationalité algéro-française que le régime réagit de la manière la plus virulente. Par ailleurs, la suspicion est d'autant plus grande que les binationaux vivent en Algérie. La seconde nationalité constituerait une échappatoire, un bouclier en cas de problème, voire un privilège dans la vie courante. Il y est donc vu une rupture d'égalité au sein même de l'Algérie, déjà fortement marquée par les déséquilibres.
- 43 Le gouvernement algérien souhaiterait-il pour autant retirer la nationalité algérienne à ses ressortissants d'origine ? Loin s'en faut, et l'Algérie a justement abandonné en 2005 toute possibilité de perte forcée, la perte de la citoyenneté algérienne ne pouvant désormais résulter que d'un acte volontaire⁴⁰. C'est également la voie choisie par la Tunisie dont la Constitution de 2014 interdit de déchoir un citoyen de sa nationalité tunisienne (art.25). Cette disposition se heurte pourtant aux motifs de déchéance mentionnés plus haut, limités aux Tunisiens par acquisition, ainsi qu'à la possibilité (art.32 du code de la nationalité), comme au Maroc (art.19), de prononcer par décret la perte de la nationalité du citoyen qui ne quitterait pas son emploi dans un service public ou l'armée d'un État tiers dans le délai d'un (Tunisie) ou six (Maroc) mois après

la requête officielle qui lui aurait été adressée en ce sens⁴¹. Ici encore, la perte forcée n'est pas soumise à la possession, par l'intéressé, d'une autre nationalité⁴².

- 44 Jusqu'ici, les États maghrébins, et notamment l'Algérie et le Maroc, se sont montrés réticents à ôter leur nationalité, et plus fortement encore lorsqu'elle est d'origine. Néanmoins, si le droit international prohibe le retrait arbitraire de nationalité, appelle aussi les États à ne pas nourrir l'apatridie, il garantit également le droit individuel à renoncer à sa nationalité. Sur ce point, le droit comme les positions politiques du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie amènent à commentaires.
- 45 L'Algérie tout d'abord, puisque dix ans après les déclarations tonitruantes de Bouteflika vis-à-vis des binationaux, la révision de la Constitution a non seulement suscité des débats tout aussi houleux mais a aussi inscrit en droit la suspicion populaire et politique vis-à-vis des binationaux, désormais exclus des hautes responsabilités de l'État. La nationalité d'origine était déjà une exigence imposée par les constitutions précédentes à tous les candidats à la Présidence de la République⁴³, ainsi que l'allégeance unique, condition introduite plus tardivement, en 1996. C'est également depuis cette date que le conjoint du candidat doit aussi être algérien⁴⁴. La révision adoptée en 2016 confirme (art.87) que le candidat ne doit pas avoir acquis une nationalité étrangère, mais en outre qu'il devra « attester de la nationalité d'origine du père et de la mère ». Le conjoint du candidat doit aussi désormais prouver une nationalité algérienne d'origine et unique. Les calculs politiques, davantage que la question de la loyauté, sous-tendent évidemment cette réforme, nombre de candidats potentiels à la Présidence ne pouvant prouver l'antériorité de leur nationalité algérienne ou ayant une épouse d'origine étrangère. Le candidat doit, enfin, justifier d'une résidence permanente exclusive en Algérie durant un minimum de dix années précédant le dépôt de la candidature. Cette réforme rend impossible un scénario à la tunisienne, avec la candidature d'exilés, mais aussi d'une bonne partie de la diaspora.
- 46 Cette même révision constitutionnalise l'interdiction faite aux personnes possédant la double nationalité d'occuper des postes névralgiques de prise de décision dans divers secteurs d'activité⁴⁵. Cette disposition a suscité de fortes réactions, principalement des Algériens binationaux vivant en dehors de l'Algérie qui estiment se voir niée la possibilité de contribuer au développement et à l'avenir politique du pays⁴⁶. En Algérie en revanche, elle reflète bien l'état d'esprit d'une société algérienne tantôt envieuse, souvent méfiante vis-à-vis de ses binationaux, en particulier lorsqu'ils occupent des postes à forte responsabilité politique ou économique⁴⁷. En réalité, la double nationalité était déjà jugée incompatible avec les hautes fonctions publiques et de hauts fonctionnaires ont été limogés pour cette raison⁴⁸. Il n'en demeure pas moins que les double-nationaux sont très présents au cœur de l'élite politique – y compris parmi les ministres – et leur recrutement ou leur limogeage dépend avant tout de leur relation au régime, tandis que les tentatives d'interdiction⁴⁹ camouflent souvent des attaques ciblées.
- 47 Il est évidemment éclairant de placer cette constitutionnalisation d'empêchements affectant les binationaux à la lumière de la réforme du code de la nationalité intervenue dix ans plus tôt, en 2005⁵⁰. En autorisant les étrangers à obtenir la nationalité algérienne sans renoncer à leur nationalité d'origine et en supprimant les incapacités politiques pour les naturalisés, elle marquait une réelle et nouvelle ouverture vis-à-vis de potentiels Algériens. La réforme constitutionnelle constitue à la fois un recul vis-à-vis des « nouveaux » Algériens qu'une formalisation de l'hostilité vis-à-vis des Algériens

d'origine. Se refusant à leur retirer la nationalité, le régime algérien cherche à susciter auprès d'eux la décision volontaire de renoncer à leur nationalité étrangère. Il s'agirait alors pour des binationaux souhaitant participer à la vie économique et politique algérienne et souvent binationaux par les sangs de leurs parents de répudier la nationalité de l'un des deux.

- 48 L'allégeance unique était également une condition à la candidature au poste de président de la République tunisienne, depuis 1988 - date à laquelle les Tunisiens de l'étranger ont obtenu le droit de vote aux élections présidentielles -, jusqu'à ce que la *Révolution* et l'accession de Moncef Marzouki, binationnel, à la présidence en 2011, changent les termes du débat. La nouvelle Constitution adoptée en 2014 exige désormais que le candidat, forcément tunisien par naissance, s'engage à abandonner son éventuelle autre nationalité en cas de victoire électorale (art.74)⁵¹. Ceci constitue véritablement une libéralisation puisque le candidat devait antérieurement être aussi de père, de mère et de grand-pères paternel et maternel tunisiens, demeurés tous de nationalité tunisienne sans discontinuité (art.40 de la constitution de 1959). Cependant, au vu de l'allongement des incapacités prévues pour les naturalisés, comme indiqué précédemment, cette ouverture est toute relative.
- 49 Alors que le Maroc, pour sa part, produit peu de discours hostiles à la double nationalité, et affiche tranquillement le principe de l'allégeance perpétuelle au Royaume, la méfiance apparaît lorsqu'il s'agit du droit de vote et donc d'envisager l'intervention politique des Marocains binationaux vivant à l'extérieur dans les choix nationaux. Tout en défendant que la double nationalité en soi ne pose aucune difficulté, une grande partie des Marocains, et notamment proche du gouvernement, dit s'opposer à « la double allégeance »⁵². Ils estiment qu'un double national ne saurait exercer ses droits politiques que dans un seul pays, un débat sensible rejoignant celui du droit de vote des MRE (Marocains Résidant à l'Etranger) dans leur ensemble. Il faut en effet rappeler que les Marocains de l'extérieur n'ont jamais été en mesure de voter aux élections nationales, sauf de 1984 à 1992, malgré les dispositions juridiques le leur permettant (et renforcées encore dans la Constitution de 2011)⁵³, alors même qu'Algériens et Tunisiens peuvent depuis des décennies voter à distance. En effet, l'arrivée au pouvoir de Ben Ali en 1987 avait marqué une évolution de la politique à l'égard des Tunisiens de l'étranger. Ces derniers, perçus comme des contributeurs potentiels au développement de leur pays d'origine, ont bénéficié de facilités pour revenir et/ou investir en Tunisie, ainsi que le droit de vote aux élections présidentielles⁵⁴. L'adoption du vote à distance par les régimes marocains, tunisiens et algériens dans les années 1980 et 1990 a d'ailleurs été considérée comme un moyen de réaffirmer leur légitimité dans un contexte de contestation et/ou de transition⁵⁵. Or, le vote à distance est aussi perçu comme un vecteur de déséquilibre politique. La frilosité marocaine tient notamment à la crainte que l'expérience d'immigration et/ou de socialisation dans un pays tiers affecte le choix politique, en particulier en faveur du vote islamiste - une crainte partagée par les pays voisins, bien que le risque ne soit pas confirmé par les recherches⁵⁶, qui n'a pas empêché l'organisation des élections.

Conclusion

- 50 Le rapport à la double nationalité apparaît, au Maghreb comme ailleurs, comme une donnée sensible pour les États. La pluri-appartenance chatouille leur souveraineté et

particulièrement lorsqu'ils sont affaiblis par des difficultés de cohésion nationale, par des fragilités politiques, ou des menaces sécuritaires. Elle est aussi génératrice de conflits de compétence et de conflits de droits que des accords bilatéraux visent à prévenir et que la jurisprudence s'évertue à organiser.

- 51 Le rapport à la double nationalité constitue aussi et surtout un instrument politique qu'un certain nombre de responsables politiques manie régulièrement, tant pour écarter de possibles concurrents que pour rassembler l'opinion publique autour de l'hostilité vis-à-vis d'une altérité mise en exergue. La double appartenance est en effet souvent mal perçue par la majorité des populations, elle est jalouée par le différentiel de droits qu'elle implique – notamment en termes de mobilité –, voire suspectée par la mixité qu'elle exprime. Il est ainsi aisé, et parfois utile, de questionner la loyauté des binationaux et de justifier leur mise à l'écart. Cette attitude d'instrumentalisation de la double nationalité, que l'on retrouve régulièrement en Algérie comme en France, mais aussi à certaines périodes en Tunisie et au Maroc, se révèle d'autant plus schizophrène que la binationalité est très présente dans les élites politiques et économiques au Maghreb.
- 52 Alors même que la pluri-appartenance résulte généralement d'une richesse – des échanges, des parcours, des vies –, elle est alors souvent tue, camouflée, voire niée par ceux qui la possèdent. C'est tout le paradoxe des évolutions du droit face à la plurinationalité. Résultat des pratiques et des revendications des citoyens, le droit permet, voire favorise, la double nationalité dans l'ambition pragmatique de perpétuer le lien national, quels que soient les parcours individuels et l'effectivité du rattachement national. Parallèlement, il traduit aussi la suspicion facilement ravivée vis-à-vis des binationaux, par des dispositions visant à limiter, voire contrôler, leur implication dans la société. Il semble ainsi suggérer aux personnes plurinationales l'option de l'allégeance unique. Sans qu'aucun obstacle juridique ne soit posé à la double nationalité, les binationaux sont appelés, par la réduction de leurs droits, à faire et afficher leur choix pour une seule appartenance, afin d'être considérés comme citoyens à part entière.

BIBLIOGRAPHIE

BELKZIZ Abdelhouaed, 1967, *La nationalité dans les pays arabes*, Rabat : éd. Cahiers de l'Université de Mohamed V.

BEN ACHOUR Souhayma, 2005, « L'étranger et la nationalité tunisienne », in *L'étranger dans tous ses états*, colloque organisé à la Faculté de droit de Tunis, fév. 2005, p. 99-120.

BOUBAKRI Hassan, 2012, « De l'élan citoyen à la mise en place d'une politique migratoire en Tunisie: l'accueil des réfugiés de Libye en 2011 », *Migrations Société*, 24-143, p. 121-137.

BUTENSCHON Nils A., DAVIS Uri, HASSASSIAN Manuel (dir.), 2000, *Citizenship and the State in the Middle East – approaches and applications*, Syracuse University Press.

CASTLES Stephen, DAVIDSON Alastair, 2000, *Citizenship and Migration – Globalization and the politics of belonging*, Mendham, Suffolk : Aardvark Editorial.

CHATTOU Zoubir, BELBAH Mustapha, 2002, *La double nationalité en question*, Paris : Khartala.

CHATTOU Zoubir, 2012, « Printemps arabe et migrations – Evolution des opinions et des politiques au Maroc », *MPC Research Report 2012/08*, <http://www.migrationpolicycentre.eu/docs/MPC%20RR%202012-08.pdf>

CHEDLY Lotfi, 2006, « Double nationalité et droit applicable en matière de statut personnel », papier présenté lors des 12^e Mediterranean Research Meeting, Montecatini, Panel “Migration and Dual Citizenship in Northern Africa and the Balkans: Comparisons and Entanglements”.

DUTOIT Bernard (dir.), 1976, *La nationalité de la femme mariée*, volume 2 : Afrique, Genève : Librairie Droz.

FAIST Thomas, KIVISTO Peter (dir.), 2007, *Dual Citizenship in Global Perspective, From unitary to multiple citizenship*, NY: Palgrave MacMillan.

GEISSER Vincent, 2012, « Quelle révolution pour les binationaux ? Le rôle des Franco-Tunisiens dans la chute de la dictature et dans la transition politique », *Migrations Société*, 24-143, p. 155-178.

JAULIN Thibaut, « Géographie du vote à distance : l’élection tunisienne de 2011 à l’étranger », *L’Espace Politique* [En ligne], 23 | 2014-2, mis en ligne le 04 juillet 2014, consulté le 23 mars 2016. URL : <http://espacepolitique.revues.org/3099>

KHADIR Abdelkader, 2011, « Loyauté, loyalisme et double nationalité des hauts fonctionnaires algériens », papier présenté lors des 12^e Mediterranean Research Meeting, Montecatini, Panel “Migration and Dual Citizenship in Northern Africa and the Balkans: Comparisons and Entanglements”.

LAACHER Smain, 1987, *Questions de nationalité : histoire et enjeux d’un code*, Paris : Editions l’Harmattan.

LE FOLL-LUCIANI Pierre-Jean, 2012, « Algériens non-musulman à l’épreuve de l’indépendance », *La vie des idées.fr*, 2 avril 2012.

MAHIOU Ahmed, 2005, « La nationalité en Algérie », in *Liber Amicorum Cyrille David*, Paris : LGDJ, p. 395-407.

MEBROUKINE Ali, 2011, « Migrations, genre et relations internationales : le cas de l’Algérie », *CARIM-AS 2011/07*, EUI, RSCAS.

NATIONS UNIES, Division de la promotion de la femme, « Femmes, nationalité et citoyenneté », Département des affaires économiques et sociales, Juin 2003.

PAROLIN Gianluca P., 2009, *Citizenship in the Arab World – Kin, Religion and Nation State*, Amsterdam University Press.

PERRIN Delphine, 2007, « Identité et transmission du lien national au Maghreb – Etude comparée des codes de la nationalité », *L’Année du Maghreb*, p. 479-497.

PERRIN Delphine, 2009, “Beyond the borders: Dual nationality in Western Mediterranean Countries”, in *Mediterranean policies from above and from below*, I. Schäfer, J.R. Henry (dir.), Baden-Baden : Nomos, p. 537-561

PERRIN Delphine, 2011, “Immigration and Citizenship Law in the Maghreb – Turning Aliens into Citizens”, *EUI Working Paper RSCAS 2011/40*, EUDO Citizenship Observatory,

PERRIN Delphine, 2014, "Struggles of Citizenship in North Africa", in *The Routledge Handbook of Global Citizenship Studies*, E. Isin, P. Nyers (dir.), London, NY: Routledge, p. 230-239.

POUESSEL Stéphanie, 2016, « *Le national à distance*. Les élus de la diaspora et la circulation de normes dans la réécriture de la Constitution tunisienne », *L'Année du Maghreb* 14, à paraître.

NOTES

1. Elle vise en particulier à se prémunir de la pratique autoritaire du retrait de la nationalité des opposants.
2. Le 1er ministre tunisien, Habib Essid, déclarait dans divers médias le 22 janvier 2016 « « Nous ne pouvons tolérer que des fanatiques écerclés ayant grandi à Clichy ou à Saint-Denis viennent inculquer des valeurs étrangères à celles de la Tunisie. Notre culture se trouve à des années lumières des prêches de l'Imam de Drancy et de l'islam pratiqué dans les banlieues françaises. »
3. Dans ces trois pays, des députés et candidats ont fait des propositions pour que leur pays, à leur tour, déchoie certains individus de leur nationalité.
4. Ce questionnement investit la scène publique au Maroc et en Tunisie depuis 2011 et en Mauritanie depuis à peine plus longtemps.
5. Notamment PAROLIN G. P., 2009.
6. La Libye en est exclue, du fait de la spécificité de son cadre juridique, mais je renvoie à la lecture de mes travaux antérieurs pour en trouver une analyse.
7. J'utilise dans ce papier les termes « binationalité » et « plurinationalité » de manière indifférenciée, dans la mesure où les développements qui suivent s'appliquent à la détention de deux nationalités ou davantage.
8. BELKZIZ A., 1967 ; CHATTOU Z. et BELBAH M., 2002.
9. KHADIR A., 2011 ; CHEDLY L., 2011.
10. « Une confusion a longtemps régné en Tunisie entre nationalité tunisienne et religion musulmane, de sorte que l'on perçoit comme impossible d'avoir deux nationalités comme il est impossible de croire en deux religions », CHEDLY L., 2011.
11. Art.30 al.3 qui indiquait que la personne qui acquiert volontairement une autre nationalité ou répudie sa nationalité tunisienne devra quitter le territoire tunisien.
12. Formule similaire en Tunisie (article 30), au Maroc (article 19) et en Algérie (article 18). La loi mauritanienne l'inverse : « un Mauritanien ayant une nationalité étrangère peut être autorisé sur demande à garder la nationalité mauritanienne » par décret (art.31). Cependant, les variantes ont leur importance : le Maroc et l'Algérie ont deux alinéas dédiés à cette possibilité de perte : l'un pour le Marocain/l'Algérien acquérant volontairement à l'étranger une autre nationalité ; l'autre pour le Marocain/l'Algérien ayant une nationalité étrangère d'origine (nous soulignons). La Tunisie se contente de la première version et ignore donc les cas d'acquisition involontaire ou les cas d'acquisition en Tunisie. Seule la version mauritanienne permet d'englober tous les cas possibles, puisque l'Algérie et le Maroc, ignorent, d'une part, les cas d'acquisition volontaire d'une autre nationalité en restant au pays (un phénomène pourtant répandu en Algérie), d'autre part, les cas des personnes ayant une autre nationalité acquise, par exemple, automatiquement sans être d'origine – comme c'est le cas des enfants nés et grandis en France de parents étrangers. Ces « niches » juridiques pourraient justifier des obstacles à la perte de la nationalité.
13. NATIONS UNIES, Division de la promotion de la femme, 2003, p. 5.
14. Cette convention est entrée en vigueur en 1958 et a été ratifiée par la Tunisie en 1968.
15. Les codes marocain et mauritanien mentionnent spécifiquement cette possibilité. Ces dispositions particulières visent à répondre à la situation des femmes acquérant automatiquement, et non volontairement, une autre nationalité du fait de leur mariage,

conformément à la législation du pays de leur nouveau conjoint, comme ce fut le cas des femmes s'unissant à un ressortissant français jusqu'en 1973. Alger et Tunis se dispensent de telles précisions, la femme s'unissant à un étranger entrant dans le cadre général de la demande de perte de la nationalité.

16. Article 9.1 : « Les États parties accordent aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité. Ils garantissent en particulier que ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme, ni ne la rend apatride, ni ne l'oblige à prendre la nationalité de son mari ».

Article 9.2 : « Les États parties accordent à la femme des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants ».

17. Tunisie en 1985, Maroc en 1993, Algérie en 1996, Mauritanie en 2001.

18. Lancée par le Collective for Research and Training on Development-Action (CRTD-A) à Rabat en 1999, la campagne associait dès l'origine l'Association Démocratique des Femmes du Maroc. D'autres associations locales et institutions internationales s'y grefferont progressivement.

19. D'autres ont résisté, comme le Liban, la Jordanie ou la Syrie.

20. Elle n'aurait jamais été autorisée, à deux exceptions près, de confession juive, selon Khalid Berjaoui, le directeur du département de droit privé de la Faculté de droit de Souissi-Rabat. Des Marocains expliquent qu'un certificat de perte peut être délivré lorsqu'il est exigé pour l'acquisition d'une autre nationalité, sans que cette perte ne soit effective.

21. Cette discrimination permettrait aux enfants de mère marocaine d'obtenir la nationalité de leur père (supposément du Golfe) lorsque le père ne peut transmettre sa nationalité que si la mère ne le fait pas. Entretien avec un fonctionnaire marocain, Ministère des affaires étrangères et de la Coopération, section des études conventions administratives, 24 juin 2010.

22. En Allemagne par exemple, l'interdiction de la double nationalité est le principe mais des exceptions sont prévues lorsque perdre la nationalité d'origine est impossible ou trop difficile, ce qui est le cas de la nationalité marocaine. Voir la section 12 de la loi allemande sur la nationalité (telle que révisée en 2012).

23. Loi n° 05-02 du 25 février 2005 modifiant la loi n° 84-11 du 9 juin 1984 (code de la famille).

24. Dahir n°1-04-22 du 3 février 2004 portant promulgation de la loi n°70-03 portant code de la famille.

25. Depuis 2005, le nombre de mariages contractés par des Algériennes avec des étrangers, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger, aurait été multiplié par 15. MEBROUKINE A., 2011, p. 7.

26. Sauf si la femme perd sa nationalité d'origine du fait de son mariage avec un Tunisien : elle acquiert alors immédiatement la nationalité tunisienne (art.13).

27. Devenu un délit en Algérie avec la réforme du code pénal en 2009 (puni de 2 à 5 ans de prison, art.48) et prévu dans le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en Mauritanie (2 ans de prison, art.137 du projet).

28. Presse algérienne passim 2005.

29. Cet article réduit de manière égale, pour l'homme ou la femme étranger(e), à cinq ans le délai préalable à la naturalisation en cas de mariage conforme à la Chariaa avec un(e) ressortissant(e) mauritanien(ne).

30. A l'indépendance, l'Algérie craint en effet davantage que les « Pieds-Noirs », ces Européens nés et grandis en Algérie, souhaitent acquérir la nationalité algérienne tout en conservant leur nationalité, souvent française, et ainsi l'allégeance à l'ancienne puissance coloniale. MAHIOU A., 2005, p. 405.

31. LE FOLL-LUCIANI P.J., 2012, p. 6. Face aux vives réactions, le Ministre de la Justice de l'époque déclara : « À ceux qui estiment que c'est se rabaisser que de demander la nationalité algérienne, nous leur disons : vous n'êtes pas mûrs pour rentrer dans nos rangs ».

32. MAHIOU A., 2005, p.400.

33. Voir sur ce point MAHIOU A., 2005, p. 407, à propos du juge algérien.
34. Une accession à la nationalité par la naissance dans le pays doublée de la naissance d'un ascendant.
35. « Est Tunisien, l'enfant né en Tunisie et dont le père et le grand-père paternel y sont eux-mêmes nés. » Il peut répudier sa nationalité d'origine dans l'année précédant sa majorité, sauf s'il a contracté un engagement dans l'armée.
36. Le code civil français (art.25 et 25-1) prévoit qu'un individu « qui a acquis la qualité de Français » peut être déchu de la nationalité dans les quinze ans suivant l'acquisition s'il est condamné pour un crime ou délit tel que « l'atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation », et un « acte de terrorisme », et dans les dix ans suivant l'acquisition pour les autres motifs, notamment le fait de se livrer au profit d'un État étranger « à des actes préjudiciables aux intérêts de la France ». La « soustraction aux obligations du service national » est toujours mentionnée, mais ce dernier a été supprimé en 1996. Enfin, la possibilité de déchéance pour condamnation à une peine supérieure à cinq ans d'emprisonnement a été supprimée par la loi Guigou en 1998.
37. Interview dans *Challenges*, 30/12/2015.
38. De ces quatre États, seule la Tunisie a ratifié la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Elle a joint une réserve lui permettant la déchéance de nationalité comme prévue dans son code de la nationalité, et d'ailleurs en conformité avec l'article 8 par.3 de la Convention.
39. C'est en effet une des spécificités marquantes de l'Algérie, dont certains ressortissants bénéficient de possibilités de « réintégration » dans la nationalité française liées à la colonisation achevée en 1962. Voir code civil français, Chapitre VII « Des effets sur la nationalité française des transferts de souveraineté relatifs à certains territoires ».
40. Il n'y aurait d'ailleurs eu ni perte ni déchéance de la nationalité algérienne depuis 1992. KHADIR A., 2011.
41. Des députés marocains des partis de l'Istiqlal, du Parti Authenticité et Modernité, de l'Union Constitutionnelle et de l'Union Socialiste des Forces Populaires ont récemment déposé un projet de loi en se basant sur cette disposition du code de la nationalité, afin de retirer la nationalité marocaine aux Israéliens « résidant en territoire palestinien occupé par l'État sioniste depuis juin 1967 ». Le journal du musulman, 13 Avril 2015.
42. A la différence de la disposition française similaire (art.23-7 du code civil) qui prévoit que « le Français qui se comporte en fait comme le national d'un pays étranger peut, s'il a la nationalité de ce pays, être déclaré, après avis conforme du Conseil d'État, avoir perdu la qualité de Français ».
43. Comme c'est d'ailleurs le cas aux États-Unis.
44. A deux reprises au préalable, en 1989 (Décision n°1-D-L-CC 89 du 20/8/1989) et en 1995 (Décision n°01-D.O-CC-95 du 06/8/1995), le Conseil constitutionnel s'était opposé à l'introduction de ces exigences dans la loi électorale, estimant pour la première condition qu'elle était « à la fois extrinsèque au candidat et de nature discriminatoire » et pour la seconde que « l'exigence de la production par le candidat d'un certificat de nationalité d'origine du conjoint ne saurait être assimilée à une modalité de l'élection présidentielle et constitue, en fait, une condition supplémentaire d'éligibilité » au regard de la Constitution.
45. Art.63 : « la nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'État et aux fonctions politiques » - dont la liste sera établie par la loi.
46. Chafia Mentalecheta, députée de la communauté algérienne établie à l'étranger, fit ainsi le lien avec le débat sur la déchéance de nationalité en France, voyant dans l'article 63 une « variante de la déchéance de nationalité ». Les binationaux apparaîtraient comme des « terroristes potentiels pour l'un et subversifs républicains pour l'autre, antidémocrates pour l'un et trop démocrates pour l'autre, immigrés pour l'un et émigrés pour l'autre, nationalité à

dégrader pour l'un et nationalité à dénaturer pour l'autre, enfin cinquième colonne pour l'un et aussi cinquième colonne pour l'autre. », *Algériepatriotique*, 7 janvier 2016.

47. Certains voient dans la double nationalité « une assurance et un rempart contre d'éventuelles poursuites pénales », un « parapluie politique », avec comme illustration les affaires de corruption concernant la banque El Khalifa ou la société d'hydrocarbures Sonatrach en 2010 dans lesquelles on suppose que le double national favoriserait l'entreprise de la même nationalité que lui.

48. Le décret exécutif n°90-226 du 25/7/1990, fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'État algérien exige seulement la « loyauté » vis-à-vis de l'État, mais lors des scandales de corruption susmentionnés en 2010, « la présidence de la République algérienne a demandé la liste nominative des hauts fonctionnaires ayant la double nationalité. Plusieurs d'entre eux ont été destinataires de décisions de fin de fonctions, après qu'ils aient été amenés à choisir entre garder leur fonction ou leur nationalité étrangère. La double nationalité est considérée comme un indicateur sur le degré de loyauté des hauts responsables envers l'État. », KHADIR A., 2011.

49. En 1997, il avait été tenté d'instaurer une obligation au membre fondateur d'un parti politique d'être de nationalité algérienne d'origine ou acquise depuis au moins 10 ans. Le Conseil Constitutionnel algérien a émis un avis d'inconstitutionnalité sur cette disposition. Avis n°01.A.O.L.O/CC du 6/3/1997, sur la constitutionnalité de l'ordonnance portant loi organique relative aux partis politiques. KHADIR A., 2011.

50. Il faudra d'ailleurs réviser le code électoral modifié en 2012 qui ne présentait plus d'incapacités pour les binationaux – à l'exception de la candidature à la présidence de la République.

51. Sur l'intensité des débats et des controverses autour de l'adoption de cet article, ainsi que sur les profils des députés binationaux, voir POUESSEL S., 2016.

52. Entretien avec un responsable de la Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME), février 2011.

53. Voir notamment les critiques adressées régulièrement par l'universitaire Abdelkarim BELGUENDOUZ et notamment « Représentation parlementaire des MRE : et si l'on interprétait démocratiquement la constitution ? », publié dans « L'opinion » du 15 mars 2016

54. JAULIN T., 2014, par. 17.

55. Laurie BRAND (2010 ; 2014), citée par JAULIN, 2014, par. 12.

56. JAULIN T., 2014.

RÉSUMÉS

Ce papier compare l'évolution du droit affectant la plurinationalité dans les quatre pays maghrébins (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie) qui ont connu à cet égard des changements significatifs au cours des dix dernières années. En dépit d'une hostilité naturelle vis-à-vis des binationaux, resurgie notamment lors de la réforme de la Constitution algérienne en 2016, les réformes ont, dans l'ensemble, amené à développer la double nationalité et à faciliter la vie des binationaux. La première évolution marquante résulte de l'érosion du principe associant la famille à une nationalité unique. Déjà entamé de diverses brèches depuis les indépendances, ce principe a reçu le coup de grâce avec la vague de réformes des années 2000 qui, à l'exception de la réforme mauritanienne, avait pour impulsion et pour objet l'amélioration des droits des

femmes. Cette petite révolution, associée à d'autres - telles que les réformes constitutionnelles marocaine et tunisienne - annonce un développement quantitatif et qualitatif de la binationalité dans l'espace euro-maghrébin. Le droit traduit par ailleurs la méfiance des États maghrébins vis-à-vis d'une mixité qu'ils craignent de ne pas maîtriser, en limitant l'implication politique et sociale de ressortissants dont la double appartenance s'apparente alors à une sous-citoyenneté, alors même que la plurinationalité en tant que telle est désormais bien ancrée dans les législations.

The paper compares the evolution of law affecting pluri-nationality in the four Maghrebian countries (Algeria, Morocco, Tunisia, Mauritania), which have experienced significant changes to this regard in the last decade. Despite a natural hostility towards binationals, which notably re-emerged during the revision of the Algerian Constitution in 2016, the reforms have generally lead to developing dual nationality and facilitating binationals' lives. The first substantial evolution has resulted from the erosion of the principle associating family to a single nationality. Already impinged since independence, this principle has come to an end with the 2000s wave of reforms, which had for impetus and object the improvement of women's rights. This little revolution, associated to others - such as the revision of the Moroccan and the Tunisian Constitutions - favours a quantitative and qualitative development of dual nationality in the Euro-Maghrebian area. While pluri-nationality as such is now ingrained in legislation, law also expresses Maghrebian States' mistrust towards a mixity they cannot control: It limits the social and political implication of nationals, whose dual belonging may lead them to sub-citizenship.

INDEX

Mots-clés : Maghreb, nationalité, droit, Binationaux, genre

Keywords : nationality, Maghreb, law, Binational, gender

AUTEUR

DELPHINE PERRIN

LabexMed-Aix Marseille Université

Une binationalité « à la carte » ?

Pour une sociologie des usages publics de la « ressource binationale » : le cas des Franco-Tunisiens

Vincent Geisser

« Les nations et les droits dont elles se sont
pourvus en matière de nationalité n'aiment pas
les conflits de nationalités. Toutes et tous
travaillent à les prévenir ; toutes et tous
aimeraient une appartenance nationale exclusive
de toute autre forme d'allégeance à quelque autre
puissance, même quand celle-ci n'est pas, à
proprement parler, politique »¹.

La binationalité en procès ici et là-bas

- 1 Plus de cinquante ans après les indépendances maghrébines, qui aurait cru que la binationalité redevienne un objet de controverse publique sur les deux rives de la Méditerranée, soulevant émotions et passions, non seulement chez les leaders d'opinion (politiques, médias et intellectuels) mais aussi chez les citoyens ordinaires ?
- 2 Du côté des sociétés d'origine, le nationalisme exclusif des nouveaux États a progressivement cédé la place, au seuil des années 1990, à un « réalisme sociologique », les conduisant à reconnaître du bout des lèvres la binationalité des émigrés et de leurs enfants². Or, depuis quelques années, nous observons un certain reflux, marqué par le retour en force d'une idéologie conservatrice dans l'espace public qui les incite à adopter des mesures de plus en plus restrictives cherchant à limiter la présence des binationaux dans les institutions d'État et les mandats électifs. Sans retomber dans le « nationalisme sans concession » des premières années de l'indépendance, les sociétés du Maghreb connaissent la montée de tendances puristes, voire xénophobes, mettant en doute la sincérité de l'adhésion des binationaux à la nation d'origine. Les récentes polémiques autour des articles 51 et 73 du projet de révision constitutionnelle en Algérie³ ou de l'article 74 de la nouvelle constitution tunisienne⁴ ont été fortement médiatisées sur les deux rives de la Méditerranée. Ces « crispations constitutionnelles »

cachent, en réalité, de véritables résistances politiques, sociétales et culturelles face à l'engagement de plus en plus visibles des binationaux dans les différentes sphères sociales du pays d'origine, ces derniers étant parfois considérés comme les « enfants illégitimes » de la mère-patrie⁵.

- 3 Du côté de la société française, la publicisation polémique du débat sur la binationalité s'est produite dans le contexte fortement anxiogène de la recherche effrénée de réponses sécuritaires et judiciaires aux attentats djihadistes de janvier et novembre 2015. Les binationaux sont devenus malgré eux – on pourrait presque les qualifier de « malgré nous »⁶ – l'objet de surenchères nationalistes, favorisant un climat général de suspicion à leur égard, leur binationalité étant de plus en plus perçue comme un « facteur à risque ». Le projet de révision de la Constitution⁷ visant à déchoir de la nationalité française les personnes impliquées dans des actes de terrorisme a été perçue par nombre de Franco-maghrébins comme une mise en accusation de leur binationalité : « Car, c'est bien là le problème fondamental : il s'agit désormais d'ôter la nationalité à des Français de naissance, en les refoulant dans une nationalité d'origine qu'ils n'ont guère eu l'occasion de pratiquer. Une telle mesure induit implicitement l'idée qu'ils ne sont pas vraiment français ou, pire encore, que leur origine étrangère (algérienne, marocaine, tunisienne, turque, etc.) expliquerait leurs trajectoires criminelles et terroristes. En somme, le fond du débat ne porte pas tant sur le bienfondé de la décision de déchoir ceux qui commettent des actes terroristes [...] que de tracer une distinction imaginaire entre 'Français de naissance' issus de familles immigrées et 'Français de naissance' issus de familles françaises dites 'de souche' »⁸.
- 4 En somme, tantôt stigmatisée comme preuve d'un déficit de loyauté, tantôt valorisée comme vecteur d'enrichissement entre les pays d'origine et les sociétés d'accueil, la binationalité laisse rarement les acteurs sociaux indifférents, faisant l'objet de toutes sortes d'appropriation et d'instrumentalisation politiques, symboliques, géopolitiques, voire mercantiles. Ce n'est pas un hasard si le thème de la binationalité prend place désormais au cœur du débat public ici et là-bas, symptomatique de nos attentes, de nos angoisses et de nos peurs quant à notre destin collectif. Des deux côtés de la Méditerranée, la binationalité fait problème, dans la mesure où elle interroge sur un mode dialectique les valeurs centrales de cohésion de la société et les principes unificateurs de la nation : qu'est-ce qu'être Algérien, Marocain, Tunisien ou Français, à l'aube de ce XXI^e siècle ?
- 5 Dans ce bouillonnement des rhétoriques identitaires et des replis anxiogènes⁹, il y a pourtant un grand absent¹⁰ : les binationaux eux-mêmes. Ils sont parlés plus qu'ils ne parlent, davantage sujets qu'acteurs du débat public. Jusqu'à une époque récente, il était rare de voir des associations ou des groupes de pression de binationaux faire valoir leurs intérêts et leurs revendications sur les scènes publiques des sociétés d'origine et d'accueil. De même, les États du Maghreb persistaient à les qualifier de « résidents à l'étranger », ignorant délibérément le fait binational¹¹. Tels des fantômes hybrides ou des zombies multiculturels, les binationaux étaient condamnées à errer entre les deux rives : leur parole publique se réduisait généralement à répondre aux préjugés sur leur prétendu « malaise identitaire » ou leur « double culture » (perçue trop souvent comme une « double inculture ») ou, plus concrètement, à participer passivement à des formes de représentation purement symboliques dans les parlements nationaux ou au sein d'instances administratives sans réel pouvoir de décision. Les politiques d'allégeance pratiquées par les États apparaissaient davantage

comme des machines à nier et à broyer leur « binationalité », plus qu'à la mettre en valeur, comme s'il s'agissait d'une « scorie de l'Histoire » à cacher ou à éliminer.

- 6 Toutefois, ce tableau pessimiste sur la « position » des binationaux réduits à l'état d'ombres désincarnées planant sur la Méditerranée nous paraît à la fois caricatural et daté. Car, appréhendés sur le long terme, les attitudes et les comportements des binationaux ne se sont jamais cantonnés à la précarité identitaire et au silence total. Plus encore, au bénéfice des vagues protestataires et des mobilisations sociales qui ont traversé récemment les États d'origine et la société d'accueil (2010-2015), les binationaux se sont affirmés comme des acteurs visibles et majeurs des scènes publiques. Au-delà des discours normatifs et des postures politiques, idéologiques et/ou philosophiques, l'objectif de cet article est d'analyser les usages publics concrets de la binationalité, en axant le regard sur le cas des Franco-Tunisiens. Outre une approche sur le *temps long*, il s'agit également de réfléchir sur l'hypothèse d'un « effet révolution » sur les positionnements et les stratégies déployés par les binationaux dans l'espace public de l'Hexagone comme dans celui de l'État et/ou la région d'origine¹². En ce sens, l'événement « révolution tunisienne » doit être moins traité comme producteur d'un nouveau rapport à la binationalité que comme un révélateur d'attitudes, de comportements et de représentations inscrits plus profondément dans les trajectoires individuelles et collectives des binationaux. Pour autant, on ne peut nier complètement le fait que la situation révolutionnaire et transitionnelle, que connaît la Tunisie depuis l'hiver 2010, a aussi ouvert aux binationaux de nouveaux horizons d'action et de représentation qui nous tenterons d'analyser.
- 7 Cette contribution se fonde, d'une part, sur des matériaux d'enquêtes recueillis sur une longue période à partir de nos différents terrains en milieux franco-tunisiens (associations, collectifs, partis politiques en exil, mouvements de solidarité, etc.), et sur des données plus récentes récoltées lors de notre observation participante dans les mobilisations des binationaux durant la séquence révolutionnaire et transitionnelle (décembre 2010-juillet 2013). Pour éviter toute confusion ou mésinterprétation, nous partirons d'une définition extensive de la binationalité (le fait de jouir contemporanément de deux nationalités attesté par la possession simultanée de deux passeports et/ou cartes d'identité)¹³, avant de nous intéresser aux modalités pratiques et différenciées de son exercice qui, comme nous le verrons, dépendent à la fois des contextes socioculturels d'énonciation et d'action, la binationalité étant moins un héritage qu'une construction en perpétuel mouvement.

Émulation patriotique et mouvements protestataires : le « réveil politique » des binationaux

- 8 Des travaux de recherche récents tendent à montrer que les mouvements protestataires de l'hiver 2010-2011 déclenchés dans les sociétés d'origine (Algérie¹⁴, Maroc¹⁵ et surtout Tunisie¹⁶) ont produit chez les binationaux résidant dans l'Hexagone des logiques inédites de mobilisation sociale et politique. Si en apparence, rien de commun ne semblait réunir ces différentes catégories d'acteurs protestataires aux statuts sociaux hétérogènes (binationaux issus de l'immigration économique, binationaux issus de l'immigration étudiante, primo-migrants, membres de l'intelligentsia franco-maghrébine, réfugiés politiques, etc.), il s'est dégagé une volonté forte de participer aux « bouleversements sociopolitiques » des pays d'origine, avec le

sentiment de devoir jouer un rôle à la fois individuel et collectif. Pour cette raison, nous parlerons de « mobilisations improbables »¹⁷, motivées par des événements, certes, exceptionnels (la chute des présidents Ben Ali et Moubarak), mais, porteurs de significations durables.

1. Des mobilisations binationales unitaires mais révélatrices de profonds clivages socioculturels et politiques

- 9 En France, les manifestations de solidarité avec les mouvements protestataires tunisiens (Sidi Bouzid, Kasserine et Thala) ont débuté dès la mi-décembre 2010 (suicide par immolation de Mohamed Bouazizi), se sont poursuivies après la chute du régime de Ben Ali, avec pour point culminant les manifestations de rue du 15 janvier 2011, c'est-à-dire juste le lendemain de la fuite du dictateur déchu en Arabie Saoudite. Toutefois, dès 2008, des manifestations très localisées avaient été organisées dans la ville de Nantes (présence d'une forte communauté tunisienne originaire de la région de Redeyef), exprimant leur solidarité avec le mouvement contestataire du bassin minier de Gafsa, anticipant en quelque sorte les mobilisations futures¹⁸. Une observation sociologique des mouvements tunisiens en 2011 dans l'Hexagone - notamment dans les trois grandes métropoles : Paris, Lyon et Marseille - révèle des mobilisations relativement inédites du point de vue de la composition sociale, générationnelle, de genre, régionale et politique : tous les classes d'âge, les milieux socioprofessionnels (étudiants, commerçants, ouvriers, professions libérales, intellectuels, etc.), les origines ethno-régionales (Tunisois, Sahéliens, Jerbiens, Fréchiches, Gafsiens, Nordistes, etc.) et les affiliations philosophico-politiques (laïques, islamistes, gauchistes, nationalistes arabes, féministes, apolitiques,...) ont manifesté pour la première fois en rangs serrés pour exprimer leur joie de la chute de la dictature et leur refus d'un retour à l'autoritarisme. Dans les premières semaines qui ont suivi le départ forcé du président Ben Ali prévalait un climat à la fois patriotique et unanimiste, les participants manifestant souvent autour du drapeau tunisien (le croissant et l'étoile sur fond rouge), entonnant l'hymne national (Humat al-Hima : « Ô Défenseurs de la Nation ! Donnons ses lettres de gloire à notre temps ! Dans nos veines, le sang a tonné : Mourons, Mourons pour que vive la Patrie ! »), et scandant des slogans en faveur de la démocratie (« Liberté et dignité »). À l'emblème national tunisien se mêlaient généralement des drapeaux français, des drapeaux rouges ou des emblèmes d'autres pays arabo-maghrébins (majoritairement algérien, marocain, égyptien et amazigh¹⁹). Il est intéressant de noter que les organisateurs de ces manifestations, généralement des binationaux (étudiants ou enfants issus de l'immigration économique), ont choisi comme lieux de rassemblement des endroits emblématiques des grandes causes de démocratie française, comme par exemple la place de la République ou la place du Châtelet à Paris, la place Bellecour à Lyon ou la place des « Mobiles » sur la Canebière à Marseille, qui accueillent habituellement les grandes manifestations populaires (associatives, partisans ou syndicales). De même, ces mobilisations anti-dictature et pour la défense de la démocratie ont toujours été organisées en partenariat avec des partis politiques, des organisations des droits de l'Homme et des syndicats français, traduisant le double ancrage sociopolitique des binationaux ici et là-bas, reflétant leur volonté de faire de leur lutte contre l'autoritarisme un enjeu qui ne soit pas exclusivement nationaliste mais aussi à portée universaliste.

- 10 Il convient cependant de ne pas trop idéaliser ces mobilisations démocratiques animées par les binationaux, en versant facilement dans une représentation romantique du « peuple uni » contre la dictature. D'une part, parce que le climat unanimiste des premiers temps des mobilisations s'est vite estompé au fil du temps, faisant rejaillir les clivages sociopolitiques (islamistes/sécularistes, démocrates/nationalistes, néo-marxistes/libéraux, etc.), socioéconomiques (immigration de travailleurs/enfants d'immigrés/migrants étudiants et intellectuels), régionalistes (capitale, Sahel/régions de l'intérieur), voire éthico-religieux (modernistes/traditionnalistes) ont fini par reprendre le dessus sur les tendances unitaires. D'autre part, parce que les espoirs de changements politiques ouverts par la révolution tunisienne ont été confrontés très rapidement au « principe de réalité » de la transition politique, le consensus du départ s'effritant progressivement. Mais de tous les clivages entre binationaux, c'est sans doute celui opposant les enfants de l'immigration économique aux migrants issus de la diaspora universitaire qui a été le plus saillant, au point de devenir un facteur de division et d'éclatement du mouvement. La binationalité communément partagée par les uns et par les autres va devenir au fil du temps un vecteur de surenchère nationaliste : les binationaux issus de l'immigration intellectuelle et universitaire accusant les enfants de l'immigration économique d'être de « mauvais Tunisiens », en raison d'un supposé déficit de maîtrise de l'arabe littéraire et dialectal, et de leur inexpérience dans la société d'origine, tandis que les seconds traitent les anciens étudiants de « blédards » peu familiers de la « chose démocratique » et des arcanes de la société française²⁰. La « fracture linguistique »²¹ au sein de la communauté des binationaux résidant en France se transforme rapidement en fracture culturelle et politique, et les arguments nationalistes sont à la fois instrumentalisés et retournés pour discréditer les « concurrents ». Toutefois, ces clivages n'empêchent pas de nombreuses rencontres inédites et la mise en œuvre de projets communs, où la référence binationale se trouve valorisée et revendiquée publiquement. De ce point de vue, la binationalité, au-delà des vécus disparates et des réalités sociales hétérogènes à laquelle elle renvoie, a été un vecteur de politisation pour de nombreux binationaux qui, jusqu'à très récemment, étaient restés à la marge des enjeux politiques du pays d'origine.

2. Sortir de l'ombre : la binationalité, une ressource valorisée et revendiquée publiquement

- 11 Au regard des mobilisations observées dans l'espace public, il est clair que l'événement « Révolution » a produit un « effet accélérateur » de la politisation chez de nombreux individus issus de la diaspora tunisienne. À la veille du 14 janvier 2011, la très grande majorité des Franco-Tunisiens résidant dans l'Hexagone n'entretenaient qu'un rapport très distant avec la vie publique de l'État d'origine. Ils s'intéressaient parfois à l'histoire et à l'actualité politique du pays de leurs ancêtres mais sans vraiment s'y investir concrètement. Leur relation à la « politique au bled » se limitait généralement aux représentations médiatiques et aux anecdotes rapportées par les membres de la famille restés au pays d'origine. Seule la « cause palestinienne » semblait faire exception à la règle, puisqu'elle parvenait encore à mobiliser les « enfants de la diaspora »²² : l'engagement pour la Palestine venait compenser en quelque sorte leur absence d'engagement pour les autres « causes arabes ». Rares étaient ceux qui développaient véritablement une activité militante régulière en direction du pays d'origine, parce ça

ne les intéressait pas (phénomène de distanciation existentielle) mais aussi par peur des représailles policières sur la famille proche vivant en Tunisie. Il est vrai que des régimes comme la Tunisie de Ben Ali, la Libye de Kadhafi ou la Syrie d'al-Assad conduisaient à l'égard de leur diaspora en Europe une politique d'encadrement à la fois culturelle et sécuritaire (présence de la police politique, les mukhabarat, opérant dans les communautés émigrées), dissuadant les migrants et leurs enfants de s'engager politiquement, surtout dans les mouvements d'opposition. Or, le « printemps arabe » a produit sur les membres des nouvelles générations tunisiennes en Europe un effet de conscientisation et de désinhibition qui s'est traduit par un désir individuel et collectif de « passage au politique » : présence dans les manifestations de rue en soutien au processus démocratique, création d'organisations binationales pour venir en aide aux populations du pays d'origine, participation aux différentes échéances électorales²³, voire volonté d'exercer un mandat politique dans les nouvelles institutions représentatives de l'État tunisien (Comité de Protection de la Révolution, Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution dite « Instance Ben Achour », Assemblée nationale constituante, etc.). Rien que pour la seule « communauté tunisienne » en Europe, nous avons pu recenser, après le 14 janvier 2011 (date du départ de Ben Ali), la création d'une centaine d'associations, d'ONG, de forums, de collectifs et de sites Internet traitant de la question de la participation directe des binationaux au processus de transition politique et économique dans le pays d'origine²⁴. D'ailleurs aux premières élections libres en Tunisie, le 23 octobre 2011, une vingtaine de binationaux ont été élus au sein du nouveau Parlement²⁵. Mais le fait le plus significatif est que les binationaux, qui n'avaient pas toujours vécu d'expériences militantes avant les révolutions arabes de 2011, se sont rapidement politisés et socialisés aux enjeux de pouvoir dans la société d'immigration comme dans l'État d'origine. Sur ce plan, l'on peut conclure que l'événement « révolution(s) arabe(s) » a été à la fois un révélateur et un accélérateur de politisation « ici et là-bas ». Il a contribué à révéler une « nouvelle génération politique de binationaux », comme le relève Mohsen Dridi : « La révolution de 2010-2011 a été un formidable déclencheur d'une prise de conscience et un élan de solidarité des Tunisien-nes à l'étranger permettant une dynamisation sans précédent de la vie associative en France et ailleurs. Des dizaines voire des centaines d'associations se sont ainsi constituées dans les différents pays où résident les Tunisien-nes »²⁶. Il s'agit, certes, d'un phénomène minoritaire qui ne concerne que quelques milliers d'activistes et de militants sur près d'environ un demi-million de binationaux²⁷, mais dont la visibilité dans l'espace public est loin d'être négligeable, relançant ainsi un mouvement associatif franco-maghrébin qui avait tendance à s'essouffler ces dix dernières années.

3. Du prisme franco-tunisien à l'arabité symbolique : le retour des « grandes causes arabes » chez les binationaux ?

- ¹² Au-delà des enjeux franco-tunisiens stricto sensu, les mouvements protestataires de 2011 ont contribué à recréer au sein des milieux binationaux un « espace arabe du politique », traversé par des émotions, des débats contradictoires et des controverses publiques. Nous évoquions précédemment la montée en puissance de la « cause palestinienne » dans l'espace public français, portée entre autres par des binationaux (notamment la campagne BDS appelant au boycott des produits israéliens)²⁸. Mais, contrairement aux années 1960-1980, où les diasporas arabes étaient influencées par

des puissants courants idéologiques qui structuraient leurs représentations, leurs actions et leurs mobilisations dans les sociétés d'immigration (nationalisme arabe, marxisme, tiers-mondisme, islamisme, etc.)²⁹, les nouvelles générations de binationaux semblent davantage caractérisées par un rapport individualisé à la « chose politique », faisant leur choix personnel, en fonction des principes et des valeurs acquis au cours de leur socialisation dans la société d'accueil ou dans d'autres contextes socioculturels. Nous parlerons de phénomène de « nationalisme à la carte » ou d'« allégeance choisie », où les références nationales puisées dans les États d'immigration (France, Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, etc.) se combinent aux références à la « culture politique » des nations d'origine (Algérie, Maroc, Tunisie, etc.), mais aussi à des références plus globales aux grandes « causes arabo-musulmanes » du moment (la Palestine occupée, la Tchétchénie meurtrie, le sort des musulmans de Birmanie, le conflit en Syrie, la question des réfugiés arabes en Méditerranée, le problème djihadiste, etc.). Nous avons pu ainsi observer l'engagement de nombreux Franco-Tunisiens dans les ONG humanitaires pour venir en aide aux Syriens fuyant le conflit, organisations qui sont généralement marquées par leur opposition au régime de Bachar al-Assad, tout en condamnant les opérations terroristes menées par les djihadistes (« Ni Bachar, ni Daesh, la Syrie vivra », peut-être sur les pages Facebook de certains internautes binationaux). De même, la « question égyptienne » ne mobilise pas exclusivement des Égyptiens de France³⁰ mais aussi des Franco-Algériens, des Franco-Marocains et des Franco-Tunisiens qui débattent régulièrement sur les réseaux sociaux de la dérive sécuritaire régime autoritaire du maréchal Sissi et sur ses effets de « contagion » possibles au reste du monde arabe³¹. Sur tous ces sujets (l'avenir politique de l'Égypte, la Syrie, la Libye, etc.), les positions des acteurs binationaux vivant en Europe sont loin d'être convergentes et les débats sont souvent passionnels, comme par exemple sur le conflit syrien (pro et anti-régime), la « légitimité » du coup d'État militaire en Égypte ou la situation géopolitique en Libye. Ainsi, depuis les mouvements protestataires de 2011, la France est redevenue un lieu privilégié de débats où l'on cause ouvertement de la « politique arabe » et où les acteurs binationaux entendent participer pleinement à l'avenir politique de leurs États d'origine et à celui du monde arabe en général, sans pour autant renier leurs attaches nationales avec la société d'immigration qui constitue leur principale espace de vie et d'action.

- 13 Malgré ce processus d'individualisation de la relation à la nation d'origine (du « nationalisme total » des années 1960-1970 au « nationalisme à la carte » des années 2000), l'on ne peut passer sous silence la politique des États, dont les actions publiques à l'égard des binationaux continuent à peser sur leur destin collectif.

La politique d'allégeance de l'État tunisien à l'égard des binationaux : un nouveau paradigme ?

- 14 Dans une analyse comparative des politiques d'allégeance conduites par les États à l'égard de leurs « communautés expatriées », Stéphane Dufoix observe que « de manière générale, les situations de transition démocratique favorisent également la prise en compte des émigrés. Le passage de la dictature à la démocratie crée une situation dans laquelle la restauration d'une unité nationale par le rétablissement de procédures pluralistes de désignation des représentants rencontre les préoccupations des émigrés (c'est le cas du Mexique ou de la Grèce notamment), voire des exilés quand

le régime antérieur avait vu s'organiser une opposition politique depuis l'étranger, comme dans le cas du Chili »³². Cette observation est-elle corroborée dans le cas tunisien qui connaît depuis la Révolution du 14 janvier un retour en force de la « question des binationaux » sur la scène publique ?

- 15 Il est vrai que les mouvements protestataires en Tunisie et dans le monde arabe, en général, ont très largement révélé les failles et les limites des politiques traditionnelles d'allégeance nationale pratiquées depuis plus de cinquante ans par les États à l'égard de leurs diasporas et de leurs migrants. Car, jusqu'à une période récente, les recherches en sciences sociales se sont surtout attachées à rendre compte des registres autoritaire et « nationaliste exclusif » de ces politiques, les États d'origine considérant leurs migrants et leurs enfants comme le prolongement naturel de la communauté nationale et donc comme des « sujets expatriés » soumis totalement à la « raison d'État » et aux intérêts supérieurs de la mère-patrie. Pour cette raison, la majorité d'entre eux refusaient catégoriquement la binationalité et l'inscription de leur diaspora dans les enjeux citoyens et politiques des sociétés d'accueil. Pour les autorités politiques du pays d'origine, l'intégration et l'assimilation étaient synonymes de « trahison nationale » (connotation patriotique), voire d'apostasie³³ (connotation religieuse). Les politiques d'allégeance faisaient appel à des registres multiples, dont la religion (l'islam) et la langue (les ELCO³⁴), qui étaient des moyens pour les États de maintenir un contrôle social sur les migrants à travers les réseaux consulaires et diplomatiques. Or, les processus d'ouverture politique et culturelle amorcés par les États d'origine (politiques d'*infitah*), depuis la fin des années 1980, les ont progressivement contraints à accepter le principe de binationalité et une relative « démocratisation » dans leur gestion à distance des communautés migrantes et diasporiques. D'une certaine manière, l'on peut dire qu'ils n'avaient pas vraiment le choix, au risque de perdre toute influence sur leurs émigrés et expatriés de plus en plus rétifs à « l'autoritarisme de là-bas ». En ce sens, les politiques officielles d'allégeance ont dû intégrer une certaine dose de « pluralisme », même si les velléités autoritaires des États ont perduré (le cas de la Tunisie est ici exemplaire), notamment en ce qui concerne la surveillance politique et policière de leurs communautés expatriées. Toutefois, l'évolution la plus marquante provient des descendants de migrants eux-mêmes (les binationaux nés et socialisés dans les sociétés d'accueil) qui ont développé des attitudes et des comportements de distanciation à l'égard des États d'origine. En effet, les nouvelles générations issues de l'immigration ont contesté progressivement les modes d'allégeance autoritaires, privilégiant des formes d'allégeance librement consenties et négociées.
- 16 Les printemps arabes ont sans doute contribué à accélérer ce processus d'émancipation des binationaux à l'égard des modes autoritaires de gestion des allégeances nationales. Pour autant, ces changements ne se sont pas accomplis du jour au lendemain. Ils procèdent d'une évolution sur le *temps long* qui est loin d'être linéaire et irréversible, dans la mesure où la « tentation autoritaire » reste très prégnante dans les États d'origine. D'où la nécessité de faire un bref retour sur l'histoire de ces politiques d'allégeance.

1. Le poids de l'Histoire : une gestion autoritaire et paternaliste des allégeances nationales

- 17 Aux lendemains de son indépendance (1956), la Tunisie à l'instar de la plupart des États de la région a déployé à l'égard de ses émigrés et de ses expatriés une politique de perpétuation des allégeances nationales qui fonctionnait sur un registre exclusiviste et unanimiste³⁵. Il s'agissait de travailler les esprits migrants, afin qu'ils restent entièrement dévoués et fidèles à la mère-patrie et au régime bourguibien. Pour ces raisons, la politique officielle d'allégeance a souvent emprunté des modes autoritaire et paternaliste. Ainsi, les instances étatiques et paraétatiques avaient pour mission de contrôler et de surveiller les émigrés tunisiens en Europe, diffusant un « nationalisme officiel » qui n'autorisait aucune critique et dissidence. De manière pragmatique, l'État tunisien s'appuyait sur un réseau d'organisations sociales et sécuritaires (« les amicales ») qui était directement reliées au parti unique (le Parti socialiste destourien créé par Bourguiba en 1934) ou aux instances gouvernementales (le ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Affaires sociales). Ce « système d'amicales », implanté dans les principaux foyers d'émigration tunisienne en France (Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, etc.) répondait moins à une visée philanthropique qu'à une volonté de maintenir chez les migrants une allégeance inconditionnelle à la nation d'origine. La principale mission de ces amicales était donc d'entretenir le « mythe du retour »³⁶ et de combattre les influences politiques, idéologiques et syndicales de la société d'accueil, jugées néfastes et contraires à l'intérêt national tunisien. Selon une logique de mobilisation totale, l'allégeance au pays d'origine se confondait souvent avec la soumission au parti unique et au régime en place. Il est vrai, toutefois, que dans l'euphorie nationaliste des premières années de l'indépendance, les émigrés tunisiens ont souvent adhéré au « système amicaliste », parce qu'il répondait très largement au « projet bourguibien », fondé sur une vision romantique et exclusiviste de l'identité nationale³⁷. Dans ce contexte d'émulation nationaliste postindépendance, la question de la binationalité n'avait pas lieu d'être : elle était mentalement inconcevable, perçue comme une « trahison identitaire » ou comme l'expression d'un « reniement national ». Le contexte postcolonial a sans doute contribué à légitimer cette conception exclusiviste de la nationalité : le principal pays d'immigration (la France) étant aussi l'ancienne puissance coloniale, l'intégration sociale des émigrés tunisiens était interprétée comme une insulte à la mémoire nationaliste et la binationalité comme une forme d'indignité nationale.
- 18 Avec le recul historique, quoique l'on pense de « l'efficacité sociale » de cette politique de perpétuation des allégeances nationales, elle a produit des effets bien réels en termes de conscientisation et de socialisation des émigrés tunisiens et de leurs enfants. Elle a contribué à inculquer une forme d'idéologie nationaliste en terre d'émigration, cultivant une conception nostalgique et romantique de l'attachement à l'État d'origine. Ce « nationalisme à distance », selon la formule de Benedict Anderson³⁸, n'a pas seulement eu des répercussions dans la sphère publique (action des amicales et des réseaux consulaires), il s'est aussi invité dans la sphère intime et familiale par la volonté des parents émigrés de délivrer à leur descendance une éducation nationaliste, leur transmettant l'amour de la patrie d'origine (*al-watan*) :
- « en outre, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la nostalgie de la mère patrie nourrit, chez ces migrants aux effectifs toujours plus massifs, le sentiment

nationaliste, de sorte que les communautés déplacées seraient encore plus enclines à l'activité nationaliste que celles qui sont restées au pays »³⁹.

- 19 Toutefois, à partir du milieu des années 1980, les fondements de ce « nationalisme exclusif » ont commencé progressivement à s'effriter sous le double effet de la crise de légitimité du régime bourguibien (montée en puissance des contestations populaires) et du processus d'inclusion des émigrés tunisiens et de leurs enfants dans la société française.

2. Désenchantement national et perte d'influence du système amicaliste : la binationalité comme émancipation ?

- 20 Dès la fin des années 1970, l'État tunisien est confronté à une crise de légitimité multidimensionnelle (politique, sociale et économique) qui produit des conséquences directes sur la relation qu'il entretient avec ses émigrés et ses expatriés. Désormais, la gestion des allégeances se voit de plus en plus contestée par les migrants eux-mêmes et surtout par leur descendance socialisée dans l'Hexagone, qui remettent de plus en plus en cause les conceptions homogénéisantes de l'identité nationale⁴⁰ et les modes de gouvernance autoritaires à l'intérieur comme à l'extérieur du pays d'origine. Ce processus de distanciation des migrants à l'égard de la mère-patrie et du nationalisme exclusif a été décrit avec force et pertinence par l'écrivaine tunisienne Héli Béji sous la formule de « désenchantement national » : « Élevée dans le culte de ce qu'on appelle un 'pays neuf' comme dans une demeure dont j'ai cru pouvoir bâtir peu à peu l'image dans la réalité, et vivant cette construction comme celle de mon être propre, je découvre que les concepts auxquels j'attribuais une valeur, comme progrès, histoire, raison, lumières, etc., sont comme des clous rigides qui tentent vainement de fixer une réalité de plus en plus impalpable et glissante ».⁴¹ Toutefois, ce phénomène de désenchantement national, qui touche une partie des émigrés tunisiens, à l'horizon des années 1980, constitue moins un acte d'opposition politique au régime bourguibien qu'une forme de distanciation existentielle (routinisée par les pratiques sociales), due à leur intégration objective dans les divers champs sociaux de la société d'accueil. En effet, les migrants tunisiens s'intègrent de plus en plus aux enjeux sociaux, politiques et citoyens des pays d'accueil, sensibles aux principes et aux valeurs démocratiques des États européens, favorisant chez eux l'émergence d'un regard de plus en plus critique sur la gestion autoritaire de l'État d'origine. À partir des années 1990, malgré le caractère relativement récent de l'immigration tunisienne dans l'Hexagone, certains migrants et leurs enfants décident même d'acquérir la nationalité française bénéficiant du *jus soli* (droit du sol pour les enfants nés en France) ou de procédures de naturalisation relativement libérales à l'époque⁴². De plus, l'assouplissement de la législation française (loi du 9 octobre 1981)⁴³, qui permet aux étrangers de créer des associations sans autorisation préalable du ministère de l'Intérieur, favorise l'apparition au sein des populations issues de l'immigration maghrébine de nombreuses organisations citoyennes plus ou moins indépendantes à l'égard des États d'origine : plusieurs centaines d'associations sont créées en l'espace de quelques années entre 1981 et 1990⁴⁴. Désormais, le système des amicales et des organisations officielles directement contrôlées par le régime en place se voit concurrencer par un mouvement associatif « autonome » qui ne dépend plus directement des autorités du pays d'origine (consulats et amicales).

- 21 C'est donc dans ce contexte de crise profonde du système amicaliste et des modes de gouvernance autoritaire de la question de l'émigration, que le régime de Zine-el-Abidine Ben Ali tente de réorganiser et de redynamiser la politique d'allégeance à l'égard des expatriés et des binationaux.

3. L'héritage Ben Ali : entre normalisation sécuritaire et relance culturelle de la politique d'allégeance

- 22 Il est vrai qu'après la destitution de Habib Bourguiba et l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali, en novembre 1987, les institutions représentatives des Tunisiens à l'étranger ont connu une certaine rénovation. Le pouvoir benaliste conscient de l'usure des anciennes structures a encouragé un renouvellement partiel des cadres de l'Amicale, en faisant appel à de nouvelles têtes dirigeantes. C'est précisément dans ce contexte, qu'est créé en 1988, une nouvelle organisation paragouvernementale, l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE), qui prend notamment en charge directement la question des binationaux⁴⁵. Durant les vingt-trois ans du régime de Ben Ali (1987-2011), l'OTE a ainsi représenté l'institution centrale de la politique tunisienne en matière d'allégeance et de gestion socioculturelle de l'émigration. Elle bénéficie d'un double ancrage territorial dans le pays d'accueil et dans la société d'origine, où chaque représentation consulaire et gouvernorat tunisien dispose d'un « délégué-OTE ». Pour le régime de Ben Ali, il s'agit, d'une part, de prendre en charge l'émigration en France en favorisant le développement de structures socio-éducatives et, d'autre part, de superviser les retours périodiques au bled, conçus comme une forme de ressourcement culturel et patriotique (séjours et cours d'arabe gratuits pour les enfants et les adolescents). Pour ce faire, l'OTE entend assurer une continuité de son action à la fois dans le temps et dans l'espace : la protection et la promotion de la *tunisianité* des émigrés et de leurs enfants sont envisagées comme une œuvre quotidienne, susceptible de s'exercer en tout lieu, dans la société française, comme en Tunisie. Conscients que les nouvelles générations binationales s'intègrent inéluctablement aux sociétés d'accueil et que s'ils s'émancipent des instances de l'État tunisien, les responsables de l'OTE ne ménageront pas leurs efforts pour encadrer les émigrés et leurs enfants dans les structures officielles.
- 23 Contrainte de gérer cette distanciation inéluctable des binationaux à l'égard de l'État d'origine, l'OTE en vient à jouer sur deux registres complémentaires, celui du patriotisme hérité de la période Bourguiba et celui de l'exotisme tunisien (le jasmin, la chéchia⁴⁶, l'image de Sidi Bousaïd ou désert tunisien, etc.) qui cherchent à présenter une vision valorisante du pays d'origine, à l'instar de celle qui est vendue aux touristes européens. Les campagnes de l'OTE, via la télévision nationale par satellite (la chaîne Canal 7 est reçue par de nombreuses familles tunisiennes en France), ressemblent de plus en plus à des publicités d'agence de voyage, où la Tunisie se trouve doublement promue comme « mère-patrie » et « pays exotique »⁴⁷. Durant la période estivale, les chaînes publiques tunisiennes diffusent des émissions quotidiennes sur le retour temporaire des émigrés au bled. La plus connue d'entre elles a pour cadre le port de la Goulette dans la banlieue nord de Tunis: un journaliste, accompagné d'une assistante, réalisent des micros-trottoirs à la sortie du bateau, distribuant des jasmins et des chéchias en porte-clefs à l'emblème de la Tunisie (croissant et étoile blancs sur fond rouge). La question la plus fréquemment posée par le journaliste aux émigrés et

binationaux est : « Est-ce que tu aimes la Tunisie ? ». Et la réponse des interviewés est indubitablement la même : « Qui n'aime pas son pays ? ». L'image du vieil instituteur bourguibien tapant à coups de règle sur les doigts des enfants émigrés n'arrivant pas à prononcer correctement un mot en arabe tend à disparaître au profit de celle du jeune instituteur dandy, à peine plus âgé que ses élèves, enseignant la langue d'origine avec le sourire et distribuant des bouquets de jasmin pour les récompenser de leur assiduité.

- 24 Toutefois, ces campagnes officielles sur un registre mi-patriotique, mi-exotique, ne doivent pas faire oublier les dimensions à la fois politique et économique de l'action de l'État tunisien en direction de ses émigrés et de ses binationaux : la course aux « devisards »⁴⁸ et la perpétuation d'une logique de contrôle sécuritaire restent les principaux ressorts et objectifs de la politique d'allégeance. Le parti unique n'a d'ailleurs pas complètement disparu mais il a connu une mutation pour s'adapter aux réalités migratoires et binationales. C'est ainsi qu'en 1988 est créée le Rassemblement des Tunisiens en France (RTF), qui sous couvert d'association loi 1901, est en réalité une émanation directe du parti présidentiel, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), lui-même héritier du Parti socialiste destourien (PSD) de Bourguiba. Dans les premières années du régime de Ben Ali, le RCD a d'ailleurs bien compris l'intérêt de récupérer ce mouvement de sympathie des binationaux à l'égard du nouveau régime en impulsant la création d'une instance sans véritable attribution : le Conseil supérieur des Tunisiens à l'étranger, placé « sous le patronage du président de la République », selon formule consacrée en Tunisie, sera en réalité une coquille vide.
- 25 À partir de 1991-1992, avec le verrouillage de l'espace public (répression policière contre les islamistes finissant par toucher toutes les formes d'opposition), les vieux réflexes sécuritaires reprennent progressivement le dessus dans la politique d'allégeance. Les espoirs suscités par le « Changement du 7 novembre » s'envolent chez de nombreux émigrés tunisiens et binationaux. L'enthousiasme des premières années du benalisme cède la place à un climat de peur et de résignation. Concernant les communautés tunisiennes à l'étranger, le rôle majeur est désormais dévolu aux attachés sociaux des consulats qui, sous des apparences de gestion sociale, représentent l'œil du régime. L'attaché social est l'homme à tout faire. En principe, c'est un fonctionnaire du ministère des Affaires sociales. En réalité, il est choisi en fonction de sa fidélité au régime. C'est aussi l'œil du parti qui ne laisse aucune autonomie aux autres initiatives. Les structures amicalistes connaissent une évolution similaire, consacrant le retour d'une logique d'encadrement politique et sécuritaire au détriment de l'action culturelle en milieu émigré. De plus, dans un contexte international où le régime tunisien fait de plus en plus l'objet d'attaques de la part des ONG des droits de l'Homme (Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme, Reporters sans frontières, etc.), les institutions tunisiennes à l'étranger tendent à redevenir une pièce-maîtresse dans la politique la défense de l'image de l'État tunisien face à la montée des critiques⁴⁹. Les binationaux sont sommés d'adhérer à l'idéologie de « l'ère nouvelle » promue par les instances officielles : l'allégeance nationale se confond de plus en plus avec l'allégeance au système autoritaire et à la personne du président Ben Ali. Même si la plupart de ces organisations pro-régime font figure de coquilles vides sans véritables adhérents et militants, elles n'en remplissent pas moins une fonction de soutien au pouvoir en place, mobilisant ponctuellement les émigrés et les binationaux.

- 26 À la fin des années 1980, la Tunisie, à l'instar des autres pays du Maghreb (Algérie et Maroc), a donc été conduite de substituer à sa politique exclusiviste et rigide de gestion des allégeances nationales une nouvelle politique plus réaliste et pragmatique, prenant davantage en compte des aspirations pluralistes des émigrés et des binationaux. Dans cette perspective, le président Zine-el-Abidine Ben Ali a entamé au début de son règne une réforme en profondeur des institutions de la diaspora, en créant de nombreuses associations satellites et en favorisant des retours temporaires des migrants, via l'OTE, sous la forme de séjours linguistiques et culturels dans le pays d'origine. Les actions sociales au profit des Tunisiens de l'étranger et des binationaux (registre philanthropique) se sont ainsi combinées à des actions de surveillance (registre sécuritaire), dans le but de maintenir les émigrés et leurs enfants dans le giron du régime. Cependant, ces réformes tardives de la politique d'allégeance ont été impuissantes à enrayer le phénomène de désaffection à la fois culturelle, politique et sociétale des émigrés et des binationaux à l'égard de l'État. La contestation des modes autoritaires et paternalistes de gouvernance, qui a éclaté dans le pays d'origine, a très largement gagné les communautés tunisiennes à l'étranger. Si ces protestations ne se sont pas toujours exprimées de manière visible, elles ont été latentes : la « révolution silencieuse » du début des années 2000 a annoncé le ralliement des binationaux aux mouvements protestataires des années 2010-2011.

4. La politique d'allégeance nationale à l'épreuve de la Révolution et de la transition

- 27 Comme nous l'avons vu précédemment, les binationaux ont très largement participé aux mouvements de protestation qui ont emporté le régime de Ben Ali. Avant et après le 14 janvier 2011, ils étaient visibles dans les manifestations publiques appelant à la chute de la dictature et à l'amorce d'une transition démocratique en Tunisie. Cet engagement, certes tardif, mais visible des binationaux dans les mouvements anti-dictature a sans doute contribué à la refondation du mythe national, la nation tunisienne n'étant plus exclusivement définie par rapport à des frontières territoriales mais en référence à un peuple ancré à la fois dans le territoire national d'origine et les territoires d'émigration et d'exil. Ce mythe d'une identité nationale « transfrontalière » - à ne pas confondre avec le transnationalisme - a fonctionné pour un temps sur un mode unanimiste (référence à l'unité du peuple tunisien) et a produit des conséquences directes sur les manières de concevoir l'intégration nationale des binationaux : dès le début, ces derniers ont été appelés à participer aux nouvelles institutions de la démocratie tunisienne, que ce soit le Conseil de Protection de la Révolution, puis la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique (dite « Instance Ben Achour » du nom de son président) et à l'Assemblée nationale constituante, élue le 23 octobre 2011⁵⁰. Dès novembre 2001, le premier gouvernement de la transition démocratique décide de créer un Secrétariat d'État aux migrations et aux Tunisiens à l'étranger (dont le titulaire, Hocine Jaziri, est père de binationaux) et relance simultanément le projet d'un Conseil représentatif des Tunisiens de l'étranger qui serait élargi aux binationaux qui n'ont jamais vécu dans le pays d'origine⁵¹. Dans toutes ces institutions transitionnelles, les binationaux ont été reconnus pleinement comme électeurs et éligibles, sans que cela fasse débat contradictoire⁵². Au contraire, dans les premiers mois de la Révolution, les binationaux ont même joui d'un statut symboliquement valorisé dans l'espace public

tunisien, du fait que figuraient parmi eux de nombreux dissidents et opposants historiques à la dictature, comme par exemple les membres du parti islamiste réformiste Ennahda, qui ont connu l'exil forcé durant les vingt-trois années du régime de Ben Ali, ou encore les anciens militants d'extrême gauche qui avaient pris majoritairement la nationalité française. Dans ce contexte d'effervescence révolutionnaire et démocratique, la binationalité n'est plus vécue comme une « nationalité amputée » ou une « nationalité de papier » mais, comme l'expression d'un attachement encore plus profond à la nation d'origine que le temps et l'éloignement géographique ne sont pas parvenus à effacer.

- 28 Toutefois cette euphorie démocratique à l'égard des binationaux présentés comme co-acteurs de la Révolution masque, en réalité, de nombreux non-dits et malentendus.
- 29 D'une part, parce que la catégorie binationale recouvre des trajectoires migratoires et des statuts sociaux très hétérogènes. Au regard des premières données biographiques recueillies par les chercheurs, les binationaux qui ont véritablement « fait leur place » dans les nouvelles institutions de la transition sont ceux issus de l'émigration étudiante et intellectuelle, qui ont généralement vécu dans le pays d'origine jusqu'à leur majorité. Tandis que les enfants issus de l'émigration économique sont peu représentés, voire quasiment exclus des nouvelles instances. D'entrée, les descendants de travailleurs émigrés ont été frappés d'illégitimité, du fait d'une faible maîtrise de la langue arabe dialectale (*darija*) et littéraire (*fousha*) mais aussi de nombreux préjugés culturalistes et misérabilistes véhiculés à leur encontre, les présentant comme des individus « entre deux cultures », incapables de s'intégrer ici et là-bas. En dépit de trajectoires de mobilité sociale ascendante, les enfants de l'émigration économique ont été frappés de « double illégitimité » évoquée par Abdelmalek Sayad, alors que ce sont précisément eux qui auraient pu apporter des compétences et des savoirs en matière de gouvernance démocratique.
- 30 D'autre part, parce que la « ressource binationale » est profondément ambivalente et réversible. Valorisée dans les premiers temps de la Révolution sur le mode de la communion patriotique et du retour de tous les Tunisiens dans le giron national, très rapidement elle a fait l'objet d'accusation et de mise en suspicion, entretenant des visions complotistes, selon lesquelles les binationaux formeraient un « lobby » jouant contre l'intérêt national tunisien. La montée en visibilité des binationaux au sein des nouvelles instances parlementaires et gouvernementales a suscité de nombreuses « jalousies chauvines » et de controverses publiques, révélatrices de la prégnance de conceptions puristes de l'identité tunisienne, au point de faire des binationaux des boucs-émissaires des échecs de la transition politique, des problèmes économiques et de la menace djihadiste⁵³.
- 31 Pour toutes ces raisons, une analyse sociologique des usages publics de la binationalité doit s'efforcer de rendre compte de la diversité des contextes d'énonciation, de la multiplicité des stratégies des acteurs sociaux et surtout des processus de réversibilité. Dans la période actuelle, où nous vivons des crispations anxieuses aussi bien dans les États européens que maghrébins, se manifestant par des replis d'ordre identitaire et sécuritaire, la binationalité apparaît pour ses porteurs comme une ressource précaire, voire risquée.

De quoi la binationalité est-elle le nom : post-nationalisme, transnationalisme, nationalisme à distance...?

- 32 Des recherches pionnières de Robert E. Park⁵⁴ sur la double appartenance de l'individu-migrant aux études de référence de Benedict Anderson sur « le nationalisme à distance »⁵⁵, en passant par les travaux plus récents de Gabriel Sheffer⁵⁶, Nina Glick et Georges Eugen Fouron⁵⁷, Denys Cuche, Stéphane Dufoix⁵⁸ ou Riva Kastoryano⁵⁹, tous soulignent la persistance des sentiments patriotiques chez les migrants et leurs descendants, y compris après plusieurs générations de résidence dans les sociétés d'immigration. Ces auteurs ont montré que, contrairement au nationalisme diasporique tel qu'il s'est incarné, par exemple, dans l'expérience historique du sionisme aux XIX^e-XX^e siècle, l'objet du « nationalisme à distance » n'est pas tant de créer un nouvel État nation que de perpétuer au sein des sociétés d'immigration et d'exil un sentiment national à l'égard de l'État d'origine. Pour cette raison, le « nationalisme à distance » ne constitue pas une invention *ex-nihilo* mais un prolongement du nationalisme de la patrie d'origine, qui n'exclue pas bien sûr des phénomènes de réappropriation et de réinterprétation critiques par rapport au nationalisme originel de la mère-patrie. Il ne se résume pas en une reproduction pure et parfaite du nationalisme du pays d'origine mais induit toujours une part d'innovation et de création, nourri et enrichi par l'expérience sociale de la migration et de l'exil : « le nationalisme reproduit et diffusé par les États d'origine des migrants se trouve réinterprété et réapproprié en situation d'immigration et de minorité, et, en retour, redéfinit le contenu du nationalisme du pays d'origine »⁶⁰.
- 33 Toutefois, nous refusons de souscrire aux thèses « à la mode » du *transnationalisme* ou du *postnationalisme*, comme si le « nationalisme à distance » induisait nécessairement un dépassement du cadre de l'État-nation. Au contraire, et c'est l'une des conclusions principales de notre recherche, les mobilisations des binationaux véhiculent des enjeux et des logiques nationalistes totalement assumés qui, de manière paradoxale, réhabilitent doublement l'État-nation par une identification à la fois à l'État de résidence (la France) et à l'État d'origine (la Tunisie) : *une binationalité affichée sans complexe mais, plus encore, un binationalisme revendiqué publiquement*⁶¹. De ce fait, les revendications portées par les binationaux n'expriment pas une négation ou un dépassement de l'État-nation mais, au contraire, ils constituent la preuve vivante de sa résilience dans les imaginaires individuels et collectifs des migrants et de leurs descendants. Sur ce plan, nous partageons l'approche critique de Kymlicka Will qui réfute catégoriquement les théories en vogue du « postnational » qui conduisent, selon lui, à une impasse théorique : « C'est précisément en tant qu'éléments de la nation, nés et élevés dans la mère patrie, qu'ils affirment leur droit à participer à la vie politique de celle-ci. Ils sont même, bien souvent, plus nationalistes que leurs compatriotes restés au pays et œuvrent à défendre sa souveraineté nationale contre ce qu'ils perçoivent comme l'« ingérence étrangère » des organisations internationales. Il n'y a là rien de vraiment « postnational » : c'est au contraire de la politique nationaliste dans tous les sens du terme. Cela signifie que ni le fait de plus en plus fréquent chez les migrants d'avoir la double nationalité ni leur activité politique croissante ne constituent un dépassement de la communauté nationale territorialement définie. Ces migrants sont très littéralement des binationaux, non des postnationaux, et tout indique qu'ils sont

aussi attachés que n'importe quel sédentaire à l'idée que la politique se déploie avant tout dans un cadre national »⁶².

- 34 Certes, les phénomènes de mondialisation culturelle qui touchent aussi bien les pays d'immigration que les sociétés d'origine ont contribué à bouleverser la manière dont les binationaux conçoivent et vivent concrètement leurs identités nationales : celles-ci échappent de plus en plus aux interprétations exclusivistes et puristes et relèvent d'un processus d'hybridation. Mais la mondialisation n'a pas remis en cause fondamentalement les manifestations de nationalisme à distance⁶³.
- 35 En définitive, les revendications binationales se fondent sur un mouvement dialectique combinant, d'une part, l'héritage nationaliste passé à un processus de réinvention identitaire permanent et, d'autre part, une double inscription imaginaire à la fois dans l'espace national de l'État d'immigration et dans celui de l'État d'origine. Le référent national se retrouve doublement valorisé ici et là-bas. Comment ne pas penser, en effet, que la résilience des pulsions populistes et nationalistes observée dans la majorité des États européens, dont le France, ne contribuent pas à réveiller chez les binationaux un puissant sentiment d'identification aux États d'origine (Algérie, Maroc et Tunisie), bien que celui-ci se limite généralement à des formes d'expression symbolique ?

BIBLIOGRAPHIE

ABASSI Driss, 2005, *Entre Bourguiba et Hannibal. Identité tunisienne et histoire depuis l'indépendance*, Paris : Karthala, coll. « Hommes et Sociétés ».

ANDERSON Benedict, 1988, « Long Distance Nationalism », *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia and the World*, London: Verso, p. 58-74.

BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, BOUBEKEUR Ahmed, 2015 *Le Grand Repli*, Paris : La Découverte.

BARRADA-BOUSTA Hayat, 2012, « Soulèvement au Maroc et engagement des Marocains en France », *Migrations Société*, vol. 24, n°143, septembre-octobre, 139-153

BEAUGRAND Claire, GEISSER Vincent (a), 2014, « Quand les révolutions arabes favorisent le retour au pays. Diasporas, migrants, exilés au cœur des transitions politiques », *Orient XII*, novembre : <http://orientxxi.info/lu-vu-entendu/quand-les-revolutions-arabes-favorisent-le-retour-au-pays,0748>

BEAUGRAND Claire, GEISSER Vincent (b), 2014, « Immigrés, exilés, réfugiés, binationaux, etc. : les 'enfants illégitimes' des révolutions et des transitions politiques ? », *Migrations Société*, vol. 26, n° 156, Paris : CIEMI, novembre-décembre 2014, p. 3-16.

BEAUZAMY Brigitte, 2012, « Les diasporas dans les conflits à l'épreuve des études sur la mondialisation », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 23 | 2012, p. 77-88.

BÉCHIR-AYARI Michaël, 2009, *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Michel Camau, Université Paul Cézanne/Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

BEJI Hélé, 1982, *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris : éditions François Maspéro, 1982.

COLLOVALD Annie, MATHIEU Lilian, 2009, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. », *Politix* 2, n° 86, p. 119-143.

CUCHE Denys, 2009, dans « L'homme marginal » : une tradition conceptuelle à revisiter pour penser l'individu en diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales* [En ligne], vol. 25, n° 3 : <https://remi.revues.org/4982>

DIECKHOFF Alain, JAFFRELOT Christophe, 2004, « La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation », *Critique internationale* 2, n° 23, p. 129-130.

DRIDI Mohsen, 2013, « Les associations de Tunisien-nes à l'étranger : D'où vient-on ? Où va-t-on ? », septembre, consulté le 18 février 2016, <http://menzelbourguiba-ex-ferryville.over-blog.fr/les-associations-de-tunisien-nes-%C3%A0-l%E2%80%99C3%A9tranger-d%E2%80%99o%C3%B9-vient-on-o%C3%B9-va-t-on>

DUMONT Antoine, 2011, « De Redeyef à Nantes : mobilisation sociale et migration internationale », *Revue Tiers Monde*, n° 5, p. 47-66.

DUFOIX Stéphane, 2010, « 'Un pont par-dessus la porte'. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales, dans Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff et Anne de Tinguy, *Loin des yeux, près du cœur*, Paris : Presses de Sciences Po, coll. « Académique », p. 15-57.

GEISSER Vincent, KELFAOU, Schérazade, 2001 « La nation d'origine réinventée. La persistance du 'mythe national' chez les Français originaires du Maghreb », *Confluences Méditerranée*, 39 (4), p. 27-35.

GEISSER Vincent, 2012, « Quelle révolution pour les binationaux ? Le rôle des Franco-Tunisiens dans la chute de la dictature et dans la transition politique », *Migrations Société*, vol. 24, n° 143, septembre-octobre, p. 155-178.

GEISSER Vincent, 2015, « Déchoir de la nationalité des djihadistes '100 % made in France' : qui cherche-t-on à punir ? », *Migrations Société*, vol. 27, n° 162, novembre-décembre, p. 3-14.

GLICK SCHILLER Nina, FOURON Georges Eugene, 2001, *Georges Woke Up Laughing. Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham NC: Duke University Press.

HADJAB Warda, 2014, « Alger-Paris, aller-retour : chemins d'une dissidence publique », communication au colloque international WFAW « Diasporas, migrants et exilés : quels rôles dans les révolutions et les transitions politiques du monde arabe ? », Tunis, 16-17 octobre.

HECKER Marc, 2012, *Intifada française ? De l'importation du conflit israélo-palestinien*, Paris : Ellipses.

HORCHANI-ZAMITI Malika, 1993, « Tunisie : des intérêts incompatibles », dans « Chronique des Maghrébins en Europe », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Paris : CNRS-Éditions, p. 790-796.

JAULIN Thibaut, 2014, « Géographie du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger », *L'Espace Politique* [En ligne], 23 | 2014-2, mis en ligne le 04 juillet 2014, consulté le 17 février 2016. URL : <http://espacepolitique.revues.org/3099>

KASTORYANO Riva, 2006, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, 4, vol. 56, p. 533-553.

LABAT Séverine, 2012, « Les binationaux franco-algériens : un nouveau rapport entre nationalité et territorialité », *Critique internationale* 3, n° 56, p. 77-94.

LAMBLIN Célia, 2014, « L'événement 'Révolution' comme point de bifurcation dans les parcours individuels des migrant-e-s égyptien-ne-s en France ? », colloque international WFAW

« Diasporas, migrants et exilés : quels rôles dans les révolutions et les transitions politiques du monde arabe ? », Tunis, 16-17 octobre 2014

LIMAM Wajdi, 2015, *Processus de transition politique tunisien. De la mutation du champ militant des Tunisiens en France à la production de nouvelles subjectivités diasporiques (2011-2013)*, mémoire de Master 2 mention « Etudes politiques », sous la direction de Hamit Borzaslan, EHESS, 116 p.

MAMARBACHI Alexandre, 2013, « Comment traiter la question des émotions dans le cas des mobilisations en faveur de la cause palestinienne ? », communication au 12^{ème} Congrès de l'Association française de science politique, Paris, 2013 : <http://www.afsp.info/congres2013/ateliersdoctoraux/ad4mamarbachi.pdf>

PARK Robert E, 1928, "Human Migration and the Marginal Man", *American Journal of Sociology*, 37 (6), p. 881-893.

PEREZ Déborah, 2014, « Être député après l'exil : stratégies d'ancrage et de légitimation d'une élite militante revenue en Tunisie après le 14 avril », Colloque international du programme WAFAW : « Diasporas, migrants et exilés : quels rôles dans les révolutions et les transitions du monde arabe ? », Tunis, 15, 16 et 17 octobre 2014.

PONTY Jeanine, 2003, « Les étrangers et le droit d'association au XX^e siècle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 69, p. 24-25.

POUESSEL Stéphanie, 2016, « Le national à distance. Les élus de la diaspora et la circulation de normes dans la réécriture de la Constitution tunisienne », *L'Année du Maghreb* 14, à paraître.

SAYAD Abdelmalek, 1999, « La naturalisation », dans *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Seuil, p. 163-169.

SAYAD Abdelmalek, 2006, « Exister, c'est exister politiquement », *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 2 - Les enfants illégitimes*, Paris : Raisons d'Agir, p. 13-44.

SCHAEFFER Fanny, 2001, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 17, n°1, p. 165-176.

SCHIFF Claire, 2016, *Beurs & Blédards. Les nouveaux arrivants face aux Français issus de l'immigration*, Paris : éditions Le Bord de l'eau, 258 p.

SELIM Hebba, 2016 « La Constitution et les binationaux: Les articles 51 et 73 alignent l'Algérie sur un nombre restreint de pays », *Huffpost Algérie*, 23/01/2016 : http://www.huffpostmaghreb.com/2016/01/23/algerie-constitution-binationaux_n_9061784.html

SHEFFER Gabriel, 2003, *Diaspora politics. At Home Abroad*, New York : Cambridge University Press.

WEIL Patrick, 2003, « Nationalité : l'originalité française », *Études*, 3 (Tome 398), p. 321-331.

WEIL Patrick, 2015, « Des effets destructeurs pour la cohésion entre les Français », entretien, *Libération*, 3/12/2015 : http://www.liberation.fr/france/2015/12/03/patrick-weil-des-effets-destructeurs-pour-la-cohesion-entre-les-francais_1418150

WIHTOL DE WENDEN Catherine, 1988, *Les immigrés et la politique. Cent-cinquante ans d'évolution*, Paris : Presses de la FNSP, 1988.

WILL Kymlicka, 2004, « Le mythe de la citoyenneté transnationale », *Critique internationale*, 2 n°23, p. 97-111.

NOTES

1. SAYAD A., 1999, p. 349.
2. GEISSER V., KELFAOUI S., 2001, p. 27-35.
3. HEBBA S., 2016.
4. POUESSEL S., 2016.
5. SAYAD A., 2006, p. 13-44.
6. Formule employée pour désigner les Alsaciens-Mosellans engagés de force dans l'armée allemande entre 1940 et 1945 qui prend ici bien sûr à un tout autre sens.
7. WEIL P., 2015.
8. GEISSER V., 2015, p. 11.
9. BANCEL N., BLANCHARD P., BOUBEKEUR A., 2015.
10. SAYAD A., 1999.
11. Le Maroc jusqu'à une date récente a adopté la position la plus radicale sur ce sujet. On rappellera la déclaration publique du roi Hassan II en 1989 : « Je suis contre l'intégration, pour la simple raison que pour moi, il n'y pas des Marocains nés au Maroc, et des Marocains nés en France et élevés en France. Les deux sont électeurs éligibles. Et quand je dis aux Marocains "Marchez" [allusion à la "marche verte" au Sahara en 1975] et qu'ils ont marché, surtout quand je leur ai dit "Arrêtez-vous" et qu'ils se sont arrêtés...je suis contre l'intégration dans un sens ou dans l'autre », émission « L'Heure de Vérité », Antenne 2 (France 2), le 19 décembre 1989.
12. BEAUGRAND C., GEISSER V., 2014 a et b, p. 3-16.
13. LABAT S., 2012, p. 77-94.
14. HADJAB W., 2014.
15. BARRADA-BOUSTA H., 2012, p. 139-153.
16. LIMAM W., 2015. Sur le même sujet : GEISSER V., 2012, p. 155-178.
17. Sur la notion de « mobilisations improbables », COLLOVALD A., MATHIEU L, 2009, p. 119-143.
18. DUMONT A., 2011, p.47-66.
19. Notons que l'emblème amazigh est de plus en plus visible dans les manifestations publiques en France, révélateur d'une montée des revendications berbéristes au sein des populations héritières de l'immigration maghrébine qui ne sont pas incompatibles avec l'expression d'un fort sentiment national algérien, marocain ou tunisien.
20. SCHIFF C., 2016, 258 p.
21. POUESSEL S., 2014.
22. HECKER M., 2012.
23. JAULIN T., 2014.
24. Parmi les organisations de binationaux et de résidents tunisiens à l'étranger créées aux lendemains de la Révolution du 14 janvier, on peut citer entre autres: l'Union pour la Tunisie (UNIT, Paris), T2Rives (Paris), « Jasmin Tunisie : liberté et démocratie » (Toulouse), le Collectif rhônalpin pour la Liberté et la démocratie en Tunisie (Lyon), le Collectif de Solidarité active pour la Tunisie (COSA, Grenoble), « Tunisie Jasmin (Marseille), La Voix des Tunisiens en France (VTF, Nice), etc. Pour un recensement détaillé, cf. DRIDI M., 2013.
25. PEREZ D., 2014.
26. DRIDI M., 2013.
27. Il s'agit d'une estimation car il est difficile d'avoir des chiffres précis sur le nombre d'individus possédant à la fois un passeport tunisien et un passeport français (ou celui d'un autre pays européen), d'autant que de nombreux individus français issus des communautés juives tunisiennes sont aussi dans ce cas-là.
28. MAMARBACHI A., 2013.
29. BÉCHIR-AYARI M., 2009.
30. LAMBLIN C., 2014.

31. Veille Internet conduite par l'auteur de l'article depuis 2011 auprès de plus de 3000 profils de binationaux inscrits sur le réseau social Facebook.
32. DUFOIX S., 2010, p. 41.
33. Le fait de renoncer à sa religion de naissance (*irtidâd* en arabe).
34. Enseignement des langues et cultures d'origine procédant d'accords bilatéraux entre l'État français et les États d'origine (Algérie, Maroc, Tunisie, Turquie, etc.).
35. SAYAD A., 1999.
36. SCHAEFFER F., 2001, p. 165-176.
37. ABASSI D., 2005.
38. ANDERSON B., 1998, p. 58-74.
39. DIECKHOFF A., JAFFRELOT C., 2004, p. 129-130.
40. KASTORYANO R., 2006, p. 544.
41. BÉJI H., 1982, p. 73.
42. WEIL P., 2003, p. 321-331.
43. PONTY J., 2003, p. 24-25.
44. WIHTOL DE WENDEN C., 1988.
45. L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) est créé en juin 1988 par l'article 14 de la loi n° 60-88 du 2 juin 1988, avec « pour mission générale de fournir au gouvernement les éléments et les données lui permettant de mettre en œuvre une politique d'encadrement et d'assistance aux Tunisiens résidents à l'étranger » : <http://www.ote.nat.tn/index.php?id=68>
46. Couvre-chef traditionnel en laine dont la Tunisie est la principale productrice et exportatrice dans le monde. Généralement, la chéchia est rouge, rappelant la couleur du drapeau tunisien.
47. HORCHANI-ZAMITI M., 1993, p. 790-796.
48. Ce terme désigne en dialecte franco-tunisien les détenteurs de devises étrangères.
49. Comme par exemple, l'Association de défense des Tunisiens à l'étranger (ADTE), dont l'objectif principal n'est pas tant de défendre les intérêts des émigrés et de leurs enfants que de riposter aux attaques lancés par les milieux dissidents contre le régime de Ben Ali.
50. PEREZ D., 2014. POUESSEL, S., 2016.
51. LIMAM W., 2015.
52. Selon les articles 53 et 54 de la nouvelle Constitution tunisienne, les binationaux sont électeurs et éligibles à l'Assemblée des représentants du peuple (chambre unique du parlement). En revanche, selon l'article 74, en cas d'élection à la magistrature suprême (la présidence de la République), ils doivent renoncer à leur deuxième nationalité. L'article de la Constitution est formulé ainsi : « La candidature à la présidence de la République est un droit pour toute électrice et pour tout électeur jouissant de la nationalité tunisienne par la naissance, et étant de confession musulmane. Le jour du dépôt de candidature, le candidat doit être âgé de 35 ans minimum. S'il est titulaire d'une autre nationalité que la nationalité tunisienne, il doit présenter dans le dossier de candidature un engagement stipulant l'abandon de l'autre nationalité à l'annonce de son élection en tant que Président de la République ». Source : <http://majles.marsad.tn/fr/constitution/5/article/74>
53. « La double nationalité provoque des cris et des jets de papiers à l'ANC », *Business News*, 20/01/2014 : <http://www.businessnews.com.tn/la-double-nationalite-provoque-des-cris-et-des-jets-de-papiers-a-lanc-video,534,43690,3>
54. PARK R. E., cité par CUCHE D., 2009.
55. ANDERSON B., 1988.
56. SHEFFER G., 2003.
57. GLICK SCHILLER N., FOURON G. E., 2001.
58. DUFOIX S., 2010.
59. KASTORYANO R., 2006.
60. KASTORYANO R., 2006, p. 539.

61. Souligné par l'auteur.
 62. WILL K., 2004, p. 100.
 63. BEAUZAMY B., 2014, p.79.
-

RÉSUMÉS

Au-delà des approches juridiques et philosophiques, cet article a pour objectif de poser les jalons d'une analyse sociologique de la binationalité, en s'intéressant plus particulièrement à ses usages publics. À partir d'une observation empirique conduite auprès de Franco-Tunisiens engagés sur les scènes publiques de l'Hexagone (la France) et du pays d'origine (la Tunisie), il tend à montrer l'émergence d'un nouveau rapport individuel et collectif à la binationalité qui n'est plus simplement contraint et subi mais aussi choisi et négocié. Une telle évolution oblige également les États à prendre en compte les aspirations pluralistes des binationaux et à réviser en profondeur leurs politiques d'allégeance.

Beyond the legal and philosophical approaches, this article aims to lay the foundations for a sociological analysis of dual nationality, focusing particularly on its public uses. Based on an empirical observation conducted among Franco-Tunisian engaged in public spheres in France and in the country (Tunisia), the paper suggests the emergence of a new individual and collective relationship in which dual nationality is not merely constrained and suffered, but also chosen and negotiated. This evolution requires states to take into account the pluralistic aspirations of binationals and thoroughly review their policies of allegiance.

INDEX

Mots-clés : binationalité, nationalismes, Tunisie, France, autoritarisme
Keywords : Binationality, nationalisms, Tunisia, France, authoritarianism

AUTEUR

VINCENT GEISSER

IREMAM-CIEMI-WFAW, Chargé de recherche au CNRS à l'IREMAM, président du Centre d'information et d'études sur les migrations internationales (CIEMI), membre du programme européen WFAW (When Authoritarianism Fails in The Arab World).

Entre remise en cause des appartenances nationales et attachement symbolique à la double nationalité : les descendants d'immigrés méditerranéens et d'exilés espagnols en France face à la double nationalité

Évelyne Ribert

- 1 La double nationalité est souvent présentée comme une menace pour le sentiment d'appartenance nationale. Les binationaux sont fréquemment suspectés de ne se sentir membres que d'un seul pays et d'avoir acquis ou conservé l'autre nationalité pour des motifs instrumentaux. Leur loyauté est mise en doute. Pour autant, ce sont les États qui fixent les règles d'attribution, d'acquisition et de maintien de leur nationalité. Et si régulièrement, des dirigeants politiques proposent de supprimer la possibilité de bénéficier d'une plurinationalité, les États du pourtour méditerranéen, en général, la préservent afin de ne pas perdre de ressortissants.
- 2 Que représente pour les intéressés la binationalité ? Quelles significations confèrent-ils à leurs deux nationalités ? Et comment se fait leur choix en la matière ? Leur binationalité reflète-t-elle la pluralité de leur sentiment d'appartenance ?
- 3 Cet article se propose d'analyser la signification de l'appartenance nationale et de la binationalité pour deux populations très différentes : les enfants nés en France de parents étrangers originaires du pourtour méditerranéen d'un côté, de l'autre, les descendants d'exilés espagnols arrivés en France suite à la Guerre d'Espagne entre 1936 et 1939. Il ne s'agit ici nullement de comparer ces deux populations, très hétérogènes, et rencontrées dans le cadre d'enquêtes différentes, mais simplement, à travers le

deuxième exemple, de proposer un contre-point, et de souligner le contraste entre les attitudes des unes et des autres.

- 4 L'enquête auprès des enfants nés en France de parents étrangers a été réalisée en 1995 et 1996, alors que la loi Méhaignerie était en vigueur. Cette loi, votée le 22 juillet 1993 et abrogée par la loi Guigou du 16 mars 1998 obligeait ces enfants, s'ils souhaitaient devenir français, à en manifester la volonté entre 16 et 21 ans¹, autrement dit à en faire eux-mêmes explicitement la demande auprès des institutions compétentes, alors qu'auparavant et ultérieurement cette acquisition était automatique à la majorité s'ils remplissaient une condition de résidence de cinq ans sur le territoire². Cette réforme m'a donné l'occasion de cette enquête : elle permettait d'interroger les jeunes sur le choix qu'ils allaient faire, autrement dit sur quelque chose de concret, pour en saisir les significations. Le terrain a donc été circonscrit à ceux qui étaient concernés, à savoir des jeunes âgés de 16 à 21 ans et nés de parents espagnols, portugais, marocains, tunisiens et turcs qui constituaient à l'époque, d'après les statistiques, l'essentiel des intéressés³. Afin de diversifier l'échantillon, trois lieux d'enquête avaient été choisis : le XVI^e arrondissement de Paris, Saint-Denis en Seine Saint-Denis et Mantes-la-Jolie dans les Yvelines. Les 50 jeunes rencontrés, avec lesquels des entretiens approfondis ont été effectués, présentent des caractéristiques variées en ce qui concerne le sexe, la nationalité d'origine, le niveau d'étude et la profession des parents, même si les enfants d'ouvriers sont surreprésentés.
- 5 L'enquête auprès des descendants d'exilés espagnols en France portait sur un tout autre sujet : la transmission ou non de l'histoire migratoire familiale au sein de la famille. Elle a été menée en 2007 et 2008 auprès de 20 personnes appartenant à 10 familles au cours de 16 entretiens individuels ou collectifs. Le premier contact avec les intéressés avait été noué lors d'une exposition, « Portraits d'immigration, un siècle d'immigration espagnole en France » présentée en octobre 2007, dans des locaux associatifs à Saint-Denis, qu'ils étaient venus voir.
- 6 Un entretien avait d'abord été sollicité auprès des visiteurs puis auprès d'autres membres de leur famille. Au cours de celui-ci, la question de la nationalité avait été abordée spontanément par huit personnes en raison de la récente loi espagnole connue sous le nom de « Loi de la mémoire historique »⁴ (2007) qui permettait aux descendants des exilés de recouvrer ou d'acquérir la nationalité espagnole, perdue par leurs parents, suite à leur naturalisation, à un mariage avec un Français (pour les femmes) ou à une décision de l'État franquiste. Les enfants et petits-enfants des exilés pouvaient demander la nationalité espagnole si leur ascendant avait quitté l'Espagne entre le 18 juillet 1936, date du début de la Guerre civile, et le 31 décembre 1955. Le dossier devait être déposé entre le 29 décembre 2008 et le 27 décembre 2011. Parmi les personnes rencontrées, quatre s'interrogeaient ou s'étaient interrogées sur le fait de demander la nationalité espagnole, deux l'avaient obtenue une dizaine d'années auparavant et une avait déposé un dossier.
- 7 Je présenterai d'abord la signification de l'appartenance nationale et de la binationalité pour les jeunes nés en France de parents étrangers, avant d'exposer, en contre-point, ce qu'elle représente pour les descendants des exilés rencontrés.

Les jeunes nés en France de parents étrangers et l'appartenance nationale

1. Le choix de la nationalité

- 8 Les jeunes nés en France de parents étrangers qui ne prennent pas la nationalité française sont très minoritaires. 7 à 9 % des enfants nés dans les années 1970 et présents 20 ans plus tard déclinaient la nationalité française, essentiellement des garçons⁵. Ce pourcentage a été divisé par deux pour les générations nées à partir de 1978, passant à 3,1 %, avec une répartition plus équilibrée entre garçons et filles, vraisemblablement en raison de la suppression du service national⁶, avant de diminuer encore. En 2008, si l'on en croit l'INSEE, « parmi les personnes âgées de 18 à 50 ans vivant en France métropolitaine, 5% des descendants de deux parents immigrés n'ont pas la nationalité française. Le quart d'entre eux ont fait une demande de nationalité (...) [et 35 %] ont l'intention de la faire. Ainsi, seuls 2 % des descendants de deux parents immigrés n'ont pas la nationalité française et ne souhaitent pas la demander. »⁷
- 9 Aux yeux des jeunes rencontrés, acquérir la nationalité française, pour qui est né en France, apparaît comme une décision qui va de soi, le statut national étant perçu comme indispensable pour pouvoir faire sa vie dans ce pays, c'est-à-dire y mener une existence normale en s'insérant socio-professionnellement. Rester étranger reviendrait *a contrario* à s'exposer à des difficultés diverses : se faire délivrer une carte de séjour, risquer un jour de se la voir retirer. Les jeunes craignent en outre d'être stigmatisés, d'autant que nombre d'entre eux disent l'être déjà en raison de leur « origine ». Alors que tout le monde sait qu'ils pourraient être français en vertu du droit du sol, ils redouteraient d'être soupçonnés de défaut d'intégration ou d'actes délictueux. Pour eux, rester étrangers les condamne à l'insécurité : avec la nationalité française, « on ne pourra jamais me mettre au Maroc », explique ainsi Ouahid Alaoui⁸ âgé de 17 ans et résidant au Val Fourré à Mantes-La-Jolie. « Imaginons qu'un jour Le Pen⁹ arrive au pouvoir et décide de balayer tous les immigrés, au moins il ne pourra pas me balayer, vu que j'ai la carte d'identité française. » À l'insécurité juridique s'ajoute la peur d'avoir plus de mal à trouver du travail d'autant que l'accès à certains emplois est interdit aux étrangers non communautaires. Sans compter les tracasseries de la vie quotidienne comme les policiers « qui prennent moins la tête » au vu d'une carte nationalité d'identité ou les railleries des autres, les sobriquets tels « clandestin », qui indiquent très précisément que la norme est d'être français. Olivia Lopes explique ainsi qu'avant d'acquérir la nationalité française, elle avait pour seul papier une carte d'identité portugaise : « Je ne m'en suis jamais servie », raconte-t-elle, parce que ça faisait vraiment trop étrangère. Ça se voyait vraiment : « portugaise ». Je n'aimais pas. Pourtant, je n'ai jamais nié être portugaise, mais ça voulait dire : « tu n'as pas la carte d'identité française ». Et ça ne faisait pas joli. » Dans ce contexte, acquérir la nationalité française est devenue une décision banale, à laquelle les jeunes se sentent plus ou moins contraints et qui ne suscite généralement pas de discussion en famille. La visée est égalitaire : « Vu la France d'aujourd'hui », explique Aïcha Benallal, « il faut bien avoir la nationalité française, sinon on n'a aucune chance d'obtenir un emploi. (...) La nationalité, [c'est] une espèce de passeport pour rester en France, pour être vraiment admis. (...) Tu es inclus dans la société, tu fais partie du pays, de la vie de tous les jours. Tu peux faire tout ce que n'importe quel Français de souche aurait fait. » C'est « avoir

les mêmes droits que tous les Français », « être considéré comme un citoyen français ». À l'époque de l'enquête seuls faisaient exception quelques jeunes, en situation d'échec scolaire, souvent en dehors de toute structure, au chômage qui, se sentant rejetés, exclus, ne souhaitaient pas devenir français alors même qu'ils pensaient faire leur vie en France. Je n'ai pu rencontrer ces jeunes, dont m'ont parlé des travailleurs sociaux ou les membres de leur fratrie.

- 10 L'intensité de ce sentiment d'insécurité est variable selon la nationalité d'origine des jeunes, plus forte chez les ressortissants du Maghreb et de la Turquie. Cette disparité reflète les différences de traitement juridique entre ressortissants de l'Union européenne et ressortissants de pays tiers. À l'époque de l'enquête, ceux qui restaient étrangers étaient essentiellement des garçons européens, pour lesquels les conséquences de ce statut étaient moindres que pour leurs homologues extra-européens. La même logique semble prévaloir de nos jours. Ainsi, en 2008, parmi les 18-50 ans nés en France de deux parents étrangers, 8 % des Portugais n'acquièrent pas la nationalité française contre 2 % des Marocains, 1 % des Algériens, 0 % des ressortissants d'Afrique subsaharienne et 5 % des Tunisiens et des Turcs¹⁰. Ces écarts ne semblent toutefois pas uniquement s'expliquer par la différence juridique. Il ressort ainsi de l'enquête Trajectoires et Origines, menée par l'INED et l'INSEE en 2008, que la nationalité est plus utilisée pour se définir, pour les immigrés et leurs descendants nés en France confondus, par ceux dont la famille est originaire d'Europe, beaucoup plus que du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie. « La nationalité », écrivent Patrick Simon et Vincent Tiberj, « semble ainsi une référence plus prégnante chez les Européens, sans doute parce qu'elle est appuyée sur une idée nationale stabilisée dans les pays d'origine (...) et que la nationalité a perdu de sa dimension administrative dans l'espace européen au profit d'une fonction d'identité plus affective »¹¹.

- 11 Les jeunes rencontrés pensaient aussi avoir à décider, aux alentours de leur majorité, de la possession ou non de la nationalité de leurs parents, dépendante, d'après eux, de l'établissement de leur passeport ou de leur pièce d'identité étrangère. Dans les faits, la relation entre la possession d'une nationalité et la détention des preuves de cette nationalité est complexe et variable suivant les systèmes juridiques nationaux. Je m'en tiendrai ici aux seules représentations des jeunes¹². Ceux-ci pensent en général qu'il convient de conserver sa nationalité d'origine, sous peine de s'exposer à des difficultés d'ordre juridique lors des séjours dans ce pays ou simplement à la désapprobation des membres de leur famille ou des habitants, même si certains soulignent que s'y rendre avec la seule nationalité française autorise parfois un double-jeu appréciable. Quoiqu'il en soit des normes perçues, les jeunes prennent des décisions diverses. Certains conservent la nationalité des parents en dénonçant un sentiment d'obligation, d'autres se félicitent de pouvoir la garder, tandis que d'autres encore n'en veulent pas. Si l'on se réfère aux déclarations des intéressés¹³ en 2008 dans l'enquête Trajectoires et origines de l'INED et de l'INSEE, seuls 33 % des 18-50 ans nés en France de deux parents étrangers jouissent d'une binationalité. C'est le cas de 8 % des Espagnols, de 14 % des Italiens, de 26 % des Portugais, de 34 % des Algériens, de 36 % des Marocains, 38 % des Tunisiens, 48 % des Turcs et 13 % des ressortissants des autres pays d'Afrique¹⁴. Ces chiffres sont difficiles à interpréter : reflètent-ils les choix des intéressés ou leur connaissance du droit de la nationalité du pays d'origine de leur famille, sachant par exemple qu'au Maghreb les codes de la nationalité sont régis par le principe de l'allégeance perpétuelle, en vertu duquel les nationaux ne peuvent se défaire de leur nationalité ? L'élément remarquable est qu'à l'exception des descendants de Turcs,

seuls un tiers des enfants d'immigrés pensent avoir conservé la nationalité de leurs parents.

- 12 Quels liens entretiennent les jeunes avec chacun des pays ? Que signifient pour eux l'appartenance nationale et la binationalité ? Pour répondre à ces questions, je suis partie d'une définition théorique du lien national, qui se traduit juridiquement par la possession de la nationalité et comprend des dimensions affectives¹⁵, identitaires¹⁶, politiques¹⁷, mémorielles¹⁸ et culturelles¹⁹. En d'autres termes, la nation est censée être le pays que l'on aime, auquel on s'identifie, dont on partage la mémoire et les valeurs et dont on est citoyen. Les liens que les jeunes entretiennent avec chacun des pays sont divers. On peut distinguer trois positions principales²⁰ corrélées au pays de résidence pressenti dans l'avenir.

2. Les liens entretenus avec la France et le pays des parents

2. 1. L'identification au pays des parents

- 13 La première position se caractérise par un projet de départ dans le pays d'origine des parents relativement élaboré et assez proche temporellement, en général une fois le diplôme décroché ou les études secondaires terminées. Les raisons avancées sont principalement identitaires, comme l'explique Diego Rodriguez, âgé de 16 ans et scolarisé en seconde au lycée espagnol : « Je me considère espagnol, c'est tout. Chez moi, on est vraiment espagnol. (...) Je suis de nationalité espagnole, mes deux parents et toute ma famille [aussi]. (...) J'ai toujours voulu [rester espagnol] et pouvoir partir là-bas. » Les autres vantent le pays de leurs parents, citant pêle-mêle la culture et les valeurs, le plaisir d'être dans « son pays » avec ses compatriotes, dans un discours parsemé de références patriotiques, comme dans les propos de Nizar Mouzouni, 18 ans en 1^{ère} année de BTS :

« J'aime beaucoup la cuisine marocaine, les fêtes traditionnelles, le pays, l'emblème du pays, le peuple (...). [L'emblème du pays], c'est le drapeau et le roi surtout. (...) Tu arrives là-bas, tu regardes la télé, c'est... C'est le descendant du prophète, c'est l'emblème. (...) Je [l']apprécie beaucoup. »

- 14 En France, ces jeunes, à l'inverse, se sentent étrangers, voire rejetés sans qu'il soit possible de déterminer si ce sentiment est la conséquence ou la cause de leur identification au pays de leurs parents.

« [Au Maroc], on se sent chez nous », déclare Nizar Mouzouni, « même si dans les deux pays – tout le monde l'a déjà dit – là-bas, on est étranger ; ici, on est étranger (...). Il y a des problèmes ici tant que tu n'es pas français, (...) même si tu es français sur les papiers. (...) Tu ne peux pas t'intégrer à fond en France. Par contre, dans ton pays d'origine, tu t'intègres : tu as la couleur, tu as la famille. »

- 15 Dès lors, dans ces années où le service militaire obligatoire existait encore, certains de ces jeunes désiraient l'accomplir dans le pays de leurs parents, pour ainsi dire pour servir leur patrie. Telle était la position de Diego Rodriguez :

« Je veux être espagnol : je fais mon service militaire là-bas. Mon service militaire en Espagne : [c'est] pour prouver vraiment que je suis espagnol. (...) Si je le fais là-bas, je pourrais dire vraiment que je suis espagnol. (...) Même si je le fais ici et que je pourrais avoir ma nationalité espagnole, parce qu'il y a une loi qui dit ça, je ne sais pas, je ne me considérerais pas vraiment espagnol. »

- 16 Si l'éventualité d'une installation dans le pays des parents répond d'abord à des motivations identitaires, elle s'appuie sur des plans bien définis : le choix d'une filière

universitaire précise ou un projet professionnel encouragé par la famille. Les parents ont généralement préparé en amont cette émigration inversée, que parfois d'ailleurs ils ne souhaitent plus ou pas nécessairement dans les délais envisagés par leur enfant, devenu l'héritier de leurs projets initiaux. Il ne s'agirait pas, comme c'est souvent le cas quand un « retour » est évoqué, de s'installer dans le village d'origine de la famille, mais dans une grande ville dans laquelle les parents ont investi, acquérant des biens immobiliers. Le projet s'appuie généralement sur un capital familial valorisable au pays, qu'il soit économique, culturel ou social. C'est par exemple le cas de Nizar Mouzouni, domicilié dans l'ouest parisien et dont le père travaille dans l'import-export entre la France et le Maroc. « J'ai tout ce qu'il faut », explique Nizar Mouzouni.

« L'argent, les immeubles, les villas ! (...) Là-bas, je n'ai pas besoin de travailler. Au contraire, on pourrait travailler pour moi. Il y a les parents qui poussent : "Ici, qu'est-ce que tu veux faire ? (...) Travailler pour quoi ? Qui va diriger ce qu'on a là-bas ? Qui va prendre la relève si ce n'est pas toi ? C'est la famille éloignée qui va venir autour de ce qu'on a ? " Il faut que je les suive... Tout ce qu'ils ont, ils l'ont fait pour quoi ? Pour faire joli ? »

- 17 Ces jeunes, qui entretiennent un lien qu'on pourrait qualifier de patriotique avec le pays de leurs parents, qu'ils aiment, dont ils disent partager les valeurs et la culture et auquel ils déclarent se sentir appartenir, ne souhaitent pas nécessairement posséder uniquement la nationalité de leurs parents. Certains préfèrent avoir une double nationalité. Lors de l'enquête que j'ai réalisée, seuls des garçons européens ne voulaient pas acquérir la nationalité française, pour ne pas être obligés d'effectuer leur service militaire en France²¹. Les filles, dans la même position, optaient pour la double nationalité tout comme les garçons de parents extra-européens, vraisemblablement en raison des contraintes juridiques et administratives qu'implique le fait d'être étranger. En outre, si les intéressés ont prévu une installation dans le pays des parents, celle-ci n'en reste pas moins incertaine. Ces jeunes n'entretiennent pas non plus de liens politiques avec ce pays. Ils n'ont pas envie d'y voter. Les Européens expriment un désintérêt pour la politique en général, alors que les non-communautaires expliquent ne pas être suffisamment au courant de l'actualité politique là-bas et des enjeux pour se prononcer. La participation électorale est pour eux liée au lieu de résidence²² et ils pensent *a contrario* voter en France tant qu'ils y résident.

2. 2. Le rêve du retour

- 18 La deuxième position se caractérise par le fait de rêver d'une installation dans le pays des parents, sans avoir élaboré de plans précis. Cette contrée apparaît comme un eldorado, un refuge. La plupart des jeunes concernés savent toutefois que pareil départ ne serait pas réaliste, mais ils aiment se « reconforter » de temps à autre, en imaginant une installation là-bas, dans un pays où ils sentent « à leur place », plus appréciés qu'en France :

« Il y a deux ans de ça, c'était vraiment partir au Portugal, je ne vivais que pour ça », raconte Olivia Lopes, scolarisée en 2^e année de BEP et domiciliée dans le 16^e arrondissement de Paris. « C'est avoir quelque chose de loin comme ça. C'est comme un but. On se dit : "Ce n'est pas bien ici, c'est mieux là-bas". On se reconforte en disant ça : "bientôt, j'irai là-bas". Je me suis rendu compte de ça. (...) Quand j'y vais, je m'amuse. Mais en y restant quelques mois de plus, je me rendrais bien compte que c'est la même chose qu'ici. (...) [Au Portugal], je n'étais pas considérée comme une star, mais j'étais un petit peu sur un piédestal. C'est ça qui a beaucoup joué. »

- 19 Les jeunes savent que les conditions socio-économiques dans le pays des parents sont souvent difficiles et qu'ils auraient du mal à y trouver du travail d'autant que beaucoup ne maîtrisent qu'imparfaitement, ou pas du tout, la langue à l'écrit.
- 20 Les liens que ces jeunes entretiennent avec le pays de leurs parents sont essentiellement affectifs, liés aux agréables vacances qu'ils y passent, au soleil, à l'ambiance détendue, aux fêtes. Les descriptions et les raisons de l'attachement varient. Certains valorisent ce pays en mettant en avant son absence de différence par rapport à la France. Parlant de Fès, Khadija Khaddar, scolarisée en 1^{ère} ES et qui réside dans une cité de banlieue, explique qu'« au Maroc, (...) il y a des grandes avenues (...), de grands hôtels, des voitures pas possibles. C'est la Californie. (...) Tu trouves des Français, des Espagnols. Ça ne change pas du tout de la France. » D'autres au contraire l'apprécient pour son côté rural et son moindre développement économique, comme Emna Mimouni, en 1^{ère} STT qui habite dans la même commune que Khadija Khaddar : « Il y a encore des charrettes, des chevaux sur la route, des petits métiers, tous ceux qui vendent des pois chiches. C'est pour ça que j'aime bien. » Les jeunes proches de cette position déclarent se sentir marocains ou portugais, mais tous ont acquis la nationalité française. Certains croient avoir renoncé à la nationalité de leurs parents, ignorant qu'ils peuvent bénéficier d'une binationalité. Ils semblent n'entretenir que des liens ténus avec le pays de leurs parents. Dans la description qu'ils proposent, ils ne font aucune référence à des valeurs partagées et ne souhaitent pas y voter. Le pays semble apprécié non pas tant pour lui-même, qu'en tant qu'ailleurs où se projeter.

2. 3. Le choix de la France

- 21 La troisième position, largement majoritaire, se caractérise par le désir de faire sa vie en France. Outre le fait que ces jeunes pensent généralement pouvoir plus facilement trouver du travail en France et bénéficier de bonnes conditions de vie, ce souhait découle principalement du fait que la France est le pays dans lequel ils ont toujours vécu. « J'ai grandi ici », explique Ismaël Tourabi âgé de 16 ans et en 5^e. « On habite dans les tours qui sont là depuis ma naissance. Dans ma tête, je ne peux pas partir d'ici. Si je vais au Maroc définitivement, je ne pourrais pas m'habituer. » La France est leur pays, le pays dans lequel ils ont leurs repères alors que celui des parents leur apparaît, même s'ils y vont fréquemment en vacances, comme un peu étranger. Jean-Marc Da Silva, dont la sœur avait pensé à un moment finir ses études au Portugal, le dit : « Ça fait quand même un peu peur, même si on maîtrise la langue correctement. (...) Et puis, c'est un peu un pays, pas étranger, mais... on a beau dire : on ne se sent pas vraiment chez soi. » Le pays dans lequel les garçons préféreraient effectuer leur service national en témoigne. Ils redoutaient de le faire dans l'État de leurs parents :
- « [Faire mon service militaire au Maroc], c'est chelou », explique Ismaël Tourabi.
« Je vais rester là-haut. Je vais manger des pommes de terre tous les jours et je parie qu'il n'y a même pas d'hygiène là-haut ! (...) En plus, c'est bizarre là-haut, enfin surtout s'ils savent que je suis né ici. (...) Ils vont vouloir m'emmerder et ils vont toujours être sur mon dos à moi ! Je préfère être ici : (...) je me comprends ici avec les gens. »
- 22 Outre le lien affectif entretenu avec la France, les jeunes, même s'ils ne le disent pas explicitement, partagent un ensemble de valeurs avec ses habitants. Les raisons pour lesquelles la France est préférée le montrent, comme en atteste en filigrane le discours

de Ouahid Alaoui, qui valorise l'absence de corruption, le niveau de développement et l'État-Providence :

« Je n'ai jamais vu autant de corruption », raconte Ouahid Alaoui, 17 ans. « Les policiers marocains se frottent les mains pour l'été. (...) Je pense qu'ils touchent plus d'argent de la corruption que de leur paye. (...) C'est grave ! (...) Il y a aussi une différence très importante : c'est les hôpitaux. (...) Celui qui a de l'argent, il y arrive. Celui qui n'a pas d'argent... Un ami à moi a eu un accident pendant les vacances. Il s'est ouvert la tête. Il m'a dit que c'était la misère : "Pendant que je saignais, c'est mon père qui a dû acheter le coton ! (...) Dans l'hôpital, ils n'en ont pas ! Acheter les médicaments". (...) Quand vous rentrez dans un hôpital marocain, vous entendez des gens crier de partout. Ce n'est même pas propre. »

- 23 Les jeunes en général adhèrent aux principes d'une organisation qui se veut gouvernée par la rationalité et entend garantir la solidarité nationale et l'égalité. Bien qu'ils la sachent limitée en raison de l'incidence de l'appartenance sociale, les jeunes se montrent ainsi extrêmement attachés à la méritocratie scolaire. Malgré toutes ses imperfections, ils considèrent que l'école française offre tout de même à tous la possibilité de réussir, alors qu'il en irait différemment dans le pays d'origine de leur famille.

« [Pour mes parents] », explique Jamila Khadri, âgée de 18 ans et en 1ère STT, « on a une chance de vivre en France et d'aller à l'école. Grâce à ça, on peut continuer et avoir plus tard quelque chose (...). Si (...) j'avais vécu tout le temps au Maroc, je ne sais pas si je serais comme actuellement, parce que c'est un pays plus évolué, la France. Il est peut-être en crise, mais il y a plus de possibilité de travailler en France qu'au Maroc ». Ismaël Tourabi, bien qu'en situation d'échec scolaire, propose la même analyse : « S'il fallait fonder une famille là-bas, [au Maroc], c'est chelou là-haut. (...) Au moins peut-être qu'ici leur avenir sera assuré. Même s'il y a du chômage, ils pourront réussir au moins à l'école, parce que là-haut, l'école c'est pas obligatoire. (...) Quand il y a l'école, ça évite la délinquance. (...) Une petite personne, quand il n'y a pas d'école, elle est dans la rue. Elle apprend des mauvaises choses. (...) Après, ça y est : c'est fini ! » Certains aspects de la mentalité séduisent aussi tout comme la démocratie : « Je ne me vois pas vivre là-haut », dit Amel Soukri, 16 ans et en 1ère S : « La mentalité des gens ! Les pots de vin ! (...) En plus, j'ai une trop grosse gueule. J'irais en prison au bout de deux mois ! C'est clair ! Ma mère me le dit. (...) Au Maroc, quand mes oncles ont des discussions politiques, (...) je rentre dans la discussion. Mais mon père, il me regarde, mais d'un air... : "Tu sais que ce n'est pas ton rôle !" Mais par contre, pour faire le ménage et puis la bouffe, là, je n'y suis plus. (...) »

- 24 Ces jeunes, pour la moitié d'entre eux encore mineurs, déclarent aussi en général vouloir voter en France, même si différentes enquêtes statistiques, comme celle menée par Jean-Luc Richard à partir de l'échantillon démographique permanent, montre qu'ils sont moins inscrits sur les listes électorales que les enfants nés de parents français : 64% contre 81%²³.
- 25 Ils apprécient en général aussi le pays de leurs parents, où ils passent leurs vacances et où ils voient la famille, même si certains déplorent de s'y sentir rejetés. Ils pensent souvent continuer à s'y rendre régulièrement une fois adultes, parfois un peu moins fréquemment : « Le rapport [des] enfants de migrants au pays d'origine », expliquent David Lepoutre et Isabelle Cannoodt, « se transforme avec l'âge, souvent dans le sens d'une prise de distance »²⁴. Quelques-uns souhaiteraient aussi pouvoir voter là-bas. Si tous prennent la nationalité française, les positions par rapport à la nationalité des parents sont variables : certains tiennent à garder cette nationalité, d'autres s'en

désintéressent et croient l'avoir perdue, tandis qu'une poignée est violemment opposée à sa conservation.

« Moi, que j'aie au consulat ou pas, ça ne me fait ni chaud ni froid. Tant que chez moi, il y a mon papier de nationalité française, c'est ce qui m'intéresse ! », explique ainsi Béatrice Gonzales, alors qu'Aïcha Benallal se range à l'avis de son père : « Mon père tenait absolument [à ce] qu'on garde la nationalité marocaine. (...) Si je ne prenais que la nationalité française, il y avait l'impression que je rompais tout, que je reniais ma racine. De toute façon, je n'envisageais pas du tout de prendre seulement la française. » Ouahid Alaoui, lui, s'y refuse absolument : « Il n'en est pas question ! La double nationalité ? Et puis quoi encore ! (...) On ne m'accepte pas au Maroc, on ne m'accepte pas en France (...) et je vais faire la double nationalité ? »

- 26 Le lien entretenu avec le pays des parents semble être essentiellement affectif et exprimer une fidélité familiale. Il évoque l'attachement que l'on peut avoir, par delà une éventuelle migration, à la région ou au village d'origine de la famille où se trouve la maison de famille.

- 27 Les identifications déclarées par ces jeunes, dans une situation où j'étais perçue comme française, ne recouvrent que très imparfaitement les liens entretenus avec chacun des pays et les choix effectués en matière de nationalité. Alors que ces jeunes sont profondément français, ils proposent généralement une autre identification, comme Ouahid Alaoui, qui a opté pour la seule nationalité française :

« Jamais je ne pourrai me sentir français. C'est impossible. Je vais me regarder dans un miroir... » « Je ne peux pas dire », explique Jamila Khadri, qui pense aussi avoir uniquement la nationalité française, « que je me sens plus française ou plus marocaine. (...) On ne peut pas mettre un degré. Il n'y a pas plus ceci, plus cela. (...) En fait, ce mélange-là, il donne, je veux dire ça aboutit à une autre origine. (...) Ça donne ce que ça donne. Je ne peux pas en fait dire exactement ce que c'est. »

- 28 Les réponses des jeunes nés en France de parents étrangers sont proches de celles de leurs homologues nés de parents français qui n'expriment pas un sentiment d'appartenance nationale plus fort. Interrogés en 1997, dans le cadre de l'eurobaromètre, 30 % des 15-24 ans se voyaient comme seulement français par opposition à français et européens ou européens²⁵. Les réponses des plus âgés sont différentes. Sans doute l'identification proclamée dans le cadre d'une étude ou d'un sondage varie-t-elle avec l'âge. Ainsi, d'après l'enquête Trajectoires et Origines de l'INED et l'INSEE, 89 % des 18-50 ans nés en France de parents étrangers déclarent se sentir français, contre 98 % dans la population majoritaire, les réponses différant dans l'intensité de ce sentiment : 63 % des premiers se disent tout à fait d'accord avec cette réponse (versus plutôt) contre 88 % des seconds. Les plus nombreux à l'être sont les descendants des Espagnols et des Italiens (85 %), les moins nombreux des Turcs (42 %), les enfants des Marocains et Tunisiens se situant entre les deux (64 %)²⁶. Parallèlement, 60 % des descendants nés en France de parents étrangers disent aussi se sentir les ressortissants du pays de leurs parents, la moitié étant tout à fait d'accord, l'autre moitié plutôt d'accord²⁷. Les auteurs de l'étude en concluent que pour les « descendants de parents immigrés, c'est bien la combinaison des références qui domine (66 %) (...). On observe donc l'émergence d'une appartenance plurielle qui combine les références à la France et au pays d'origine (...) celui de leur(s) parent(s) pour les descendants), qui devient le modèle dominant pour les descendants. »²⁸

- 29 Il ressort de ce panorama que la signification de la nationalité et de la binationalité diffère, pour ces jeunes, de celle qu'on lui prête dans le modèle d'appartenance nationale caractéristique de l'État-nation. On constate en effet ici que le lien affectif

entretenu avec un pays ne conduit pas nécessairement à en souhaiter la nationalité. Certains des jeunes qui ont prévu de s'installer à court terme dans le pays de leurs parents prennent la double nationalité alors que d'autres, très attachés à celui-ci, ne désirent pas en conserver le statut national. Quant à l'identification proclamée, elle apparaît indépendante des liens tissés avec les deux pays. La nationalité n'a donc pas grande signification pour ces jeunes. Elle a perdu l'importance qu'elle pouvait avoir autrefois, notamment dans les périodes de conflit, du moins était-ce le cas jusqu'aux attentats du 13 novembre 2015, dont il est possible qu'ils marquent le début d'un réinvestissement de l'appartenance nationale, dont pourraient témoigner le déploiement des drapeaux tricolores dans les jours qui ont suivi, les chants de la *Marseillaise* ainsi que la revalorisation de ces symboles nationaux à l'école. On assiste à une remise en cause du modèle de l'appartenance nationale, à travers le refus de l'imbrication des différents types de lien, qui en était la caractéristique. L'existence d'un modèle contraignant régissant les liens entretenus avec un pays est contesté. Les jeunes souhaitent se définir librement. Alors que l'heure est à l'autonomie des individus, les identités préétablies sont rejetées. Chacun souhaite pouvoir concilier les différentes facettes de son identité et multiplier les affiliations, qui ne s'expriment plus nécessairement à travers l'appartenance nationale. Dans ce contexte, la ou les nationalités choisies semblent fortement déterminées par le lieu de résidence projeté, ainsi que par les dispositions juridiques en matière de droits du séjour et de statut conféré par la nationalité. Dans l'esprit des jeunes, il convient d'avoir la nationalité du pays dans lequel on réside qui est aussi celui dans lequel ils pensent voter. Seuls font exception certains enfants de parents européens, en raison des facilités dont bénéficient les ressortissants de l'Union européenne dans les pays membres. La norme est d'être le national du pays dans lequel on vit, afin de bénéficier d'une égalité de traitement et d'en être partie intégrante. Dans ce cadre, la double nationalité présente l'avantage de ménager l'avenir : elle permet plus aisément de travailler successivement en France et dans le pays des parents au gré des circonstances et des opportunités ou entre les deux pays. Si le lien entre la nationalité et l'identification est mis à mal chez les jeunes (et malgré la fragilité du sentiment d'appartenance déclaré dans les enquêtes et les interrogations sur sa signification²⁹), chez les plus âgés, il semble en partie subsister. Il ressort ainsi de l'enquête Trajectoires et Origines de l'INED et l'INSEE auprès des 18-50 ans que « les descendants d'immigrés qui ont la nationalité du pays d'origine de leurs parents gardent un sentiment national pour ce pays comparable à celui qu'ils éprouvent pour la France »³⁰. L'identification au pays des parents paraît donc corrélée à la nationalité possédée sans que l'on puisse déterminer si l'identification conduit à conserver la nationalité ou si l'établissement, parfois précoce de cette nationalité, notamment quand les parents réclament pour leurs enfants l'établissement de leurs papiers, favorise une identification.

Les descendants d'exilés espagnols et la récupération de la nationalité espagnole

³⁰ La signification que les descendants d'exilés confèrent à l'appartenance nationale et à la binationalité est radicalement différente³¹. Rappelons encore une fois qu'il ne s'agit pas ici de faire une comparaison mais de proposer un contrepoint, les caractéristiques de ces deux populations étant très hétérogènes sur les plans de l'âge, de la trajectoire

sociale et des raisons ayant présidé à la migration. Beaucoup des descendants d'exilés rencontrés étaient d'âge mûr et leur famille a souvent connu une ascension sociale depuis son arrivée en France. En outre, leur situation au regard de la nationalité est différente puisqu'il s'agit pour eux d'acquérir ou non la nationalité espagnole perdue une ou deux générations plus tôt par leurs ascendants. Les chiffres du Ministère espagnol des Affaires Etrangères et de la Coopération indiquent que 503 439 demandes d'acquisition de la nationalité espagnole ont été déposées dans le cadre de la loi sur la mémoire historique. 94,84 % d'entre elles l'ont été en Amérique du Sud et elles émanent à 92,34 % des enfants des exilés.

- 31 Pour tous les descendants d'exilés résidant en France que j'ai rencontrés, à une exception près, la question de l'éventuelle acquisition de la nationalité espagnole est pensée en termes symboliques. L'envie ou la décision de prendre cette nationalité peuvent d'abord être motivées par le désir de renouer ainsi des liens avec une histoire familiale, souvent perçue comme insuffisamment connue ou dont il faudrait sauvegarder le souvenir et assurer la transmission. Elles paraissent fréquemment déclenchées par un sentiment de perte consécutif à un décès ou, dans un cas, à la vente de la maison familiale. Alors que, comme souvent chez ceux qui ont été confrontés à une situation de guerre et ont connu l'exil, certains réfugiés n'ont pas raconté ce qu'ils avaient vécu, sans doute tout à la fois pour ne pas avoir à évoquer des souvenirs douloureux et en épargner le récit à leurs enfants, les descendants souhaiteraient en savoir plus sur le parcours de leurs parents ou grands-parents. Ils voudraient renouer des liens même symboliques avec l'Espagne, tandis que leurs ascendants, pensant un retour impossible, ont tout fait pour favoriser leur intégration en France et ne leur ont parfois pas transmis la langue. C'est la raison que fait valoir Albert Uritzziar, proche de la soixantaine, qui est « en train d'acquérir la nationalité espagnole » :

« Je veux savoir aussi... C'est mes racines. Donc je veux retrouver un peu mes racines quand même. En même temps, j'ai fait quelques recherches généalogiques, essayé de retrouver le reste de ma famille... Du côté de ma mère, je ne connais absolument personne en Espagne, personne ! Du côté de mon père, j'ai connu un petit peu, parce que quand j'étais gamin, 12, 13 ans, nous sommes allés dans sa famille. » Albert Uritzziar a le sentiment de très mal connaître le passé familial. Ses propos, alors qu'il est interrogé sur ce que ses parents et grands-parents lui ont raconté, en témoignent : « Très très peu de choses. (rires) Mes parents étaient assez jeunes pendant la Guerre d'Espagne. [...] Mon grand-père maternel, qui était très impliqué, était anarchiste et maire de son village. En 1939, il a quitté l'Espagne et est passé par Perpignan, comme la plupart des Espagnols, avec les camps de concentration [...] et ma mère et ma grand-mère sont restées en Espagne. Elles sont venues, elles, après la Deuxième Guerre Mondiale en 1947 et elles ont eu beaucoup, beaucoup de mal à trouver mon grand-père qui ne voulait pas être retrouvé (rires) en clair. Ça, c'est une histoire qui a été cachée très très longtemps. En fait, ma mère ne m'avait jamais parlé de ça, absolument jamais et elle est morte très jeune [...]. Ma grand-mère est morte dans la foulée, donc je n'en ai pas discuté avec elle et avec mon grand-père, c'était hors de question (rires). Mon père lui, il était très jeune pendant la guerre civile, il a participé un petit peu [...] en portant des trucs aux combattants. Je ne sais pas trop. Il m'en a très peu parlé, ils en parlaient très peu entre eux de ce qu'ils ont fait. [...] Mon père est venu en 1947-48, [...] il était déserteur de l'armée espagnole. [...] Ils ont tiré un trait avec le passé, par le fait même que — nous étions trois enfants — ils ne nous ont jamais parlé en espagnol [...]. Ils sont devenus français rapidement, ils ont voulu une intégration maximum. [...] Les problèmes avec mon grand-père — je suis le tout petit de la famille — j'ai su ça par mon frère aîné qui n'est plus. »

- 32 Deux éléments semblent avoir joué dans la décision d'Albert Uritzlar d'acquérir la nationalité espagnole : d'une part la visite de l'exposition, « Portraits de migrations, un siècle d'immigration espagnole en France », qui lui a appris qu'il pouvait demander cette nationalité et le récent décès de son frère, dernière personne de la famille qui aurait pu véritablement le renseigner sur le parcours de ses parents et grands-parents. Les motivations de Victor Hernandez, étudiant d'une vingtaine d'années dont l'arrière grand-père a été fusillé en 1938 par les franquistes, avant même la naissance de son grand-père, arrivé ensuite en France en 1949, semblent analogues. Victor Hernandez, au moment de l'entretien, songeait à demander la nationalité espagnole. Peiné par la vente de la maison familiale en Espagne qui l'obligeait désormais à se rendre dans ce pays en touriste, déplorant ne pas être bilingue, il souhaitait passer un an en Espagne dans le cadre de ses études et pourquoi pas s'y installer plus durablement.

« Je me sens aussi un peu... de ce côté-là [espagnol] et pour moi, c'est très important de garder ce côté, d'autant plus que l'histoire familiale est assez... Pour moi, elle est importante et c'est des choses qui ne doivent pas se perdre, comme la mémoire de la Shoah. [...] J'ai envie de renouer justement, comme mon père a un peu pris ses distances avec ça. Il parle couramment espagnol, il y va quand même assez régulièrement, mais lui [...], son but, c'était quand même plus, pas l'acculturation, mais il a vraiment essayé de s'intégrer le plus possible dans la société française. Et moi c'est vrai que, du coup, je repars un peu dans le mouvement inverse, je ne sais pas si c'est parce que j'ai toujours fait l'inverse de mon père. »

- 33 Pour d'autres, qui ont au contraire une bonne connaissance du passé familial, notamment car ils en ont été partie prenante, comme ceux qui sont arrivés enfants en France avec leurs parents réfugiés, l'obtention de la nationalité espagnole peut constituer une forme de réconciliation avec l'Espagne. C'est le cas de Mario Hernandez, le grand-père de Victor Hernandez, arrivé en France à l'âge de 10 ans en 1949 avec sa mère, et redevenu espagnol il y a dix ans :

« Pendant une période, on rejetait l'Espagne. On en a voulu à l'Espagne [...]. On est arrivé avec la faim [...]. Au point qu'on avait demandé la nationalité française [...] et la vraie réconciliation, elle est toute toute récente, [...] c'est quand on a demandé la double nationalité : de récupérer notre nationalité espagnole. Pour moi, personnellement, ça a été ma façon de me réconcilier avec l'Espagne, parce que malgré tout, [...] c'est quand même nos origines, on a toujours un attrait, [...] on veut toujours en savoir plus. [...] Le rejet de l'Espagne, c'était ... [...] on faisait un peu l'enterrement du retour en Espagne. C'est de dire : ce pays qui n'a pas voulu de nous, moi, à la limite, je n'en veux plus non plus [...]. Et puis c'est vrai qu'on est retourné en Espagne dès qu'on a pu, surtout quand on a eu la nationalité française, [...] voir la famille en vacances, etc. C'était encore le franquisme. [...] Il y a la mort de Franco, l'avènement du nouveau régime en Espagne [...] et moi ce qui m'a le plus réconcilié avec l'Espagne, c'est... On est allé une année chez moi et un cousin m'a dit : “ Tu as vu ce qu'ils ont fait au cimetière ? ” “ Non ”. Il dit : “ Ils ont fait un mémorial pour les fusillés ”. Je suis allé voir. Effectivement. Sur deux murs comme ça, il y a 3000 noms de personnes fusillées jour par jour. Et le 3 juillet 1938, mon père qui y figure (Long silence). Et ça me réconcilie. Il y a eu un changement. Il n'y a pas de raison que moi je ne participe plus à ce changement. Ça m'a poussé à un moment donné à demander la double nationalité. On est électeur en Espagne. »

- 34 La possibilité de voter en Espagne est une raison très fréquemment avancée par les descendants d'exilés à l'appui de leur désir de devenir ou de redevenir espagnols à la différence de ce qu'il en est pour les jeunes nés en France de parents étrangers dont on a vu qu'ils souhaitent le plus souvent uniquement exercer leur droit de vote dans leur

pays de résidence, la France. Il est important pour eux de prendre part aux décisions déterminant l'avenir du pays.

- 35 Il existe un autre trait marquant qui constitue une différence par rapport aux jeunes précédemment étudiés. Dans les familles d'exilés, la question de l'acquisition de la nationalité espagnole, quand elle est mentionnée, semble avoir été évoquée en famille et les divers descendants ont été informés de cette possibilité. L'éventuelle obtention de cette nationalité paraît avoir une portée symbolique familiale, alors que pour les jeunes de parents étrangers la décision d'acquérir la nationalité française est liée à la naissance dans l'Hexagone et constitue donc une caractéristique générationnelle. En outre, on l'a dit, elle va généralement de soi et ne fait pas l'objet d'une discussion sur le fond avec les parents. Tout comme l'éventuelle acquisition de la nationalité espagnole, les voyages parfois entrepris par des descendants d'exilés en Espagne, sur les lieux où ont vécu leurs ascendants réunissent en général les parents et les enfants, qu'ils soient adolescents ou jeunes adultes. À ces démarches, pensées à la fois pour leurs initiateurs, mais aussi pour les descendants, on peut rajouter la rédaction de recueils à partir des propos glanés auprès des ascendants et d'autres membres de la famille ou des données issues de recherches historiques. L'écriture d'un livret racontant l'histoire de la famille, ce qu'elle a vécu pendant la Guerre civile, les conditions de sa venue puis de son installation en France, semble s'apparenter à une forme de refondation de l'héritage. Regrettant de méconnaître l'histoire de leurs parents ou de leurs grands-parents, les descendants tentent de la reconstituer pour pouvoir transmettre un récit ou des bribes de récits à leurs propres enfants. Ayant souvent souffert du poids de ce passé et des non-dits, ils espèrent ainsi l'alléger un peu pour leurs filles et leurs fils en leur racontant ce qu'ils savent de cette histoire et en utilisant la médiation de l'écrit pour mettre à distance les souffrances et l'émotion l'entourant, le « pathos ». Ainsi, la lignée peut-elle être ré-enracinée en Espagne, des liens avec le passé retissés. Dans ce cadre, l'acquisition de la nationalité espagnole semble pensée aussi par rapport aux descendants comme si l'obtention de ce statut confortait la transmission d'un héritage familial espagnol et républicain. C'est ce qu'anticipe Victor Hernandez, sans enfants, qui souhaiterait devenir espagnol : « Je sais par exemple que mon fils ou ma fille n'y échapperont pas, ça c'est sûr... Mes enfants, [...] je les emmènerai en Espagne chaque année, je leur parlerai espagnol : c'est pour ça aussi que je veux être bilingue absolument. Je ne sais pas. Je ressens ce besoin de connaître un minimum l'Espagne, d'aller y passer un an ou 2 ou 3, de parler totalement espagnol et d'avoir la nationalité espagnole. [...] Je pense que c'est très important pour moi en tous cas que mes enfants le sachent. C'est des valeurs qui me tiennent beaucoup à coeur et que j'ai envie de transmettre. »
- 36 Pour autant, si l'acquisition de la nationalité espagnole est perçue par certains descendants comme une façon de se réinscrire dans une lignée familiale espagnole, elle va à l'encontre de la décision prise autrefois, alors que la perspective d'un retour en Espagne semblait très lointaine, par les réfugiés qui avaient demandé pour leurs enfants la nationalité française - sans nécessairement avoir envisagé pour eux une naturalisation³² -, les avaient poussés vers l'intégration, parfois ne leur avaient pas transmis l'espagnol et avaient choisi de rester en France après la chute du franquisme. Certes le contexte a changé, l'Espagne étant devenue démocratique. En outre, il s'agit pour eux de jouir d'une double nationalité, non de se défaire de leur nationalité française, mais certains hésitent à l'image de Florencia Lucio proche de la cinquantaine,

dont le père, arrivé en France dans l'immédiat après-guerre à 24 ans, a pourtant toujours refusé de devenir français : « Je ne sais pas trop, parce que je suis un peu partagée avec le fait que nos parents aient décidé, quand on était enfants, de nous déclarer françaises et je me dis : après tout c'est un choix qu'ils ont fait pour nous. Aujourd'hui, revenir sur ce choix, même si on est dans un autre contexte, je ne sais pas encore ... [...]. Je suis un peu partagée (rires). Mais je trouve bien, en même temps, qu'il y ait une loi qui propose aux enfants et petits-enfants espagnols de pouvoir réintégrer la nationalité de leurs parents. » Les descendants composent donc avec la mémoire et l'héritage de leurs parents et grands-parents pour présenter l'éventuelle acquisition de la nationalité espagnole comme une forme de fidélité. La presse fait état quant à elle de descendants d'exilés qui ne souhaitent pas devenir espagnols en raison du serment de fidélité au roi qu'il leur faudrait prononcer et qui constituerait pour eux une trahison des idéaux de leurs parents³³.

- 37 Sans doute existe-t-il d'autres logiques chez les descendants d'exilés présidant au désir ou au refus d'acquérir la nationalité espagnole, ne serait-ce que celle officiellement avancée pour la promulgation de la loi sur la mémoire historique : l'octroi d'une reconnaissance aux Républicains et à leurs descendants. Mais la taille réduite de l'échantillon et le fait que l'obtention de la nationalité espagnole ne constituait pas le thème principal de l'entretien n'ont pas permis de les appréhender.

Conclusion

- 38 L'appartenance nationale et la binationalité revêtent donc une signification différente pour les jeunes nés en France de parents étrangers et les descendants d'exilés espagnols. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette différence. L'âge d'abord, les jeunes rencontrés ayant entre 16 et 21 ans, alors que les descendants d'exilés étaient majoritairement d'âge mûr. Or, il est probable que la signification conférée à l'appartenance nationale et à la binationalité évolue avec l'âge tout comme, on l'a vu, le sentiment d'appartenance déclaré. Ensuite joue sans doute également une différence de politisation, entre des jeunes dont certains ont peu de goût pour la participation électorale et des descendants de Républicains qui, du moins pour ceux que j'ai rencontrés, ont tous, à une exception près, hérité d'une affiliation à gauche et d'un intérêt pour la politique³⁴. Il serait intéressant de voir si la révolution en Tunisie et l'instauration de la démocratie changent le rapport des jeunes nés de parents tunisiens à la politique et à la nationalité tunisienne. Le lien entretenu avec le pays d'origine de la famille s'avère aussi extrêmement divers. Le pays des parents est ainsi très présent dans la vie des jeunes. Ils y vont régulièrement en vacances, souvent une fois par an, parfois plus, y rencontrent leur famille, en parlent la langue, alors que les relations des descendants d'exilés avec l'Espagne sont bien moindres et surtout de nature différente : ils n'y ont pas toujours encore de la famille, souvent pas de lieu d'hébergement, en maîtrisent inégalement la langue et s'y rendent dès lors parfois en touristes. L'importance symbolique conférée à la binationalité va donc de pair avec un sentiment d'éloignement du pays et de perte du passé espagnol, alors que le pays d'origine de la famille fait partie du présent des jeunes nés en France de parents étrangers qui dès lors accordent une moindre signification à la nationalité de leurs parents. Ce tableau mériterait aussi peut-être d'être nuancé pour ce qui concerne les descendants d'exilés. Il conviendrait de savoir en effet s'ils sont nombreux ou non à être intéressés par la

possibilité de récupérer la nationalité espagnole, sans compter que tous n'ont sans doute pas été informés de cette possibilité, ou s'ils y sont au contraire indifférents.

- 39 Enfin, il se peut que les attentats du 13 novembre 2015 en France conduisent à une transformation de la signification conférée à l'appartenance nationale qui semble bénéficier d'un réinvestissement, comme en témoignent l'usage croissant des symboles nationaux (drapeau tricolore, hymne), ainsi que la très forte augmentation, du moins dans les semaines qui ont suivi, du nombre de jeunes hommes souhaitant s'engager dans l'armée. L'attitude des jeunes nés en France de parents étrangers étant à l'image de celle de leurs homologues de parents français, qui jusqu'alors, dans les enquêtes européennes, se caractérisaient par un faible sentiment d'appartenance nationale³⁵, on peut penser qu'une transformation du comportement des seconds aura des effets sur le comportement des premiers. Parallèlement, la suspicion croissante dont font l'objet les jeunes de confession musulmane suite aux attentats, la montée du FN et le débat sur la déchéance de nationalité peuvent renforcer leur sentiment d'insécurité voire de rejet. Enfin, il convient, dans un monde beaucoup plus globalisé qu'il y a 20 ans, de s'interroger sur les figures du pays rêvé, incarné autrefois par le pays des parents et qui, aujourd'hui plus qu'hier, peut être un pays tiers. Il est impossible de déterminer à court terme quels seront les effets de ces mutations, mais on peut penser que le changement le plus conséquent tient, si elle s'avère durable, à cette revalorisation soudaine de l'appartenance nationale, les deux autres phénomènes étant antérieurs. Ces modifications n'auront sans doute aucun effet sur les choix effectués en matière de nationalité. Elles peuvent en revanche influencer sur la signification qui lui est prêtée.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 1996.

BELOT Céline et TOURNIER Vincent, « Les jeunes, l'Europe et la nation », in BRÉCHON Pierre et CAUTRÈS Bruno (dir.), *Les enquêtes eurobaromètres. Analyse comparée des données sociopolitiques*, Paris : L'Harmattan, 1998, p. 115-129.

DIECKHOFF Alain, *La nation dans tous ses états, les identités nationales en mouvement*, Paris : Flammarion, 2000.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France de la Guerre civile à la mort de Franco*, Paris : Albin Michel, 1999.

GALLAND Olivier et PFIRSCH Jean-Vincent, *Les jeunes, l'armée et la nation*, Centre d'Études en Sciences Sociales de la Défense, 1998.

INSEE, *Immigrés et descendants d'immigrés en France*, Fiches thématiques, Population immigrée, 2012.

LEBON André, *Situation de l'immigration et présence étrangère en France 1993-1994*, La Documentation française, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Population et des Migrations, 1994.

LEPOUTRE David, Isabelle CANNOODT, *Souvenirs de familles immigrées*, Paris : Odile Jacob, 2005.

MAUSS Marcel, « Nation, nationalité, internationalisme », *Œuvres*, Tome 3, Paris : Minuit, 1969.

MINISTERE DE LA JUSTICE *et al.*, « Les acquisitions de la nationalité française en 1999 », *Études et Statistiques Justice* 17, 2000.

NOIRIEL Gérard, « Nations, nationalités, nationalismes. Pour une socio-histoire comparée », in NOIRIEL Gérard (dir.), *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris : Belin, 2001, p. 87-144.

RIBERT Evelyne, *Liberté, égalité, carte d'identité. Les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*, Paris : La Découverte, 2006.

RIBERT Evelyne, « À la recherche du "sentiment identitaire" des Français issus de l'immigration », *Revue française de science politique*, n°3, 2009, p. 569-592.

RIBERT Evelyne, « la transmisión de una herencia política : memorias del exilio en Francia », *Amnis, Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, n°2, 2011, <http://amnis.revues.org/1512>

RIBERT Evelyne et TUR Bruno, « Le choix de la nationalité chez les descendants des exilés et des immigrés espagnols en France », *Pandora, Revue d'Études Hispaniques*, n°11, 2012, p. 21-42.

RICHARD Jean-Luc, *Partir ou rester ? Destinées des jeunes issus de l'immigration*, Paris : PUF, 2004.

SCHNAPPER Dominique, *La France de l'intégration, sociologie de la nation*, Paris : Gallimard, 1991.

SIMON Patrick, « Nationalité et sentiment national », in BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle et SIMON Patrick (dir.), *Trajectoires et origines, Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris : INED, Documents de travail n°168, 2010, p. 117-122.

SIMON Patrick et TIBERJ Vincent, *Les registres de l'identité, Les immigrés et leurs descendants face à l'identité nationale*, Paris : INED, Documents de travail, n°176, 2012.

WEBER Max, « Les relations communautaires ethniques », *Économie et société, l'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris : Plon, 1995, Tome 2.

NOTES

1. Avant qu'ils acquièrent éventuellement la nationalité française, ces enfants avaient en général la nationalité de leurs parents.
2. Ils avaient toutefois la possibilité de décliner cette nationalité dans l'année précédant leur majorité. La loi Guigou le permet également dans les six mois précédant la majorité et dans l'année qui suit.
3. Dans leur grande majorité, à cette époque, les enfants d'Algériens et des ressortissants d'Afrique subsaharienne n'étaient pas concernés car français de naissance en vertu du double droit du sol.
4. Pour des informations détaillées sur cette loi, voir la présentation de Bruno Tur dans : RIBERT. E et TUR. B., 2012.
5. LEBON A., 1994, p. 82 et 33.
6. MINISTERE DE LA JUSTICE, 2000, p. 49.

7. INSEE, 2012, p. 114.
 8. Les prénoms et noms sont des pseudonymes.
 9. Jean-Marie à l'époque.
 10. INSEE, 2012, p. 115.
 11. SIMON P., 2012, p. 15.
 12. Pour une présentation précise des représentations que les jeunes se font de leur statut juridique, voir RIBERT E., 2006.
 13. Ces déclarations peuvent être erronées et ne pas correspondre au statut juridique possédé.
 14. INSEE, 2012, p. 115. SIMON P., 2010, p. 120.
 15. WEBER M., 1995 et ANDERSON B., 1996.
 16. NOIRIEL G., 2001.
 17. MAUSS M., 1969 et SCHNAPPER D., 1991.
 18. NOIRIEL G., 2001.
 19. DIECKHOFF A., 2000.
 20. Ces positions abstraites, entre lesquelles les jeunes peuvent évoluer dans le temps, ne constituent pas au sens strict du terme une typologie mais plutôt une description ordonnée.
 21. À l'exception, on l'a dit, de quelques jeunes en rupture de ban qui préféreraient rester étrangers tout en pensant vivre en France.
 22. À l'époque, les Marocains vivant à l'étranger ne participaient pas aux scrutins marocains. Les choses viennent de changer récemment.
 23. RICHARD J-L., 2004, p.89.
 24. LEPOUTRE D., 2005, p. 168.
 25. GALLAND O., 1998, p. 6.
 26. SIMON P., 2012, p. 17.
 27. SIMON P., 2012, p. 18.
 28. SIMON P., 2012, p. 22.
 29. Sur les limites du sentiment identitaire déclaré comme indicateur, voir RIBERT E., 2009.
 30. SIMON P., 2012, p. 21.
 31. Cette partie de l'article est une version remaniée de RIBERT. E et TUR. B., 2012. Les chiffres présentés infra en proviennent.
 32. D'après les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand et Florence Guilhem, les réfugiés arrivés adultes en France sont en général restés espagnols. Ceux qui sont arrivés enfants se sont en revanche majoritairement naturalisés. DREYFUS-ARMAND G., 1999, p. 299 et 334 et GUILHEM F., 2005, p. 71-78.
 33. « Les enfants d'exilés de la guerre civile veulent devenir espagnols », *La Croix*, 14/01/2009
http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Les-enfants-d-exiles-de-la-guerre-civile-veulent-devenir-espagnols-_NG_-2009-01-15-529958
 34. RIBERT E., 2011.
 35. BELOT C et TOURNIER V., 2011.
-

RÉSUMÉS

Les binationaux sont fréquemment suspectés de ne se sentir membres que d'un seul pays. Cet article se propose d'analyser la signification de l'appartenance nationale et de la binationalité

pour deux populations très différentes : les enfants nés en France de parents étrangers originaires du pourtour méditerranéen, âgés de 16 à 21 ans et les descendants d'exilés espagnols arrivés en France suite à la Guerre d'Espagne auxquels a été offerte récemment la possibilité de recouvrer la nationalité espagnole. Il en ressort que pour les jeunes la nationalité n'a pas grande signification. On assiste à une remise en cause du modèle de l'appartenance nationale, à travers le refus de l'imbrication des différents types de lien, qui en était la caractéristique. Les intéressés souhaitent multiplier les affiliations pour concilier les différentes facettes de leur identité. La nationalité est choisie en fonction du lieu de résidence projeté. Chez les descendants de réfugiés espagnols, les motivations sont au contraire uniquement symboliques. La différence entre ces deux populations s'explique notamment par leurs âges respectifs et la diversité des liens entretenus avec le pays d'origine des ascendants.

Binationalism is frequently suspected to feel to belong to only one of their nations. This article aims to analyze the significance of nationality and dual nationality for two very different population groups: i.e., children aged between 16 and 21 who were born in France to foreign parents coming from the Mediterranean countries, and the descendants of Spanish exiles settled in France after the Spanish Civil War, who were recently offered the opportunity to recover or be granted the Spanish nationality. This investigation shows that nationality has little meaning for young people. The model of national belonging is being questioned given that they reject the interweaving of different types of bonds, which was the main characteristic of this model. The youth in question wish to multiply their affiliations in order to reconcile the various facets of their identity. Nationality is chosen depending on where they plan to establish their residence. On the contrary, the motivations are only symbolic for the descendants of Spanish refugees. The respective ages and the diversity of bonds maintained with the country of origin of their ancestors not least account for the differences between these two populations.

INDEX

Mots-clés : nationalité, migrations, enfants d'immigrés, réfugiés espagnols, descendants

Keywords : nationality, migrations, children of immigrants, Spanish refugees, descendants

AUTEUR

ÉVELYNE RIBERT

CNRS, IIAC/CEM (EHESS-CNRS)

Les enjeux sportifs, juridiques et politiques de la binationalité dans le sport

Hervé Andrès

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article a été rédigé en octobre 2015.

- 1 La question de la binationalité se pose dans différents champs d'activité humaine. L'objet de cette contribution est de présenter les enjeux sportifs, juridiques et politiques de la binationalité dans le domaine sportif. Le sport constitue un point d'étude tout à fait pertinent vu l'importance aujourd'hui de ce phénomène dans la société, son impact politique et culturel, sa médiatisation et le développement des marchés économiques qu'il génère. Le fait que les meilleures audiences annuelles de la télévision soient systématiquement des retransmissions sportives¹ nous indique que le sport ne peut pas être considéré comme une activité marginale. Par ailleurs, le sport est un phénomène marqué par la prépondérance du cadre national. Que ce soit au niveau le plus local ou au niveau le plus global, aucun sport n'échappe à une organisation qui est essentiellement nationale. Les compétitions internationales mettent aux prises des sportifs du monde entier en tant que représentants de nations. Les compétitions qui mettent aux prises des sportifs des localités très voisines relèvent également d'une superstructure qui est toujours nationale. Ainsi, devant la prégnance du national dans le phénomène du sport, il est particulièrement pertinent de s'intéresser à la binationalité, statut qui réunit en une seule personne deux² nationalités et donc, d'une certaine façon, qui réunit ce qui est censé ne pas s'entremêler, deux nations.
- 2 De manière plus précise, les questions de la nationalité reviennent régulièrement en débat à partir de différents problèmes posés dans le champ sportif. D'une part, il est question de la composition des sélections nationales, pour lesquelles beaucoup s'inquiètent de l'afflux de sportifs naturalisés, qui porteraient atteinte à l'idéal éthique.

Dans le cas de la France, certains s'inquiètent aussi du choix de sportifs français binationaux de représenter d'autres nations pour certaines compétitions. On se demande si l'équipe nationale représente vraiment bien la nation, quand elle est composée de joueurs perçus comme allochtones, quand certains Français binationaux manifestent peu d'enthousiasme pour le drapeau ou l'hymne national. Par ailleurs, il est aussi question de la composition d'équipes de clubs, pour lesquelles l'on s'inquiète du caractère trop peu, voire pas du tout, national. Une équipe de football représentant la capitale de la France peut-elle décemment ne présenter aucun joueur français comme cela a été le cas pour certains matches ? Comment les binationaux sont-ils concernés par les quotas d'étrangers affectant la composition des clubs ? Sont-ils français ou étrangers ?

- 3 Ces types de questionnements font l'objet de discussions internes au monde sportif avant d'être amplement répercutés dans la presse sportive et généraliste. Les débats débordent largement du champ strictement sportif vers le champ politique. Les institutions sportives sont amenées à revoir sans cesse leur fonctionnement, confrontées aux réactions des sportifs eux-mêmes mais aussi des interventions extérieures au monde du sport, qu'elles soient politiques, juridictionnelles ou économiques³. Utilisant principalement des exemples issus de cas français, notre contribution se base essentiellement sur une veille juridique sur les règles et leurs évolutions dans les différents sports, une veille politique sur les débats que ces règles suscitent, sur un très abondant corpus de presse et de réactions et commentaires des internautes. Elle se base également sur la mise en perspective de travaux historiques, géographiques et sociologiques, notamment quelques enquêtes de terrain⁴ auprès de sportifs concernés par les questions de (bi-)nationalité.
- 4 Cette contribution présente d'abord les enjeux sportifs des sélections nationales et leurs implications politiques. Ensuite, à partir principalement de la question de ses sélections nationales, elle présente l'articulation juridique entre la notion de « nationalité sportive » et de nationalité étatique. Enfin, il s'agit d'étudier comment se pose la question de la binationalité vis-à-vis de la composition des équipes de clubs, et notamment vis-à-vis des quotas d'étrangers.
- 5 Cette contribution se limite à quelques sports spectacles de premier plan, les plus médiatisés comme le football, qui est le sport le plus médiatisé et qui, par conséquent, a un impact politique et économique supérieur aux autres. Nous n'ignorons pas que la pratique du sport excède largement les sports spectacles les plus connus et que le problème de la nationalité se pose également au niveau amateur et chez les jeunes⁵. Dans tous les sports, les questions de nationalité se posent d'une manière ou d'une autre.

Les enjeux sportifs de la binationalité vis-à-vis des sélections nationales

- 6 Le sport, c'est du droit. Certains auteurs proposent même le concept de *lex sportiva*⁶ (comme pendant de la *lex mercatoria*, le droit des marchands) pour désigner l'ordre juridique transnational propre au sport. Chaque sport se définit par un certain nombre de règles. Ces règles précisent le but du jeu, les dimensions du terrain, la qualité des objets utilisés (ballon, balle, raquette, bicyclette, canoé-kayak), le nombre de participants, etc. Parmi les règles définissant les participants, en plus du genre, de

l'âge, éventuellement du poids de chaque sportif, la nationalité est un des éléments incontournables. À partir du moment où chaque sport se définit dans un cadre national, où les compétitions sont nationales ou internationales, la nationalité de chaque personne fait l'objet de règles sportives. Cela n'allait pas de soi⁷. C'est bien parce que le sport est organisé nationalement et internationalement que la nationalité des personnes a de l'importance. L'on peut remarquer que dans le domaine artistique, par exemple, la nationalité (comme statut juridique) a beaucoup moins d'importance que le rattachement à une culture particulière ou à une langue.

- 7 Dans la quasi-totalité des sports, il existe des compétitions qui mettent en scène des sélections nationales. Les Jeux Olympiques (JO) et la Coupe du Monde de football sont les deux exemples les plus importants. Alors que cela n'était pas le cas lors des premières éditions, les Jeux Olympiques modernes réunissent dès le début du XX^e siècle des comités nationaux représentant des nations⁸. Et la Coupe du Monde de football met en scène des sélections des associations membres de la Fédération internationale de Football Association (Fifa), c'est-à-dire, des sélections représentant des nations. Cela signifie que pour être champion du monde de football, qui est le titre majeur pour un footballeur, il faut être membre d'une équipe nationale. Certains grands champions de ce sport ont remporté des titres continentaux avec leur club sans pour autant se qualifier pour des phases finales de grandes compétitions internationales⁹.
- 8 La question qui est posée par la binationalité pourrait être posée de façon extrême : une personne binationale peut-elle représenter ses deux nations ? En ce qui concerne une même compétition, la réponse paraît évidente. Un Franco-Algérien qui aurait perdu en 1/8 de finale de la Coupe du Monde avec l'Algérie contre l'Allemagne ne peut rejoindre l'équipe de France pour prendre sa revanche (du moins, essayer) en 1/4 de finale. Mais pourrait-il tenter sa revanche lors de l'Euro 2016 en France ? En l'état actuel, cela est impossible. Cela n'a pas toujours été le cas. En 1930, Luis Monti a perdu la première finale de la Coupe du Monde avec l'Argentine, avant de gagner la suivante quatre ans plus tard avec l'équipe d'Italie.
- 9 Ainsi, à la question « une personne binationale peut-elle représenter ses deux nations ? », la réponse varie selon les sports et selon les époques.
- 10 Dans le football, la pratique a été répandue jusqu'au début des années 1960, puis interdite, puis de nouveau réintroduite de façon limitée depuis le début du XXI^e siècle. La règle a évolué plusieurs fois et fait encore l'objet de nombreux débats¹⁰. En l'état actuel des règles de la Fifa¹¹, un joueur peut être sélectionné en compétition officielle par plusieurs nations dans sa carrière, mais une seule au niveau senior. Ainsi, de nombreux joueurs français binationaux ont porté le maillot de la sélection française dans les catégories de jeunes avant de changer de nation au niveau senior.
- 11 Pour ne prendre qu'un exemple, qui est vraiment révélateur, la sélection française championne du Monde des moins de 17 ans en 2001 a connu un avenir international principalement dans les équipes africaines¹². Un seul joueur est devenu international français (Florent Sinama-Pongolle, une sélection). Il s'agit de joueurs qui ont en 2015 plus de 30 ans et sont donc en fin de carrière.
- 12 C'est ce « problème » (en tout cas, posé comme tel) des joueurs français binationaux, formés en France et qui vont ensuite renforcer d'autres sélections nationales qui a été à l'origine de l'affaire dite « des quotas », au printemps 2011, révélée par un enregistrement clandestin d'une réunion à la fédération française¹³. Certains

responsables du football français envisageaient ouvertement de limiter le nombre de joueurs susceptibles de rejoindre à terme une autre sélection nationale. Il s'agissait là d'une pratique discriminatoire qui suscita de vives réactions avant de retomber dans l'oubli. Cette affaire avait dévoilé le racisme latent de certains acteurs du système du football français, bien qu'ils s'en défendaient. Ce qui est certain, c'est que les équipes de football françaises connaissent une forte présence de joueurs binationaux ou d'origine étrangère. Cela est dû à l'histoire de l'immigration en France, notamment dans les classes populaires. Cela n'est pas nouveau¹⁴ mais ce « problème » est sans doute posé de façon renouvelée.

- 13 Concernant la possibilité de représenter plusieurs sélections nationales dans une même carrière sportive, les règles sont très variables d'un sport à l'autre, voire d'une compétition à l'autre. La Charte olympique prévoit un délai de trois ans pour participer à une compétition pour deux pays différents¹⁵. Il est donc possible d'alimenter en médailles deux pays différents sur une période de quatre ans.
- 14 La volonté affirmée de certains pays de bâtir des sélections nationales puissantes en naturalisant des étrangers est dénoncée comme portant atteinte à l'éthique sportive. Des règles sont prises pour limiter le phénomène, sans pour autant l'empêcher totalement. Ainsi, les pays du Golfe ont souvent été stigmatisés pour leur volonté de recruter à coup de pétrodollars des coureurs de fond kenyans ou éthiopiens, des haltérophiles bulgares ou des footballeurs brésiliens (chaque pays a sa spécialité)¹⁶. Au mois de janvier 2015, le Qatar est arrivé en finale du Championnat du Monde de handball avec une équipe cosmopolite composée pour l'essentiel de joueurs naturalisés.
- 15 La dénonciation au nom de l'éthique des mercenaires sans patrie, changeant de nationalité pour l'argent ou la gloire ne peut pas être, elle-même, sans arrière-pensées ou sans intérêts économiques. En effet, l'authenticité nationale des sélections nationales est la garantie de l'identification des spectateurs, des téléspectateurs et donc, de l'intérêt des sponsors. Une « trop » grande dissolution des équipes nationales (par l'incorporation, par exemple, de joueurs nés à l'étranger) est systématiquement pointée du doigt dans les médias¹⁷, qui se trouvent être parties prenantes (et économiquement très intéressées) du spectacle sportif¹⁸.
- 16 Le phénomène des circulations de sportifs à l'échelle internationale et leur intégration dans des sélections différentes de celles du pays de naissance n'est pas propre au Qatar, loin de là. Il est parfois décrit comme un vaste marché des passeports¹⁹, où des sportifs peuvent monnayer leur talent dans un autre pays que le leur ou trouver accès à une carrière internationale qui leur serait interdite dans leur propre pays. Ainsi, pour un basketteur des États-Unis, l'accès à la sélection nationale est extrêmement difficile vu le réservoir de joueurs. En revanche, la naturalisation ou la récupération d'une nationalité d'un lointain ancêtre peut permettre d'accéder à une sélection nationale, certes moins cotée que celle des États-Unis, mais qui ouvrera la possibilité de participer à des compétitions internationales.
- 17 Ainsi, de même, de nombreux footballeurs brésiliens dont le niveau sportif ne permet pas d'atteindre la sélection brésilienne jouent pour d'autres sélections nationales dont ils ont acquis ou récupéré la nationalité. Cela est vrai est dans chaque sport avec des hiérarchies propres selon les nationalités. Dans le rugby, ce sont les origines néo-zélandaises ou sud-africaines qui sont les plus prisées. Certains rugbymen français qui n'ont pas le niveau de l'équipe de France peuvent jouer pour des sélections de niveau inférieur (Espagne, Portugal,...). Au tennis de table, ce sont les Chinois qui renforcent

les sélections d'autres pays. En général, les Français accueillent des athlètes africains susceptibles d'apporter des médailles, tandis que certains Français trop limités (pour la sélection française) viennent renforcer des sélections de second rang, notamment en Afrique. Bref, cela peut être vu comme un marché global fonctionnant selon la loi de l'offre et la demande. Toutefois, dans ce marché, tous les acteurs ne sont pas égaux. Il n'y a pas d'égalité entre les anciens pays colonisés et les anciennes puissances impériales. Il n'y a pas d'égalité entre pays riches et pays pauvres²⁰. Il n'y a pas d'égalité non plus entre les fédérations sportives nationales et internationales d'un côté et les sportifs pour lesquels la passion pour le sport est indémêlable des conditions objectives de vie²¹. Le phénomène des migrations de sportifs ne touche pas que des vedettes de premier plan.

- 18 Que cela soit dans les sports individuels ou dans les sports collectifs, la possibilité d'accéder à une sélection nationale est quasiment toujours un objectif valorisant pour la carrière du sportif. La participation à une compétition internationale donne de la visibilité au sportif et le valorise du point de vue sportif et économique. Même si, dans le football européen et américain, le fait pour un joueur d'être susceptible de participer à la Coupe d'Afrique des Nations est une source de conflits avec son club²² (et certains clubs assument un discours discriminant à cet égard), le statut international est un atout positif pour la carrière du joueur. Ainsi, les jeunes joueurs français qui ont la chance d'avoir (ou de pouvoir acquérir) une autre nationalité sont indiscutablement favorisés par rapport à leurs camarades qui sont uniquement français. C'est là sans doute un avantage dans un environnement extrêmement concurrentiel²³ et une piètre compensation des autres discriminations systémiques. C'est sûrement aussi ce qui dérange certains commentateurs.

Les enjeux politiques de la binationalité vis-à-vis de la sélection nationale

- 19 La question de l'éligibilité dans les sélections nationales ne peut pas être vue seulement sous l'angle d'un marché sportif ou économique, de la loi de l'offre et la demande. Dépassant la simple dimension sportive, la sélection nationale joue un rôle symbolique de représentation de la « communauté imaginée »²⁴, c'est-à-dire, de la nation. La volonté de constituer des équipes nationales les plus performantes possible s'inscrit dans la logique des États pour assurer leur place sur la scène internationale et pour constituer le sentiment d'appartenance nationale sur la scène interne. Mais cette volonté de compétitivité, si elle se traduit par l'intégration de sportifs ne correspondant pas à l'idéal type des citoyens nationaux, peut entrer en contradiction avec la conception essentialiste de l'identité nationale.
- 20 Comme l'écrivait Eric Hobsbawm, « la communauté imaginée de millions de gens semble plus réelle quand elle se trouve réduite à 11 joueurs dont on connaît les noms »²⁵. L'histoire du sport moderne est intrinsèquement liée à l'émergence du monde des nations. Les équipes nationales constituent, partout sur la planète, un efficace vecteur d'identité nationale. Que ce soit dans le processus d'éclatement des empires européens, dans celui de la décolonisation, ou encore dans l'éclatement du bloc de l'Est à la fin du XX^e siècle, les compétitions entre équipes nationales, avec leur mise en scène rituelle (drapeaux, hymnes, ...) ont joué un rôle important non seulement dans le développement du sport, mais aussi dans la construction des nations elles-mêmes.

Contrairement à une certaine vision de la globalisation comme dépassement des nations²⁶, le sport montre encore au début du XXI^e siècle la persistance du phénomène national et il constitue un des principaux moyens de donner du sens à la division du monde en États-nations²⁷.

- 21 Ces dernières années, les polémiques autour de l'équipe de France de football sont révélatrices de tensions autour de la façon dont la France se représente elle-même. Le choix de certains joueurs français de s'aligner pour d'autres sélections (et notamment, pour d'anciennes colonies françaises devenues indépendantes) suscite des polémiques. La médiatisation des tergiversations de certains joueurs, hésitant (par exemple comme Nabil Fekir au mois de mars 2015)²⁸ entre l'Algérie et la France est symptomatique.
- 22 Quand le choix est assumé par le joueur pour une sélection ou pour une autre, il est systématiquement présenté comme le choix « du cœur ». Ainsi, Jacques Faty, ancien capitaine de l'équipe de France des moins de 17 ans, par exemple, explique que sa décision de la sélection du Sénégal est « le choix du cœur » et que « les Bleus n'ont jamais été [son] rêve »²⁹. Un abondant corpus d'interviews dans la presse en atteste, le choix de la sélection nationale n'est jamais assumé comme un simple choix de carrière sportive, d'opportunité ou encore pire, d'argent. Il est toujours lié à un engagement patriotique et à une dimension identitaire. Les sportifs intériorisent totalement la fonction de représentation nationale de la sélection. Leur discours est sans doute révélateur de ce qu'ils savent que l'on attend d'eux (« l'amour du maillot »). Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne sont pas sincères. Chaque sportif est également un être humain pour lequel la nationalité a plus ou moins de signification. Les footballeurs binationaux sont des binationaux qui sont des footballeurs. C'est-à-dire des personnes partagées entre deux pays, entre deux cultures. Et comme on aime son père et sa mère, le choix du cœur peut-être d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée par exemple. Le choix n'est pas forcément facile³⁰. L'entourage immédiat peut jouer un rôle, ainsi que la référence à des grands-parents ayant migré d'un pays à un autre et la volonté affichée de leur rendre hommage.
- 23 On pourrait distinguer le traitement réservé aux sportifs naturalisés (presque toujours considérés comme suspects) et certains modèles de champions binationaux, issus de l'immigration mais produits du « creuset français »³¹, valorisés parce qu'entretenant la fable de l'intégration par le sport³². Mais les traitements médiatiques fonctionnent à partir de quelques exemples peu représentatifs de la diversité des trajectoires. Les binationaux d'origine, nés ou venus jeunes en France et révélés par le sport en France (sans oublier les allers-retours) sont aussi suspects que les sportifs venus en France pour leur sport et devenus français pour des raisons sportives, économiques ou sociales. À l'inverse, certains sportifs naturalisés de très haut niveau, parce qu'ils apportent de précieuses médailles à la France sont aussi valorisés que les « purs produits » de « l'intégration par le sport » en France. Les binationaux d'origine (qui se trouvent avoir à la fois la nationalité du pays de leur naissance ou de leur résidence et celle de leurs parents) et qui font du sport ne sont pas si différents des binationaux par naturalisation, ayant acquis, pour la carrière sportive ou pour les conditions de vie, une nouvelle nationalité. On n'observe pas fondamentalement de différence de discours entre d'un côté un jeune footballeur français qui choisit de représenter le Maroc dont sont originaires ses parents et de l'autre, un jeune coureur de demi-fond marocain qui s'entraînant en France depuis plusieurs années choisit de représenter son pays

d'adoption. Dans les deux cas, l'invocation d'une adhésion affective au pays est systématique.

- 24 La binationalité place les sportifs concernés devant un choix personnel vis-à-vis de la sélection nationale qui pose un embarras car ils ne sont pas pris seulement par des enjeux sportifs et économiques, mais aussi par des enjeux affectifs et politiques. La possibilité qui est offerte à des jeunes Français d'origine étrangère de choisir est un vrai cadeau du point de vue de la carrière sportive, mais un cadeau empoisonné au regard des enjeux politiques. Quel que soit leur choix, il sera décrié, d'un côté ou de l'autre, voire des deux côtés si la communication est confuse. En France, cette particularité propre aux footballeurs binationaux cristallise la jalousie de certains commentateurs qui ne supportent pas le statut social et économique enviable de jeunes issus des quartiers populaires, habituellement relégués au bas, voire à la marge de la société. Dans les pays d'origine, le choix de l'équipe de France est vu comme le reniement, la trahison de leurs origines. Ainsi, pour paraphraser Abdelmalek Sayad, qui parlait de double absence pour les immigrés³³, l'on pourrait parler de double trahison pour certains jeunes binationaux. S'ils ne chantent pas la Marseillaise avec suffisamment de cœur, s'ils ne manifestent pas de surcroît de patriotisme, ils seront décriés comme insuffisamment français tout en étant accusés d'avoir trahi leur « vraie » patrie³⁴. Le choix inverse, du pays d'origine, parfois lointain, les expose à l'accusation de trahison de la part de la France tout en n'assurant pas leur reconnaissance par l'autre pays, si leur engagement ou leur rendement n'est pas suffisant, si les résultats ne sont pas au rendez-vous.
- 25 Au fond, la possibilité de choisir entre deux pays contrevient à l'idéal nationaliste selon lequel l'adhésion au pays doit être évidente et marquée par l'unicité. Un vrai patriote ne peut l'être que vis-à-vis d'un seul pays. Partagé entre deux pays, le binationnel ne peut jamais remplir cet idéal, quand bien même il multiplierait les signes d'adhésion d'un côté ou de l'autre.

L'articulation entre « nationalité sportive » et nationalité étatique

- 26 Après avoir étudié la façon dont se pose le problème de la binationalité vis-à-vis des sélections nationales et avant de s'attacher à la question des quotas d'étrangers dans les clubs, on peut s'arrêter sur la question de l'articulation juridique entre le concept de « nationalité sportive » et celui de nationalité étatique.
- 27 Juridiquement, la nationalité (étatique) est le statut liant une personne à un État souverain. Il s'agit d'un ensemble de droits reconnus à une personne par un État et de devoirs imposés à une personne par ce même État³⁵.
- 28 Mais dans le champ sportif, la question de la nationalité se pose très différemment et c'est pourquoi certains auteurs et les instances dirigeantes du monde du sport mettent en avant le concept de « nationalité sportive », distincte de la nationalité étatique³⁶.
- 29 Sur un premier plan, si l'on parle de compétitions sportives internationales, il convient de distinguer les nations qui sont représentées dans ces compétitions et les États à même d'octroyer des nationalités. Il n'existe pas de liste consensuelle des États souverains. En 2015, l'Organisation des Nations Unies compte 193 États membres, auxquels l'on peut rajouter l'État de Palestine et le Saint-Siège, qui sont membres

observateurs. Certains États bénéficient en outre d'une reconnaissance limitée et contestée (Taïwan, Kosovo, Sahara occidental,...). En admettant que chaque État délivre une et une seule nationalité³⁷, le monde dispose donc de 195 à 198 nationalités étatiques possibles.

- 30 Parallèlement, la Fifa compte 209 associations nationales membres. Le Royaume-Uni est représenté par dix associations membres de la Fifa (les quatre nations anglaise, galloise, écossaise et nord-irlandaise : six territoires d'outre-mer : Anguilla, Aruba, Bermudes, îles Caïmans, Montserrat, îles Turks et Caïcos, îles Vierges britanniques). Les États-Unis sont représentés par cinq membres et la France par trois membres (France, Nouvelle-Calédonie et Tahiti). Sept États sont représentés par 28 associations membres de la Fifa. Par conséquent, avec une seule nationalité étatique, un joueur peut être a priori éligible pour plusieurs sélections nationales³⁸. Pourtant, le football ne reconnaît qu'une seule nationalité sportive pour un joueur. Ainsi, un joueur comme Christian Karembeu ne pourrait prétendre aujourd'hui à s'aligner dans la sélection de la Nouvelle-Calédonie car il a déjà été sélectionné par l'équipe de France. Et avant toute sélection, un Néo-calédonien disposant d'une simple nationalité française peut-être considéré comme un binational du point de vue sportif, vu qu'il peut être sélectionné par la France comme par la Nouvelle-Calédonie.
- 31 L'on a cité le cas du football, mais le problème est le même dans d'autres sports ou vis-à-vis des Jeux Olympiques. En 2015, le CIO compte 206 comités nationaux, et donc, 206 « nationalités sportives » qui ne coïncident pas totalement avec les nationalités étatiques.
- 32 Il s'agit là d'une première disjonction entre nationalité étatique et « nationalité sportive ».
- 33 Une deuxième disjonction peut être observée dans la définition de l'éligibilité pour les sélections nationales. La simple possession de la nationalité étatique n'est quasiment jamais suffisante pour l'éligibilité pour la sélection nationale. Outre les critères purement sportifs (pour être sélectionné, il faut avoir le niveau sportif adéquat), des critères supplémentaires viennent s'ajouter, voire se substituer à la nationalité étatique pour définir la nationalité sportive.
- 34 Les cas de « substitutions » sont assez rares. Au rugby, la nationalité étatique est non seulement *insuffisante*, mais de plus, *non nécessaire* pour l'éligibilité pour la sélection nationale. Pour être sélectionné en équipe de France de rugby, il n'y a pas besoin d'être français. Outre les critères sportifs, les conditions à remplir sont les suivantes³⁹ : soit résider dans le pays concerné depuis trois ans au moins, soit être né ou avoir l'un de ses parents ou grands-parents nés dans le pays en question. Et depuis quelques années (pour éviter les transferts entre équipes nationales), il faut de plus ne pas avoir été sélectionné par une autre équipe nationale senior. Ainsi, il n'y a pas besoin d'être français pour être sélectionnable en équipe de France de rugby et un Français pourrait ne pas être sélectionnable en équipe de France. Au moins cinq autres sports semblent pratiquer la sélection de joueurs étrangers non naturalisés dans les équipes nationales : le cricket, le horseball, le patinage, ainsi que le tennis de table et le badminton, qui ne le permettent plus que pour les joueurs ayant déjà été sélectionnés. Le cas du rugby, qui revient souvent dans l'actualité ces dernières années, est symptomatique de la difficulté à penser la disjonction entre « nationalité sportive » et nationalité étatique⁴⁰. Les joueurs étrangers sont considérés comme illégitimes, en particulier en France. Mais comme dans d'autres fédérations sportives, des dirigeants du rugby international

s'inquiètent d'une trop grande circulation des internationaux, qui porterait atteinte à l'idéal identitaire des équipes nationales. Le président de World Rugby (le Français Bernard Lapasset) a annoncé en 2015 son intention de revoir les règles d'éligibilité mais il n'est pas certain que cette vieille tradition (héritée de l'empire britannique) soit remise facilement en question. En tout cas, du point de vue du rugby, la déconnexion entre éligibilité et nationalité fait que tout joueur français comptant au moins un grand-parent né à l'étranger est potentiellement un binational du rugby⁴¹.

- 35 Les cas où la nationalité étatique n'est pas une condition *nécessaire* pour la nationalité sportive sont assez rares.
- 36 Ce qui est par contre très fréquent, et peut-être même systématique, c'est le fait que la nationalité étatique ne soit *pas suffisante* pour constituer la nationalité sportive du point de vue de la sélection nationale.
- 37 Dans le cas du football par exemple, pour être sélectionnable par une équipe nationale, il faut, outre les critères sportifs, posséder la nationalité étatique correspondante, ne pas avoir joué pour une autre sélection nationale senior, et de plus, si l'on a acquis cette nationalité, être né dans le pays ou avoir un parent ou grand-parent né dans le pays ou y avoir vécu au moins cinq ans depuis ses 18 ans⁴². La multiplicité des critères s'ajoutant à la simple nationalité étatique manifeste l'exigence de liens effectifs entre le sportif concerné et la nation représentée. Les règles varient d'un sport à l'autre et d'une époque à l'autre, l'on ne peut que constater que les règles d'éligibilité pour les sélections nationales divergent amplement de la simple nationalité étatique. Comme on le verra plus loin dans cette contribution, les règles sportives en matière de composition des clubs sont également divergentes de la nationalité étatique.
- 38 Est-ce que ce constat conduit à reconnaître l'autonomie de la « nationalité sportive » comme le proposent les instances du sport ? Les juridictions de droit commun ne la reconnaissent pas en général, au contraire de la jurisprudence du Tribunal arbitral du sport. Ce débat⁴³ s'inscrit dans celui, plus général, sur les limites à l'autorégulation sportive⁴⁴. Plusieurs interventions des juridictions européennes ou nationales⁴⁵ ont sanctionné les dérogations au droit commun mises en œuvre par les réglementations sportives.
- 39 En tout cas, la « nationalité sportive » a pour particularité d'être beaucoup plus restrictive que la nationalité étatique en général, et en particulier, toute « binationalité sportive » est écartée. Les personnes ayant deux nationalités étatiques (les binationaux comme entendus généralement) sont contraints à être « mono-nationaux » du point de vue sportif. C'est la logique nationaliste prévalant dans le champ sportif qui conduit à limiter drastiquement la « binationalité sportive ».

Les binationaux au regard des quotas d'étrangers dans les clubs

- 40 Enfin, pour conclure notre survol de la question de la binationalité dans le sport, il convient d'évoquer la question de la binationalité dans les équipes de club, notamment au regard des quotas affectant les étrangers.
- 41 Du point de vue des compétitions mettant en scène des clubs, il ne va pas de soi que la nationalité des sportifs fasse l'objet de règles. Si les clubs représentent une ville ou une région, on pourrait envisager que les sportifs qui composent le club soient tous

originaires de cette ville ou de cette région. Mais historiquement, le sport moderne s'est développé avec les migrations, notamment celle des Britanniques⁴⁶. Et les étrangers ont toujours joué un rôle dans le développement des clubs sportifs. Assez vite, la dimension nationale du sport est devenue prépondérante sur l'échelle locale. Une des raisons fondamentales à cette nationalisation du sport à l'échelle des clubs est la volonté de préserver la sélection nationale. C'est toujours pour préserver l'équipe nationale que l'on dénonce le trop grand nombre de joueurs étrangers, quel que soit le sport ou le lieu. C'est avec l'objectif implicite ou explicite de faire émerger une équipe nationale compétitive que la formation de jeunes locaux est valorisée. C'est aussi pour préserver l'identification du public⁴⁷, censé soutenir avec plus de ferveur une équipe locale composée de joueurs nationaux que de joueurs étrangers.

- 42 Historiquement, un « trop » grand nombre d'étrangers dans les clubs est toujours dénoncé. L'équipe de Montpellier remporte le championnat de France universitaire de football en 1928 avec une forte ossature yougoslave, ce qui suscite des critiques de Lucien Gamblin, ancien joueur et journaliste : « Que signifie, au nom du football universitaire français, un championnat remporté par une équipe d'étrangers venus en France non pour faire leurs études, mais pour y jouer au football ? »⁴⁸. Des quotas d'étrangers sont instaurés, variables selon les sports, les époques et les lieux. Du coup, pour contourner ces quotas et afin de composer des équipes plus compétitives, des naturalisations sont pratiquées et parfois, dénoncées comme étant des naturalisations de complaisance⁴⁹. Des quotas de naturalisés sont également imposés dans certains sports.
- 43 Ce panorama a indiscutablement été bouleversé à la fin du XX^e siècle du fait de l'intégration européenne. En continuité avec deux affaires précédentes⁵⁰, la Cour de justice des communautés européennes (CJCE) a rendu le fameux arrêt Bosman en 1995⁵¹. S'appuyant sur le caractère indéniablement économique du sport professionnel, la Cour a ainsi condamné toutes les clauses restreignant le nombre de sportifs de nationalité européenne dans les clubs européens, au nom du principe de libre circulation des travailleurs. La portée de l'arrêt Bosman a été ultérieurement amplifiée par les élargissements successifs de l'UE et par d'autres arrêts de la CJCE⁵² et du Conseil d'État français⁵³. La jurisprudence impose le principe du traitement équitable aux sportifs ressortissants de pays tiers qui sont liés par des accords d'association avec l'Union européenne, en raison des clauses de non-discrimination contenues dans ces accords. Le principe de non-discrimination a été réaffirmé en des termes semblables dans l'Accord de Cotonou (Article 13), signé en 2000, liant l'Union européenne et 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
- 44 Ainsi, les ressortissants d'une centaine de pays du monde ne peuvent plus être considérés comme étrangers au regard du droit communautaire et ne peuvent plus normalement faire l'objet de quotas limitant leur nombre dans les clubs professionnels.
- 45 C'est pourquoi le nombre de joueurs étrangers a explosé dans le sport professionnel en Europe ces dernières années. En France, leur proportion est en général de 30 à 45 % selon les sports collectifs professionnels (56 % dans le volley féminin)⁵⁴.
- 46 Quant aux binationaux, ils relèvent de deux cas de figure :
- 47 Soit il s'agit de Français qui disposent en outre d'une autre nationalité, en général héritée de leurs parents. Et dans ce cas, ils ne devraient jamais être considérés comme étrangers et leur nationalité est une non-question du point de vue sportif. Disposant de la nationalité française, leur carrière ne peut pas être entravée en France, si ce n'est par

les convocations de leur sélection nationale qui créent des conflits avec leur club (voir plus haut). On peut noter toutefois que le statut (avantageux) de « sportif de haut niveau » est susceptible d'être retiré à un binational décidant de concourir désormais sous les couleurs de son autre pays⁵⁵.

- 48 Soit il s'agit d'étrangers disposant en plus de leur nationalité d'origine d'une autre nationalité, européenne en général. Ainsi, des footballeurs brésiliens ou argentins par exemple bénéficient d'une nationalité européenne (soit acquise par la résidence, soit héritée ou récupérée d'un ancêtre européen) pour échapper aux quotas et aussi, pour pouvoir travailler et circuler plus facilement en Europe⁵⁶. À l'aéroport, l'attente au guichet n'est pas la même pour les joueurs selon qu'ils présentent ou pas un passeport de l'Union européenne. Parfois, des affaires de faux passeports émergent et montrent que nous ne sommes pas dans un univers totalement libéralisé. Même si certains clubs professionnels (et notamment, les meilleurs d'entre eux, tous sports confondus) sont totalement cosmopolites, car composés uniquement sur des critères sportifs, globalement, la question de la nationalité reste posée à l'échelle des clubs. En revanche, il semble que la binationalité ne pose pas de question particulière à cet égard.
- 49 En synthèse, on peut noter que la binationalité est une ressource pour les sportifs qui permet de leur donner plus d'opportunités sportives et économiques, mais qui les place également devant des choix difficiles sur un plan identitaire ou affectif car ils sont pris par des enjeux politiques qui les dépassent. C'est surtout vis-à-vis de la sélection nationale que le problème est posé, même si la possession de tel ou tel passeport a aussi une grande importance dans l'exercice du sport professionnel au niveau des clubs.

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Benedict, 1996, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte.

ANDREFF Wladimir, 2006, « Pistes de réflexion économique », in OSWALD Denis (dir.), *La nationalité dans le sport. Enjeux et problèmes*, Neuchâtel : CIES, p. 171-191.

ANDRES Hervé, 2010, « La nationalité dans le football, entre nationalisme et cosmopolitisme », in Claude BOLI, Yvan GASTAUT et Fabrice GROGNET (dir.), *Allez la France ! Football et immigration, histoires croisées*, Paris : Gallimard, p. 126-132.

BERTRAND Julien, 2014, « Entrer en formation par la "petite porte" : les conditions sociales de l'apprentissage footballistique dans un club dominé », *Sciences sociales et sport*, vol. 7, n° 1, p. 167.

BOLI Claude, GASTAUT Yvan et GROGNET Fabrice (dir.), 2010, *Allez la France! football et immigration*, Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Musée national du sport, Paris : Gallimard.

BONIFACE Pascal, 2006, *Football et mondialisation*, Paris : Armand Colin.

BOUCHAFRA-HENNEQUIN Ismaël, 2008, *Football et nationalité ; l'exemple des footballeurs professionnels du Grand Est de la France*, Université de Franche-Comté, Besançon.

- COLLOMB Pierre, 1977, *L'acquisition de la nationalité française à des fins sportives*, Nice : Université de Nice, Travaux et recherches de la faculté de droit et des sciences économiques, 76 p.
- DIETSCHY Paul, 2011, « Les avatars de l'équipe nationale: Football, nation et politique depuis la fin du 19e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 111, n° 3, p. 35.
- DUBEY Jean-Philippe, 2006, « Nationalité sportive : une notion autonome », in OSWALD Denis (dir.), *La nationalité dans le sport. Enjeux et problèmes*, Neuchâtel : CIES Editions, p. 31-45.
- FLEURIEL Sébastien, 2011, « Les Jeux olympiques », *Savoir/Agir*, n° 15, n° 1, 1 mars 2011, p. 33-38.
- FLEURIEL Sébastien et SCHOTTÉ Manuel, 2008, *Sportifs en danger. La condition des travailleurs sportifs*, Bellecombe-en-Bauges : Ed. du Croquant, 128 p.
- GILLON Pascal, 2007, « Passeports de complaisance et éthique du sport », *Finance & Bien Commun*, vol. 26, n° 1, p. 105.
- GUILLAUMÉ Johanna, 2011, « L'autonomie de la nationalité sportive », *Journal du droit international (Clunet)*, n° 2, avril 2011, p. 313-336.
- HOBBSBAWM Eric, 1992, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris : NRF, Editions Gallimard, 255 p.
- LAGARDE Paul, 1997, *La nationalité française*, Paris : Dalloz, 3ème édition.
- LANFRANCHI Pierre et TAYLOR Matthew, 2001, *Moving with the ball: the migration of professional footballers*, Oxford : Berg, 273 p.
- LATTY Franck, 2007, *La lex sportiva - Recherche sur le droit transnational*, Leiden/Boston : Martinus Nijhoff Publishers, 873 p.
- NAZARETH Cyril, 2014, « "Faire quelque chose de bien dans le foot" : une stratégie familiale d'accès à l'espace du football professionnel français », *Sciences sociales et sport*, N° 7, n° 1, 12 novembre 2014, p. 139-165.
- NOIRIEL Gérard, 1988, *Le creuset français*, Paris : Seuil, 441 p.
- OSWALD Denis (dir.), 2006, *La nationalité dans le sport. Enjeux et problèmes*, Neuchâtel : Editions CIES.
- POLI Raffaele, 2006, « Conflit de couleurs. Enjeux géopolitiques autour de la naturalisation de sportifs africains », *Autrepart*, vol. 37, n° 1, p. 149.
- POLI Raffaele, 2010, « Le ballon ne tourne pas rond en Afrique : Les effets pervers d'une "extraversion dépendante" », *Afrique contemporaine*, vol. 233, n° 1, p. 49.
- RASERA Frédéric, 2015, « "T'es payé pour être à disposition de..." Dans le quotidien de travail de footballeurs professionnels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 209, n° 4, p. 86-99.
- RONGÉ Jean-Luc, 2012, « Quand l'accès des jeunes au sport devient discriminatoire », *Journal du droit des jeunes*, vol. 317, n° 7, p. 12.
- SASSEN Saskia, 2003, « Globalization or denationalization? », *Review of International Political Economy*, vol. 10, n° 1, p. 1-22.
- SAYAD Abdelmalek, 1999, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Le Seuil, 443 p.
- SCHOTTÉ Manuel, 2008, « Les migrations athlétiques comme révélateur de l'ancrage national du sport : Les coureurs africains dans l'athlétisme européen », *Sociétés contemporaines*, vol. 69, n° 1, p. 101.

SLIMANI Hassen, 2000, *La professionnalisation du football français : un modèle de dénégalion*, Doctorat de sociologie, Université de Nantes, faculté des lettres et sciences humaines, Nantes, 30 novembre 2000, 423 p. URL : http://www.ifepso.org/media/these_hassen_slimani__015415900_1734_02042009.pdf.

WAHL Alfred et LANFRANCHI Pierre, 1995, *Les footballeurs professionnels des années 30 à nos jours*, Paris : Hachette.

NOTES

1. On peut le noter d'emblée, il s'agit de retransmissions de compétitions mettant en scène des équipes nationales.
2. Dans cette contribution, l'on aborde le problème de la binationalité sans mentionner systématiquement les cas présentant plus de deux nationalités (plurinationalités).
3. Pour un état de la réflexion au Comité international olympique (CIO) et au Tribunal arbitral du sport (TAS) il y a une dizaine d'années, lire OSWALD D., 2006.
4. Principalement POLI R., 2006 : BOUCHAFRA-HENNEQUIN I., 2008 : SCHOTTÉ M., 2008 : FLEURIEL S. et SCHOTTÉ M., 2008 : BERTRAND J., 2014 : RASERA F., 2015 : NAZARETH C., 2014 : FLEURIEL S., 2011 : SLIMANI H., 2000.
5. Pour le football, voir par exemple RONGÉ J.L., 2012.
6. LATTY F., 2007.
7. DIETSCHY P., 2011.
8. Bien que la Charte olympique établisse que « les Jeux Olympiques sont des compétitions entre athlètes, en épreuves individuelles ou par équipes et *non entre pays* » (règle 6), la règle 44 précise que « seuls des comités nationaux olympiques reconnus par le comité international olympique peuvent soumettre des inscriptions aux Jeux Olympiques ». Toutefois, plusieurs exceptions ont dérogé à cette règle. En 1992, une équipe unifiée regroupant des athlètes d'une partie des pays de l'ancienne Union soviétique a participé aux JO sous la bannière olympique (faute de comité national correspondant). Et quelques athlètes de pays nouvellement indépendants ont été autorisés à concourir à titre individuel en tant qu'athlètes internationaux olympiques. La Charte olympique proscrit tout classement global des médailles par pays (règle 57) mais la pratique est systématique.
9. Par exemple George Best (Irlande du Nord) ou Ryan Giggs (Pays de Galles).
10. Voir ANDRES H., 2010. Voir aussi les documents en annexe du mémoire de BOUCHAFRA-HENNEQUIN I., 2008.
11. Règlement d'application des Statuts de la Fifa, articles 5 à 8 (Qualification en équipe représentative).
12. Chaouki Ben Saada, Emerse Fae, Jacques Faty, Mourad Meghni et Hassan Yebda ont représenté respectivement la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Algérie (pour les deux derniers).
13. ARFI F., HAJDENBERG M. et MATHIEU M., 2011.
14. BOLI C., GASTAUT Y. et GROGNET F., 2010.
15. Règle 41 de la Charte olympique.
16. « Les pays du Golfe ont dépassé les bornes avec leur politique de naturalisation à outrance. Leur façon d'acheter des médailles sans former d'athlètes est contraire à l'éthique sportive », Bernard Amsalem, président de la FFA, *Le Figaro*, 11 août 2005, p. 8. (cité par SCHOTTÉ M., 2008, p. 119.)
17. À titre d'exemple, l'émission « Du grain à moudre », sur *France-Culture*, le 18 septembre 2015 s'interrogeait « la représentation des athlètes par nation a-t-elle encore du sens ? », alors que

s'ouvrait la Coupe du Monde de rugby, pour laquelle on soulignait le fort contingent de joueurs nés à l'étranger dans les sélections engagées. L'animatrice de télévision Céline Géraud s'en inquiétait avec virulence. Si l'on n'a pas de raison de douter de la sincérité de son indignation, on ne peut pas non plus ne pas remarquer la convergence entre cette indignation et la nécessité structurelle de préserver l'intérêt du public pour des raisons de médiamétrie.

18. GILLON P., 2007.

19. ANDREFF W., 2006.

20. L'inégalité structurelle entre le « Nord » et le « Sud » n'empêche pas des États du « Sud » d'avoir une vraie politique offensive de détection et de recrutement de sportifs pour renforcer la compétitivité de leurs équipes nationales, au moins dans les sports majeurs. Voir par exemple, pour une analyse critique de la stratégie des États africains en matière de football : POLI R., 2010.

21. SCHOTTÉ M., 2008.

22. POLI R., 2006, p. 158.

23. RASERA F., 2015.

24. ANDERSON R., 1996.

25. HOBBSAWM E., 1992, p. 183.

26. SASSEN S., 2003.

27. BONIFACE P., 2006.

28. « Fekir aurait opté pour l'Algérie » (*L'Equipe.fr*, 6 mars 2015) : « Fekir : La France, c'est mon choix » (*L'Equipe*, 10 mars 2015).

29. *L'Equipe*, 3 septembre 2009.

30. BOUCHAFRA-HENNEQUIN I., 2008.

31. NOIRIEL G., 1988.

32. SCHOTTÉ M., 2008.

33. SAYAD A., 1999.

34. Pour ne donner qu'un seul exemple d'intervention politique (parmi un corpus surabondant), Marine Le Pen a déclaré [...] qu'elle ne se reconnaissait pas dans l'équipe de France de football, reprochant à certains joueurs d'avoir « une autre nationalité de cœur » [...considérant] qu'un coup ils sont représentants de la France [...], un autre coup [...] comme appartenant à une autre nation [...]. « Si un certain nombre ne refusait pas de chanter la Marseillaise, si on ne les voyait pas enroulés dans le drapeau d'autres nations que la nôtre, peut-être les choses changeraient, mais en l'état, j'avoue que je ne me reconnais pas particulièrement dans cette équipe », a-t-elle ajouté (*Le Monde*, 4 juin 2010).

35. LAGARDE P., 1997.

36. DUBEY J.P., 2006.

37. Ce qui n'est pas le cas du Royaume-Uni, qui dispose de plusieurs statuts différents de « british nationality » sous une même souveraineté, situation héritée de son empire colonial.

38. Ce cas fait l'objet de l'article 6 du Règlement d'application des Statuts de la Fifa (Qualification en équipe représentative : Nationalité permettant à un joueur de représenter plus d'une association).

39. Règlement 8 de World Rugby (Eligibilité des joueurs, qualification pour jouer en équipe nationale).

40. Lire par exemple l'article de Jean-François Fournel dans *la Croix* du 7 octobre 2015 « Quand le rugby se joue des nationalités », qui fait la confusion entre naissance à l'étranger et nationalité, ainsi qu'entre naturalisés et étrangers.

41. Lire par exemple le témoignage du rugbyman français Grégoire Yachvili (« Beaucoup avaient connu la guerre », *L'Equipe*, 19 octobre 2015) sur son expérience au sein de l'équipe de Géorgie, pays de son grand-père et avec lequel il n'avait aucun autre lien que celui de son nom, lors de la Coupe du Monde de rugby de 2003.

42. Règlement d'application des Statuts de la Fifa, articles 5 à 8 (Qualification en équipe représentative).
 43. Pour une analyse de ce débat et une reconnaissance limitée du concept de « nationalité sportive » autonome, lire GUILLAUMÉ J., 2011.
 44. LATTY F., 2007, note 6.
 45. Lire la jurisprudence citée par GUILLAUMÉ J., 2011, note 43.
 46. LANFRANCHI P. et TAYLOR M., 2001.
 47. Comme on l'a expliqué plus haut, les intérêts économiques ne sont pas étrangers à ce souci.
 48. WAHL A. et LANFRANCHI P., 1995, p. 29.
 49. Pour une réflexion juridique sur la question dans les années 1970, voir COLLOMB P., 1977.
 50. *Arrêt Walrave & Koch* : CJCE, Affaire 36/74, 12 décembre 1974 et *Arrêt Donà vs Mantero* : CJCE, Affaire 13/76, 14 juillet 1976.
 51. *Arrêt Bosman* : CJCE, Affaire C-415/93, 15 décembre 1995.
 52. *Arrêt Kolpak* : CJCE, Affaire C-438/00, 8 mai 2003 et *Arrêt Simutenkov* : CJCE, Affaire C-265/03, 12 avril 2005.
 53. *Arrêt Malaja* : Conseil d'État (français), 30 décembre 2002.
 54. Voir les études « Sport et nationalités » menées annuellement par le cabinet d'avocats marseillais Serge et Michel Pautot qui ont défendu notamment la basketteuse polonaise Lilia Malaja et dont le cas est à l'origine de l'arrêt du Conseil d'État français cité plus haut.
 55. Code du Sport, Articles R221-3 à R221-6 et R221-14. Cela a déjà été
 56. Cette condition d'Européen est importante également pour les joueurs sportifs, même si leurs pays sont partie prenante de l'Accord de Cotonou. « Avant même de voir tes capacités sur le terrain, on te demande si tu es Européen et on te juge sur ça. C'est pourquoi j'ai fait cette demande » (témoignage recueilli par POLI R., 2011, p. 152).
-

RÉSUMÉS

La question de la binationalité se pose dans le sport comme dans d'autres champs d'activité humaine, d'autant plus que le sport est marqué par la prépondérance du cadre national. Les sportifs binationaux bénéficient d'un surplus d'opportunités sportives et économiques, mais sont également placés devant des choix difficiles sur un plan identitaire ou affectif car ils sont pris par des enjeux politiques qui les dépassent. C'est surtout vis-à-vis de la sélection nationale que le problème est posé, même si la possession de tel ou tel passeport a aussi une grande importance dans l'exercice du sport professionnel au niveau des clubs.

The issue of dual citizenship is relevant in sports as in other fields, in particular due to the importance of the national framework in sports. Athletes holding dual citizenship benefit from a greater number of sport and economic opportunities. But the choices they face may be difficult in terms of identity or affect, due to the political stakes that they have no control over. The issue is of particular importance regarding national team selections, but also regarding professional activity in sport clubs.

INDEX

Keywords : sport, nationality, selection, Bosman, quotas

Mots-clés : sport, nationalité, sélection, Bosman, quotas

AUTEUR

HERVÉ ANDRÈS

« Migrations et société » (Urmis)-Université de Nice Sophia-Antipolis-CNRS-IRD